



Assemblée générale

Distr. générale
19 décembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session
Point 34 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient

Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis conformément à la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, dans les trois mois suivant l'adoption de la résolution, un rapport sur l'application de la résolution, notamment sur toute mesure prise par Israël, d'autres États et des organisations internationales en application des dispositions qui y sont énoncées ou en violation de celles-ci.

II. Rappel du contexte et méthode

2. Le 30 décembre 2022, l'Assemblée générale a adopté la résolution [77/247](#) dans laquelle elle a décidé, conformément à l'Article 96 de la Charte des Nations Unies, de demander à la Cour internationale de Justice de donner, en application de l'Article 65 du Statut de la Cour, un avis consultatif sur les questions suivantes :

a) Quelles sont les conséquences juridiques de la violation persistante par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, de son occupation, de sa colonisation et de son annexion prolongées du territoire palestinien occupé depuis 1967, notamment des mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, et de l'adoption par Israël des lois et mesures discriminatoires connexes ?

b) Quelle incidence les politiques et pratiques d'Israël visées ci-dessus ont-elles sur le statut juridique de l'occupation et quelles sont les conséquences juridiques qui en découlent pour tous les États et l'Organisation des Nations Unies ?



3. Le 19 juillet 2024, la Cour internationale de Justice a rendu son avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. Elle a conclu, notamment, que « la présence continue de l'État d'Israël dans le Territoire palestinien occupé [était] illicite » et que « l'État d'Israël [était] dans l'obligation de mettre fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais ».

4. Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale a adopté la résolution [ES-10/24](#) dans laquelle elle a accueilli avec satisfaction l'avis consultatif et formulé plusieurs demandes à l'égard des États Membres, des observateurs et des organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies. Elle a notamment : exigé qu'Israël mette fin sans délai à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé, laquelle constitue un fait illicite de caractère continu engageant sa responsabilité internationale et qu'il le fasse au plus tard 12 mois après l'adoption de la résolution, et qu'il s'acquitte sans délai de toutes les obligations juridiques que lui impose le droit international, y compris celles énoncées par la Cour internationale de Justice (résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée, par. 2 et 3) ; demandé à tous les États de s'acquitter des obligations que leur fait le droit international, notamment celles qui sont énoncées dans l'avis consultatif (ibid., par. 4) ; demandé aux organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, et aux organisations régionales de ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et de faire une distinction, dans leurs échanges, entre Israël et le Territoire palestinien occupé et de n'accorder ni reconnaissance, ni concours, ni aucune aide à toutes mesures prises par Israël pour exploiter les ressources naturelles de ce territoire ou pour modifier d'une façon quelconque la composition démographique, le caractère géographique ou la structure institutionnelle de celui-ci (ibid., par. 6) ; demandé à l'Organisation des Nations Unies, et à ses organes et organismes, de respecter les conclusions de la Cour internationale de Justice et d'agir en accord avec ces conclusions, notamment en ce qui concerne les cartes, déclarations et rapports correspondants, ainsi que dans le cadre de leurs programmes et actions respectifs (ibid., par. 7). Elle a également prié, au paragraphe 17 de la résolution [ES-10/24](#), le Secrétaire général de lui présenter, dans un délai de trois mois, un rapport sur l'application de la résolution.

5. La portée territoriale du territoire palestinien occupé depuis 1967 comprend la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza. Les organismes et organes des Nations Unies désignent ce territoire comme le Territoire palestinien occupé et mentionnent fréquemment ses différentes parties constituantes, notamment la Cisjordanie ou la bande de Gaza, selon le cas. La même pratique est suivie dans le présent rapport. Cela étant, comme la Cour internationale de Justice l'a rappelé dans son avis consultatif, du point de vue juridique, « le Territoire palestinien occupé constitue une seule et même entité territoriale, dont l'unité, la continuité et l'intégrité doivent être préservées et respectées ».

6. Le 11 octobre 2024, le Secrétaire général a adressé aux représentantes et représentants permanents de tous les États Membres, à l'Observateur permanent de l'État de Palestine et à tous les observateurs auprès de l'Assemblée générale à New York une note verbale, dans laquelle il a appelé leur attention sur les dispositions pertinentes de la résolution et les a priés de communiquer au Secrétariat des informations concernant toute mesure prise ou envisagée aux fins de l'application de la résolution. Des réponses ont été reçues de 32 États Membres, de l'État de Palestine et de deux organisations régionales – la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique. Les réponses des États et des organisations régionales sont reproduites aux annexes I et II du présent rapport, respectivement.

7. Le 17 octobre 2024, le Secrétaire général a adressé aux chefs des entités des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations apparentées une communication dans laquelle il les a invités à contribuer à l'élaboration du présent rapport, notamment en communiquant toute information concernant l'application des dispositions pertinentes de la résolution [ES-10/24](#). On trouvera à l'annexe III du présent rapport la liste des entités des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations apparentées qui ont été consultées.

8. Le 16 octobre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a envoyé aux missions permanentes de tous les États Membres, à l'Observateur permanent de l'État de Palestine et à tous les observateurs auprès de l'Assemblée générale à Genève une note verbale, dans laquelle il les a invités, conformément au paragraphe 14 de la résolution [ES-10/14](#), à faire part de leur point de vue concernant des propositions visant la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par Israël et recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif. Les six réponses qui ont été reçues sont reproduites à l'annexe IV du présent rapport.

III. États Membres et observateurs auprès de l'Assemblée générale

9. Les réponses reçues de 32 États Membres et observateurs font état de plusieurs mesures économiques, politiques et juridiques qui sont prises, notamment en vue de mettre fin à la présence illicite d'Israël dans le territoire palestinien occupé depuis 1967, qui comprend la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza, et de soutenir les droits et la souveraineté du peuple palestinien, comme il est prescrit dans l'avis consultatif. Certaines de ces mesures sont présentées ci-après.

10. Comme mesures économiques, les États Membres et les observateurs ont indiqué dans leurs réponses les suivantes :

- Faire la distinction entre les produits provenant d'Israël et ceux provenant des colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, notamment au moyen d'un étiquetage différencié obligatoire des produits ;
- Publier à l'intention des entreprises et des citoyennes et citoyens des avis concernant les risques juridiques et financiers et les risques de perte de réputation associés aux relations commerciales avec les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé ;
- Veiller à ce que les sociétés immatriculées dans les bases de données d'entreprises des États Membres ne figurent pas dans la base de données constituée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en application des résolutions [31/36](#) et [53/25](#) du Conseil des droits de l'homme ;
- Établir une base de données sur toutes les entreprises impliquées dans des activités liées aux colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé ;
- Imposer des sanctions à l'égard des entreprises impliquées dans les activités d'implantation, notamment en proscrivant les produits provenant des colonies de peuplement israéliennes ;
- Prévoir dans les accords bilatéraux, y compris les accords de commerce et d'investissement, des clauses territoriales qui indiquent clairement que le territoire de l'État d'Israël ne s'étend à aucune partie du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ;

- Imposer à l'égard d'Israël des restrictions commerciales bilatérales visant à mettre fin à la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ;
- Soutenir les institutions, les entreprises et les collectivités palestiniennes dans le Territoire palestinien occupé pour aider à la création de moyens de subsistance, à la construction d'infrastructures publiques et à l'amélioration de l'éducation et promouvoir d'autres initiatives de développement durable prises par les Palestiniens pour leurs communautés.

11. Comme mesures politiques ou diplomatiques, les États Membres et les observateurs ont indiqué dans leurs réponses les suivantes :

- Reconnaître l'État de Palestine et établir des relations bilatérales complètes avec celui-ci ;
- Soutenir la demande d'accession de l'État de Palestine au statut de Membre de l'Organisation des Nations Unies ;
- Maintenir des représentations diplomatiques distinctes pour Israël et l'État de Palestine et gérer les relations diplomatiques séparément avec les fonctionnaires israéliens et palestiniens ;
- Imposer des sanctions ou des mesures restrictives, y compris le gel des avoirs et l'interdiction de voyager, à l'égard des colons ou des organisations de colons israéliens extrémistes ;
- Examiner les demandes de licences d'exportation pour les armes, les munitions et le matériel connexe qui pourraient être employés dans le Territoire palestinien occupé, en tenant compte notamment des dispositions pertinentes du Traité sur le commerce des armes, et restreindre en conséquence les transferts d'armes à Israël ;
- Soutenir l'adoption de sanctions coordonnées au niveau international contre les colons israéliens « extrémistes » et la mise en place d'un mécanisme spécial chargé de surveiller l'application des sanctions contre les personnes et les entités visés ;
- Lancer des initiatives internationales en faveur d'une paix juste et globale, telles que l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, lancée pendant la semaine de haut niveau de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, et la lettre conjointe pour l'arrêt des transferts d'armes à Israël, adressée par plus de 50 États Membres et organisations régionales au Secrétaire général le 1^{er} novembre 2024, ou participer à de telles initiatives.

12. Comme mesures juridiques visant à demander des comptes pour les violations du droit international, les États Membres et les observateurs ont indiqué dans leurs réponses les suivantes :

- Présenter des observations écrites ou orales à l'appui des procédures judiciaires en cours visant à établir les responsabilités pour les violations du droit international commises dans le Territoire palestinien occupé, notamment des procédures engagées devant la Cour internationale de Justice et coopérer avec la Cour pénale internationale ;
- Appuyer la création du registre international des dommages visé au paragraphe 10 de la résolution [ES-10/24](#) ;
- Plaider en faveur de la réparation des dommages, pertes ou préjudices causés par les faits internationalement illicites d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ;

- Renforcer les cadres législatifs pour soutenir l'autodétermination du peuple palestinien et engager des actions en justice pour les violations du droit international, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, par l'entremise des tribunaux nationaux et internationaux.

IV. Entités et institutions spécialisées des Nations Unies

13. Le 11 octobre 2024, le Secrétariat a adressé une communication aux entités des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations apparentées concernées pour les informer de l'adoption de la résolution [ES-10/24](#) et attirer leur attention sur l'application des dispositions énoncées dans certains paragraphes. Dans la communication, le Secrétariat a demandé à toutes les entités des Nations Unies de revoir tous les programmes, activités et pratiques pertinents et d'y apporter les modifications nécessaires pour les mettre en conformité avec les dispositions pertinentes de la résolution [ES-10/24](#), notamment celles énoncées aux paragraphes 6, 7 et 16. Les entités des Nations Unies sont en train d'examiner leurs programmes, activités et pratiques à cet égard, y compris les terminologies, cartes, déclarations et rapports pertinents, ainsi que, entre autres, leurs politiques et pratiques en matière d'achat.

14. Les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations apparentées sont administrées par des organes intergouvernementaux indépendants et fonctionnent de manière autonome par rapport aux entités des Nations Unies. Certaines ont indiqué, entre autres, qu'elles ne reconnaissent pas, dans leurs programmes et activités, la licéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et que des mesures visant à appliquer la résolution [ES-10/24](#) sont envisagées. L'État de Palestine est membre de certaines institutions spécialisées (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) et organisations apparentées (Cour pénale internationale, Autorité internationale des fonds marins, Tribunal international du droit de la mer et Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) et est partie à leurs instruments constitutifs.

V. Conférences internationales

15. Au paragraphe 12 de la résolution [ES-10/24](#), l'Assemblée générale a demandé la convocation d'une conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui sera consacrée aux mesures à prendre pour faire appliquer la Convention dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Elle a invité à cet égard le Gouvernement suisse, en sa qualité de dépositaire des Conventions de Genève, à convoquer cette conférence dans un délai de six mois à compter de l'adoption de la résolution. Le Gouvernement suisse a accepté l'invitation de l'Assemblée d'organiser une conférence dans les délais prescrits et tient actuellement des consultations avec les Hautes Parties contractantes afin de déterminer les mesures préparatoires à prendre. Il annoncera la date et le lieu de la conférence en temps utile.

16. Au paragraphe 13 de la résolution [ES-10/24](#), l'Assemblée générale a décidé que se tiendra, pendant sa soixante-dix-neuvième session, sous ses auspices, une conférence internationale chargée d'examiner l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la question de Palestine et à la solution des deux États, en vue de l'édification d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. Les modalités de convocation de la conférence ont été décidées par l'Assemblée générale dans sa résolution [79/81](#) adoptée le 3 décembre 2024. La

Conférence s'intitulera « Conférence internationale de haut niveau pour le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États » et se tiendra en juin 2025 à New York. Elle sera précédée d'une ou plusieurs réunions préparatoires, selon que de besoin. Le Royaume d'Arabie saoudite et la France en assureront la coprésidence.

VI. Propositions concernant un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

17. Au paragraphe 14 de la résolution [ES-10/24](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, agissant en concertation avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les États Membres ayant l'expérience et le savoir-faire appropriés, de faire des propositions pour la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par Israël, qui sont recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif.

18. Les réponses des États Membres et des observateurs, telles qu'elles sont reproduites dans l'annexe IV concernant les propositions pour la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël, font ressortir deux options :

a) Établir un mécanisme autonome, sur le modèle du Comité spécial contre l'apartheid créé par l'Assemblée générale dans sa résolution [1761 \(XVII\)](#) et renforcé dans ses résolutions ultérieures, notamment la résolution [2671 \(XXV\)](#). Ce mécanisme serait composé d'États Membres, selon le principe de la répartition géographique équitable ;

b) Demander à la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël, créée par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution [30/1](#), d'assurer le suivi prescrit au paragraphe 14 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale. La Commission est composée d'expertes et d'experts indépendants, rend compte à l'Assemblée chaque année et est chargée notamment d'enquêter « sur toutes les causes profondes des tensions récurrentes, de l'instabilité et de la prolongation du conflit, y compris *la discrimination et la répression systématiques fondées sur l'identité nationale, ethnique, raciale ou religieuse* »¹, et de formuler des recommandations, en particulier sur les mesures de responsabilisation et sur les mesures que les États tiers pourraient prendre². En mars 2024, le Conseil des droits de l'homme a adopté deux résolutions dans lesquelles il a demandé à la Commission d'analyser des éléments supplémentaires et de lui en rendre compte³.

VII. Conclusions et observations

19. Une paix juste et globale ne pourra pas être instaurée au Moyen-Orient tant que l'occupation israélienne n'aura pas cessé et tant qu'un règlement n'aura pas été trouvé

¹ Résolution [S-30/1](#) du Conseil des droits de l'homme, par. 1 (non souligné dans le texte).

² Tout dernièrement, la Commission internationale indépendante a publié un document sur l'application de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, intitulé « Legal analysis and recommendations on implementation of the ICJ Advisory Opinion ». Voir : https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiopt/2024-10-18-COI-position-paper_co-israel.pdf.

³ Voir résolution [55/32](#) du Conseil des droits de l'homme, par. 14, et résolution [55/28](#), par. 43.

au conflit israélo-palestinien. Pour progresser vers la paix, il faut prendre en considération les droits fondamentaux et légitimes du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination, et les concrétiser pleinement. Il faut également répondre aux préoccupations légitimes d'Israël et de l'État de Palestine en matière de sécurité. Je salue l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Je salue également les efforts soutenus déployés par l'Assemblée générale sur cette question, qui contribuent de façon essentielle à progresser vers des mesures tangibles et irréversibles permettant de mettre fin à l'occupation dans les plus brefs délais et de parvenir à une solution viable fondée sur la coexistence de deux États.

20. Je suis reconnaissant aux plus de 30 États, à la Ligue des États arabes et à l'Organisation de la coopération islamique des contributions reçues pour le rapport, compte tenu en particulier des contraintes de temps. Plusieurs demandes de délai supplémentaire pour la compilation et la soumission des contributions ont été reçues, mais n'ont malheureusement pas pu être satisfaites en raison des délais impartis pour l'établissement du rapport. Les réponses dénotent une adhésion aux conclusions formulées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif, notamment celle selon laquelle la présence continue d'Israël dans le territoire palestinien occupé est illicite et doit cesser dans les plus brefs délais, et un engagement en faveur de l'application de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale. Dans la résolution [ES-10/24](#), l'Assemblée exige qu'Israël mette fin sans délai à sa présence illicite et qu'il le fasse au plus tard 12 mois après la date d'adoption de la résolution, qui est le 18 septembre 2024. J'engage vivement Israël à tenir compte de la demande insistante de l'Assemblée et de s'acquitter sans délai de toutes les obligations juridiques que lui impose le droit international, y compris celles qui sont énoncées par la Cour internationale de Justice.

21. Les politiques et les pratiques israéliennes, en particulier l'extension incessante des colonies de peuplement israéliennes illégales, modifient systématiquement le paysage et la démographie du Territoire palestinien occupé et entraînent une dynamique dangereuse pour la sûreté, la sécurité et la prospérité des Israéliens et des Palestiniens. Elles menacent l'existence même de la solution des deux États. L'extension des colonies de peuplement, la violence exercée par l'État et les colons, les mesures administratives prises récemment par Israël et la proclamation de terres domaniales à grande échelle fragmentent fondamentalement le paysage du Territoire palestinien occupé et renforcent d'autant l'occupation israélienne illégale. J'exhorte tous les États Membres à aider à arrêter et à inverser cette évolution alarmante.

22. Les réponses reçues des États Membres pour le présent rapport dénotent leur volonté résolue de soutenir les droits et la souveraineté des Palestiniens. Nombre d'entre eux évoquent plusieurs outils politiques, diplomatiques, économiques et juridiques qui pourraient concourir à mettre fin à l'occupation illégale pratiquée par Israël et à amener Israël à répondre des violations du droit international qu'il commet dans le Territoire palestinien occupé. Je fais régulièrement le point sur certaines de ces mesures. Ainsi, dans mes rapports trimestriels sur l'application de la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, je rends compte des faits nouveaux concernant les politiques mises en place par les États Membres pour faire une distinction, dans leurs échanges, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967. J'y signale également les sanctions imposées aux colons israéliens violents, les procédures judiciaires engagées devant les tribunaux internationaux et l'établissement de relations diplomatiques avec l'État de Palestine ou avec l'État d'Israël.

23. Les réponses des États Membres et des observateurs témoignent également de leur engagement collectif en faveur de la paix, de la justice et de l'établissement des

responsabilités. Il s'agit notamment d'engager ou de soutenir des procédures judiciaires devant des tribunaux internationaux, de lancer des initiatives mondiales et de mener une action de plaidoyer collective visant à mettre fin à l'occupation et à parvenir à une solution viable fondée sur la coexistence de deux États. À cet égard, l'action de plaidoyer entreprise par la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique, notamment par l'intermédiaire du comité ministériel du sommet conjoint extraordinaire arabo-islamique, est digne d'éloges et bienvenue. L'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, lancée au cours de la semaine de haut niveau de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, est également une initiative positive d'importance. J'encourage les États Membres et les organisations régionales à soutenir ces initiatives jusqu'à ce qu'il soit mis fin à la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et jusqu'à ce que l'on parvienne à une solution viable fondée sur la coexistence de deux États.

24. Je reconnais que l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice, demandé par l'Assemblée générale en décembre 2022, a été rendu dans un contexte radicalement différent – neuf mois après les horribles attaques armées du 7 octobre 2023 qui ont complètement changé la dynamique pour les Israéliens et les Palestiniens. Il est urgent de prendre des mesures décisives pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel à Gaza, qui n'a que trop tardé. Je constate que face à l'ampleur catastrophique des pertes humaines et des destructions infligées à Gaza depuis le 7 octobre 2023, les États Membres et d'autres appellent de plus en plus à la suspension du transfert des armes, des munitions et du matériel connexe qui pourraient être utilisés par Israël pour ses opérations militaires dans le Territoire palestinien occupé et à la restriction des transferts d'armes à Israël. À ce propos, j'ai reçu le 1^{er} novembre une lettre d'un groupe de 50 et quelques pays de toutes les régions demandant « que des mesures soient prises immédiatement pour mettre fin à la fourniture ou au transfert d'armes, de munitions et de matériel connexe à Israël, Puissance occupante, dans tous les cas où il y aurait des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils pourraient être utilisés dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, comme le prévoit la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale ». Je demande instamment aux États Membres de veiller à ce que tout transfert d'armes à Israël soit conforme aux obligations que leur fait le droit international, notamment l'article premier commun aux quatre Conventions de Genève et les dispositions pertinentes du Traité sur le commerce des armes, le cas échéant.

25. Je condamne de nouveau avec fermeté les attaques ignobles perpétrées le 7 octobre par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens en Israël et la poursuite de la détention de plus de 100 otages à Gaza. Une fois de plus, je condamne fermement et catégoriquement les meurtres et les mutilations horribles de civils palestiniens qui sont causés par les opérations militaires menées sans rémission par Israël. Je demande de nouveau la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes encore retenues en otage. Les Palestiniens détenus arbitrairement en Israël doivent être soit libérés sans délai, soit détenus pour des motifs et conformément à la procédure prévue par la loi. Dans l'intervalle, ils doivent être traités avec humanité et autorisés à recevoir des visites et de l'aide de la part du Comité international de la Croix-Rouge. Toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire. Les mesures indiquées doivent être prises pour faire en sorte que les auteurs soient tenus pour responsables au regard du droit international.

26. Israël, en tant que Puissance occupante, doit s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire. Je demande à Israël d'autoriser immédiatement le passage et l'acheminement de l'aide humanitaire dont on a désespérément besoin dans le Territoire palestinien occupé, y compris dans toute la

bande de Gaza. À cet égard, je rappelle également les mesures conservatoires indiquées au début de cette année par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*. J'ai à plusieurs reprises exhorté Israël à assurer la protection de la population palestinienne dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, à enquêter sur toutes les attaques et à demander des comptes à leurs auteurs. Il s'agit notamment d'attaques meurtrières perpétrées par des colons israéliens qui sont rarement tenus de rendre des comptes, y compris lorsque ces attaques se produisent à proximité, ou avec le soutien, des forces de sécurité israéliennes. Je prends note des efforts complémentaires déployés par les États Membres à cet égard, en particulier du nombre croissant d'États Membres qui ont commencé à imposer des sanctions contre les colons violents et extrémistes et les entreprises en relation avec les colons.

27. Je note que dans son avis consultatif, la Cour internationale de Justice indique que « le régime de restrictions générales qu'Israël impose aux Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé est constitutif de discrimination systémique fondée, notamment, sur la race, la religion ou l'origine ethnique en violation des articles 2, paragraphe 1, et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du paragraphe 2 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et de l'article 2 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ». La Cour a observé en outre que « les lois et mesures d'Israël imposent et permettent de maintenir en Cisjordanie et à Jérusalem-Est une séparation quasi complète entre les communautés de colons et les communautés palestiniennes » et a considéré « pour cette raison [qu'elles] emportent violation de l'article 3 de la [Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale] ». Le présent rapport fournit à l'Assemblée générale, pour examen, deux propositions concernant la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, comme l'Assemblée l'a demandé dans sa résolution [ES-10/24](#).

28. Les entités des Nations Unies sont en train de revoir leurs programmes, politiques et pratiques aux fins de l'application de la résolution [ES-10/24](#), y compris les terminologies, cartes, déclarations et rapports pertinents, et d'apporter les ajustements nécessaires, le cas échéant, notamment dans les rapports du Secrétaire général. D'autres ajustements seront apportés, le cas échéant, par les entités des Nations Unies en temps voulu. Je demande instamment à toutes les institutions spécialisées et organisations apparentées des Nations Unies d'apporter, conformément à leur mandat et sous réserve des décisions de leurs organes directeurs, toutes les modifications nécessaires à leurs programmes, politiques et pratiques pertinents.

29. L'ONU reste déterminée à contribuer à ce qu'il soit mis fin à l'occupation illégale du territoire palestinien par Israël dans les plus brefs délais et à aider les Palestiniens et les Israéliens à régler le conflit conformément au droit international, aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU et aux accords bilatéraux, afin de concrétiser la solution des deux États, Israël et un État palestinien d'un seul tenant, pleinement indépendant, démocratique et souverain, dont Gaza fait partie intégrante, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem comme capitale des deux États.

30. Je m'engage à cette fin à continuer de soutenir l'application de la résolution [ES-10/24](#) et j'attends avec intérêt la conférence internationale de haut niveau qui doit se tenir en juin 2025 sous les auspices de l'Assemblée générale et qui aura pour objet de faire avancer l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

relatives à la question de Palestine et à la solution des deux États, en vue de l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

Annexe I

Réponses reçues des États

Table des matières

	<i>Page</i>
Afrique du Sud	13
Allemagne	19
Arabie saoudite	20
Autriche	21
Bahreïn	22
Belgique	22
Brésil	23
Cuba	26
Égypte	27
État de Palestine	31
Fédération de Russie	39
Finlande	39
France	39
Indonésie	41
Iran (République islamique d')	52
Irlande	54
Japon	55
Jordanie	55
Koweït	57
Malaisie	59
Mexique	62
Nicaragua	63
Oman	66
Pakistan	66
Pays-Bas (Royaume des)	68
Portugal	72
Qatar	73
République arabe syrienne	76
Sénégal	77
Slovénie	79
Suisse	81

Tunisie	81
Türkiye	83

Afrique du Sud

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

La République sud-africaine note que, le 19 septembre 2024, lors d'une session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a adopté la résolution [ES-10/24](#), dans laquelle elle s'est notamment félicitée de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

La résolution [ES-10/24](#) exigeait en outre de l'État d'Israël qu'il s'acquitte des obligations que lui impose le droit international. Au paragraphe 17, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, dans un délai de trois mois, un rapport sur l'application de la résolution, notamment toute mesure prise par Israël, d'autres États et des organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, pour appliquer ses dispositions ou en violation de celles-ci. Au paragraphe 14, elle a prié le Secrétaire général, agissant en concertation avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les États Membres ayant l'expérience et le savoir-faire appropriés, de faire des propositions, dans le rapport demandé dans la résolution, pour la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par Israël et recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif.

L'Afrique du Sud estime être un État doté de l'expérience et du savoir-faire requis au paragraphe 14, en raison de son histoire marquée par le colonialisme, la discrimination raciale et l'apartheid. L'Afrique du Sud souhaite faire référence à l'exposé écrit qu'elle a présenté à la Cour internationale de Justice le 25 juillet 2023 sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans ce territoire. Il est fait expressément référence aux paragraphes 91 à 118 de l'exposé écrit de l'Afrique du Sud à la Cour, qui sont reproduits ci-dessous par souci de commodité.

« 91. La réalité palestinienne rappelle des épisodes de l'histoire de ségrégation et d'oppression raciales qu'a connus l'Afrique du Sud elle-même. Il existe dans les territoires palestiniens occupés un système oppressif et institutionnalisé de domination d'Israël sur les Palestiniens en tant que groupe. Les politiques en question trouvent leur origine dans la création de l'État d'Israël en 1948 et se sont étendues aux territoires occupés après la guerre des Six Jours de 1967.

92. Nous souscrivons aux conclusions de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 qui relève, dans son plus récent rapport, qu'«[i]l importe pourtant, pour qualifier ce régime [d'apartheid israélien], de tenir compte de l'expérience du peuple palestinien dans son ensemble et de considérer celui-ci comme un tout, en y incluant les personnes déplacées, dénationalisées et dépossédées en 1947-1949 (dont beaucoup vivent dans le territoire palestinien occupé)».

93. Si l'expérience palestinienne n'est pas complètement identique à celle de l'Afrique du Sud, un certain nombre d'atrocités qui relèvent de la logique de l'apartheid sont cependant reproduites en Palestine, notamment le régime de permis qui ne s'applique qu'aux Palestiniens qui quittent ou regagnent la bande de Gaza, le territoire annexé de Jérusalem-Est et le reste de la Cisjordanie. En relève aussi la création d'un régime juridique double consistant en un système complexe et opaque d'ordonnances et de règlements militaires qui, «parce qu'il

revêt souvent un caractère racial dans sa mise en application, et non sur le papier, rend l'ampleur de la discrimination systématique opérée par Israël moins immédiatement visible que ne l'était son équivalent en Afrique du Sud".

94. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a conclu à l'existence dans le Territoire palestinien occupé de "deux systèmes juridiques et institutionnels totalement distincts, dont l'un est conçu pour les communautés juives vivant dans les implantations illégales, d'une part, et l'autre pour les populations palestiniennes habitant dans les villes et les villages palestiniens, d'autre part. Le Comité est consterné par le caractère hermétique de la séparation entre ces deux groupes, qui vivent sur le même territoire mais ne sont pas sur un pied d'égalité pour ce qui est de l'utilisation du réseau routier et des infrastructures et de l'accès aux services de base et aux ressources en eau. Cette séparation se manifeste concrètement par l'existence d'un ensemble complexe de restrictions à la liberté de circulation découlant de la présence du Mur, des implantations, des barrages routiers et des postes de contrôle militaires, ainsi que de l'obligation d'utiliser des routes distinctes et de l'application d'un régime de permis qui a des conséquences préjudiciables pour la population palestinienne".

95. L'Afrique du Sud fait valoir qu'il faut considérer l'apartheid israélien dans le contexte général de l'illicéité inhérente à l'occupation, ce qui en fait une violation supplémentaire de normes impératives perpétrée dans une situation illicite. Le morcellement du territoire palestinien, l'assujettissement de sa population, les restrictions de circulation, la discrimination raciale et les exécutions extrajudiciaires cautionnées par l'État sont autant de mesures visant à entraver le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

96. Cela fait plus de 70 ans que des résolutions des Nations Unies, des rapports établis par des rapporteurs spéciaux et des organisations de défense des droits de l'homme déplorent le traitement discriminatoire odieux réservé aux Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Gaza et à Jérusalem-Est. Ces lois et pratiques discriminatoires n'ont fait que devenir de plus en plus ancrées, systématiques et délibérées à mesure que l'occupation israélienne illicite se poursuit.

97. Tout en autorisant les différences de traitement, le droit de l'occupation ne permet pas de perpétrer de graves violations des droits fondamentaux des populations protégées, ni de maintenir un système d'oppression et de domination raciales qui serait en violation d'une norme impérative du droit international. L'État d'Israël a l'obligation de se conformer au droit international, qui interdit la discrimination fondée sur la race, l'ethnicité ou la nationalité.

98. En outre, l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article 85 du protocole I des Conventions de Genève énumère "les pratiques de l'apartheid et les autres pratiques inhumaines et dégradantes, fondées sur la discrimination raciale, qui donnent lieu à des outrages à la dignité personnelle" comme étant des infractions graves aux Conventions de Genève, lorsque ces actes sont commis intentionnellement.

99. La Cour a déclaré dans la procédure relative au Sud-Ouest africain que le fait d'établir et d'imposer des distinctions, exclusions, restrictions et limitations qui sont uniquement fondées sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique et qui constituent un déni des droits fondamentaux de la personne humaine, est une violation flagrante des buts et principes de la Charte des Nations Unies. En 1980, le Conseil de sécurité a, dans sa résolution [S/RES/471](#), "exprim[é]sa profonde préoccupation devant le fait qu'Israël, en

tant que Puissance occupante, n'a pas assuré une protection adéquate à la population civile des territoires occupés, conformément aux dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre".

100. Pas plus tard qu'en décembre 2022, l'Assemblée générale a adopté une résolution exigeant d'Israël "qu'il renonce à l'ensemble des mesures contraires au droit international ainsi qu'aux lois, politiques et actes discriminatoires dans le Territoire palestinien occupé". Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à un logement convenable a mentionné, en octobre 2022, "le régime institutionnalisé d'oppression raciale et de discrimination systématique" qui continue d'entraîner la destruction d'habitations de Palestiniens, le considérant comme n'étant "rien d'autre que de l'apartheid, tel que cette notion est définie à [l'alinéa h) du paragraphe 2 de] l'article 7 du Statut du Rome" et ajoutant que le transfert forcé de population répondait à la définition de la persécution donnée à l'alinéa g) du même paragraphe.

101. L'Afrique du Sud soutient qu'Israël non seulement continue de ne pas assurer la protection appropriée d'une population protégée au statut reconnu en droit international, mais poursuit aussi, dans les faits, l'imposition d'un régime institutionnalisé d'oppression et de discrimination raciales systématiques ciblant la population palestinienne, ce qui satisfait au critère d'établissement de la preuve requis s'agissant du crime international d'apartheid.

102. Comme le souligne Dugard, la notion d'apartheid a acquis un contenu juridique qui, tout en trouvant son origine dans l'expérience sud-africaine, n'en est pas moins indépendant de celle-ci, puisqu'elle s'est diffusée dans plusieurs branches du droit international public. La Commission du droit international a déclaré, dans son projet de conclusions sur la détermination et les conséquences juridiques des normes impératives du droit international général (*jus cogens*), que l'interdiction de la discrimination raciale et de l'apartheid constituait une norme impérative de droit international.

103. Trois instruments internationaux interdisent et/ou incriminent expressément l'apartheid en tant que crime contre l'humanité : la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ci-après la "CIEDR"), la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (ci-après la "Convention sur l'apartheid") et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (ci-après le "Statut de Rome").

104. Le crime d'apartheid est un crime international et ne se limite pas à un territoire donné. Même si elle mentionne l'"Afrique australe", la Convention sur l'apartheid le fait pour indiquer que les politiques de ségrégation et de discrimination raciales semblables à celles qui étaient en vigueur en Afrique australe tombent sous le coup de l'interdiction de l'apartheid, montrant ainsi que cette interdiction s'étend au-delà des limites territoriales de cette région du monde.

105. Les États de Palestine et d'Israël sont tous deux parties à la CIEDR, et la Palestine a adhéré en 2014 à la Convention sur l'apartheid. En 2015, par voie de déclaration faite conformément au paragraphe 3 de l'article 12 du Statut de Rome, la Palestine a accepté la compétence de la Cour pénale internationale à partir du 13 juin 2014. L'Afrique du Sud fait valoir que l'interdiction de l'apartheid en tant que crime contre l'humanité est une norme de *jus cogens* qui donne naissance à des obligations *erga omnes*. Dans l'affaire de la *Barcelona Traction*, la Cour a dit que des obligations *erga omnes* naîtraient relativement à l'interdiction de la discrimination raciale en tant que norme de *jus cogens*, et que ces obligations découleraient "des principes et des règles

concernant les droits fondamentaux de la personne humaine, y compris la protection contre la pratique de l'esclavage et la discrimination raciale".

106. S'agissant de la définition de l'apartheid en droit international, l'Afrique du Sud avance que la Cour est tenue d'appliquer celle qu'en donne le droit international coutumier. Si elle définit la discrimination raciale et interdit la pratique de l'apartheid, la CIEDR ne livre pas de définition de cette pratique. Son article 3 impose aux "États parties" l'obligation "[de]condamne[r]spécialement la ségrégation raciale et l'apartheid et [de]s'engage[r]à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature".

107. La Convention sur l'apartheid consacre la qualification de l'apartheid comme crime contre l'humanité. Elle dresse une liste d'actes inhumains constitutifs de l'apartheid "commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci".

108. Sont énumérés en outre les actes précis qui relèvent de l'apartheid, tels que le meurtre, la torture, les traitements inhumains et l'arrestation arbitraire de personnes appartenant à un groupe racial donné ; l'imposition délibérée à un groupe racial de conditions de vie particulières dans l'intention d'entraîner sa destruction physique ; l'adoption de mesures législatives discriminantes dans les domaines politique, social, économique et culturel ; la mise en œuvre de mesures de ségrégation de la population selon des critères raciaux, passant par l'établissement de zones résidentielles séparées pour certains groupes raciaux ; l'interdiction des mariages interraciaux et la persécution de personnes s'opposant à l'apartheid.

109. Pour ce qui est du crime de l'apartheid, l'alinéa h) du paragraphe 2 de l'article 7 du Statut de Rome fait référence à "des actes inhumains analogues à ceux que vise le paragraphe 1, commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime".

110. L'Afrique du Sud affirme que la Cour devrait appliquer en l'espèce la liste des pratiques telle qu'elle figure à l'article 2 de la Convention sur l'apartheid, qui, lue conjointement avec l'alinéa h) du paragraphe 2 de l'article 7 du Statut de Rome, peut en outre faire équivaloir ces pratiques à des actes d'apartheid lorsqu'elles sont imposées systématiquement par un groupe racial à tout autre groupe racial dans le but d'en maintenir la domination et l'oppression.

111. L'Afrique du Sud soutient que l'apartheid se différencie d'autres formes prohibées de discrimination en ce qu'il comporte un élément institutionnalisé de droit, une politique et des institutions et est cautionné par l'État aux fins de la domination d'un groupe racial sur un autre. Les traitements discriminatoires et inhumains qu'Israël inflige aux Palestiniens ont atteint le seuil de l'apartheid au sens que lui donne la convention y relative.

112. Cette situation se manifeste de maintes façons, des éléments de preuve attestant de traitements différenciés et discriminatoires en ce qui concerne l'occupation des sols, le logement, l'accès aux ressources naturelles, la citoyenneté, la résidence, la réunification familiale, la liberté de circulation, l'accès à l'éducation et à la santé et la liberté d'association. Dans son rapport de 2009, la mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza concluait ce qui suit :

“La discrimination systématique dont sont victimes les Palestiniens aussi bien en droit que dans la pratique (notamment par suite de l’existence d’un régime juridique et d’un système judiciaire totalement distincts qui sont systématiquement plus défavorables que ceux qui sont applicables aux Israéliens) et les pratiques discriminatoires par rapport à celles qui sont appliquées aux citoyens israéliens en matière d’arrestation, de détention, de jugement et de condamnation sont contraires à l’article 2 du Pacte [international relatif aux droits civils et politiques] et peuvent également constituer une violation de l’interdiction des persécutions, considérées comme un crime contre l’humanité.”

113. Il est fait valoir, aux fins de la définition de l’apartheid donnée par la convention y relative, que les Israéliens juifs et les Arabes palestiniens forment deux groupes distincts. La Cour a fait observer que “la définition de la discrimination raciale figurant dans la Convention inclut l’“origine nationale ou ethnique”. Ces références à l’“origine” désignent, respectivement, le rattachement de la personne à un groupe national ou ethnique à sa naissance, alors que la nationalité est un attribut juridique qui relève du pouvoir discrétionnaire de l’État et qui peut changer au cours de l’existence de la personne ... La Cour relève que les autres éléments de la définition de la discrimination raciale, telle qu’énoncée au paragraphe 1 de l’article premier de la Convention, à savoir la race, la couleur et l’ascendance, sont également des caractéristiques inhérentes à la personne à la naissance.”

114. Les actes inhumains spécifiés à l’article 2 de la Convention sur l’apartheid ont été amplement attestés par des organes de contrôle de l’ONU et des organisations de défense des droits de l’homme et il serait impossible de les énumérer tous dans le présent exposé. Plusieurs spécialistes et organisations de défense des droits de l’homme dignes de confiance ont conclu que les actes inhumains perpétrés par Israël contre les Palestiniens relèvent de l’apartheid au sens du droit international.

115. Les éléments de preuve disponibles montrent qu’Israël est responsable d’actes inhumains qui entrent dans le champ des alinéas a), c), d) et f) de l’article 2 de la Convention sur l’apartheid. Il s’agit notamment d’atteintes au droit à la vie et à la liberté [alinéa a)], compte tenu de l’emploi excessif et disproportionné de la force par Israël contre des militants et des civils en Palestine, notamment sous la forme d’arrestations arbitraires et d’internements administratifs. En tant que groupe, les Palestiniens sont de surcroît victimes de discrimination du fait des contrôles effectués aux postes-frontière, des régimes de permis et de carte d’identité mis en place, de l’édification du mur et de la création de postes de contrôle et de routes séparées en Cisjordanie [alinéa c)]. Le fait de morceler et d’exproprier des terres palestiniennes, tout en empêchant le retour de réfugiés palestiniens, a divisé le Territoire palestinien occupé en enclaves ou bantoustans, semblables à ce qui existait en Afrique du Sud [alinéa d)]. Parce qu’il vise systématiquement des organisations et des personnes qui s’opposent à la domination et à l’oppression exercées sur la population palestinienne dans le Territoire palestinien occupé, le comportement d’Israël satisfait à l’élément de persécution tel que prévu à l’alinéa f) de l’article 2 de la Convention sur l’apartheid.

116. S’agissant de la nature institutionnalisée et systématique des pratiques de discrimination et de domination adoptées par Israël à l’égard du groupe des Palestiniens, l’Afrique du Sud soutient que, analogue à celui qu’elle a connu, un crime d’apartheid est actuellement perpétré contre un groupe (les Palestiniens) par un autre groupe (les Juifs) afin de créer un groupe supérieur et privilégié dont les membres occupent une position plus élevée grâce aux

régimes à deux paliers et aux bénéfices réservés à ce groupe de par les droits et les privilèges supérieurs qui lui sont accordés. Loin d'être aléatoire ou isolé, ce système est généralisé et oppressif, opérant de manière institutionnelle et systémique, quoique dispersée à travers un Territoire palestinien occupé lui-même morcelé.

117. Il convient de considérer dans sa globalité le traitement discriminatoire imposé aux Palestiniens : Israël a instauré et maintenu dans tous les territoires où il exerce son contrôle un régime institutionnalisé d'oppression systématique nourri par des considérations démographiques qui continuent de façonner ses politiques à l'égard des Palestiniens. Ces considérations se manifestent dans les différents ensembles de textes législatifs, politiques et pratiques discriminatoires et restrictifs qui visent délibérément à opprimer et dominer les Palestiniens, de sorte à maximiser les avantages dont bénéficient les Israéliens juifs et à créer une majorité juive privilégiée à tout égard.

118. La seule conclusion à en tirer est que ces politiques cherchent à servir les intérêts de la nation juive dont les privilèges ne peuvent être maintenus que par la dépossession et le morcellement des terres palestiniennes, le préjudice économique et politique infligé aux Palestiniens, les restrictions imposées à leurs déplacements, le refus de reconnaître leur dignité et la privation de toute protection juridique dont ils pourraient bénéficier, au moyen de l'adoption de lois arbitraires et d'ordonnances militaires. Cette réalité rappelle celle de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid et la façon dont le gouvernement dirigé par une minorité blanche avait perpétré ce crime contre l'humanité qu'est l'apartheid pour faire avancer les intérêts de la population blanche en opprimant sur le territoire sud-africain, entre 1948 et 1994, la population noire majoritaire. »

La République sud-africaine souscrit à la conclusion de la Cour internationale de Justice selon laquelle l'État d'Israël viole l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui dispose que les États parties condamnent spécialement la ségrégation raciale et l'apartheid et s'engagent à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature. Nous notons également que, dans leurs déclarations, le Président, le juge Salam, et le juge Tladi, considèrent que les actes d'Israël sont constitutifs d'apartheid. À cet égard, il convient de noter que le crime d'apartheid a été qualifié de crime contre l'humanité dans la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et qu'il est défini comme tel par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 2002, qui prévoit que l'apartheid désigne des actes inhumains analogues à d'autres crimes contre l'humanité « commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ».

En outre, dans son projet de conclusions sur la détermination et les conséquences juridiques des normes impératives du droit international général (*jus cogens*), la Commission du droit international a conclu que l'interdiction de la discrimination raciale et de l'apartheid constituait une norme impérative de droit international, à laquelle aucune dérogation n'était permise.

L'Afrique du Sud estime donc que la reconstitution du Comité spécial contre l'apartheid devrait être la voie indiquée pour donner suite aux violations par Israël de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif. Il convient de rappeler que le Comité spécial contre l'apartheid avait été créé à l'origine par la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale du 6 novembre

1962. Au fil du temps, son mandat a été élargi au-delà de l'examen de l'évolution de la situation en Afrique du Sud pour inclure la promotion d'une campagne internationale contre l'apartheid. Par sa résolution 48/258 A, adoptée le 23 juin 1994, l'Assemblée générale a décidé de « mettre un terme » au Comité spécial, à la suite de la tenue des premières élections démocratiques en Afrique du Sud. Le mandat du Comité spécial qu'il est proposé de rétablir pourrait s'inspirer du Comité sur l'Afrique du Sud, qui devait initialement examiner les politiques raciales du Gouvernement et faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Ce mandat pourrait être élargi pour inclure également une obligation de suivi, d'examen et de communication sur le rôle des États tiers dans la fourniture d'une assistance à la situation illicite d'apartheid en Israël. Le nouveau comité devrait coopérer avec les organes conventionnels de l'ONU et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et, dans la mesure du possible, s'efforcer de compléter leurs travaux. Un objectif fondamental devrait être de veiller à ce que les Palestiniens et les Israéliens aient et jouissent de la plénitude et de l'égalité de droits, sans discrimination. Le comité pourrait également envisager de mobiliser des ressources pour permettre la recherche ainsi que des activités de sensibilisation publiques sur le racisme et la discrimination.

Allemagne

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

L'Allemagne reconnaît le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et promeut sa réalisation et elle soutient l'action menée par le peuple palestinien pour avoir leur propre État dans le cadre d'une solution des deux États négociée. Elle a lancé diverses initiatives et prend part à d'autres, notamment le format Munich et des dialogues bilatéraux et multilatéraux avec les pays occidentaux et arabes, pour promouvoir des mesures concrètes visant la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. En tant que l'un des principaux donateurs bilatéraux en faveur de la Palestine, elle contribue à la construction d'infrastructures, à l'amélioration de l'éducation, à l'établissement de programmes de travail et à la mise en place d'une économie durable au bénéfice du peuple palestinien. Elle est fermement convaincue que l'objectif d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable, existant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Israël, ne peut être réalisé que par la voie de négociations.

L'Allemagne ne reconnaît aucune modification des frontières du 4 juin 1967 autre que celles convenues par les parties par voie de négociations et fait la distinction, dans ses échanges, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967.

Conformément à cette position, l'Allemagne s'abstient d'établir des missions diplomatiques à Jérusalem ou toutes missions diplomatiques qui signifieraient qu'elle reconnaît comme licite la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. Elle considère que les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés sont illicites au regard du droit international, font obstacle à la paix et sapent les fondations de la solution des deux États.

L'Allemagne suit la pratique établie par l'Union européenne pour faire la différenciation entre Israël et le Territoire palestinien occupé dans ses relations commerciales et économiques et, à des fins de financement, dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la recherche.

L'Allemagne ne cesse d'appeler au strict respect du droit international humanitaire et du droit de l'occupation belligérante. Elle engage également Israël à

enquêter sur toute violation possible du droit international humanitaire afin de garantir le respect du principe de responsabilité. Elle se conforme au régime de sanctions de l'Union européenne en matière de droits de l'homme. Il s'agit notamment d'appliquer toutes les mesures décrétées par l'Union européenne contre les colons israéliens.

L'Allemagne évalue minutieusement toutes les demandes de permis d'exportation de technologies et de matériel militaires, notamment à destination d'Israël, au cas par cas, en tenant compte des aspects liés à la politique étrangère et à la politique de sécurité et en se conformant aux obligations imposées par le droit international. Les décisions concernant l'octroi de permis sont fondées sur le droit national, européen et international, notamment la position commune 2008/944/CFSP du Conseil de l'Union européenne et le Traité sur le commerce des armes. Le respect des droits humains dans le pays bénéficiaire et le respect du droit international humanitaire sont des facteurs décisifs dans les décisions prises au niveau national.

Arabie saoudite

[Original : anglais]

[8 novembre 2024]

Le Royaume d'Arabie saoudite n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël en raison de son occupation illicite des territoires palestiniens. En outre, il n'existe aucune relation économique ou commerciale ni aucune autre forme de lien entre nos deux pays.

Le Royaume d'Arabie Saoudite a présenté l'Initiative de paix arabe, qui est basée sur les résolutions [242 \(1967\)](#) et [338 \(1973\)](#) du Conseil de sécurité. Annoncée pour la première fois en 2002, l'initiative présente une solution basée sur le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967 en échange d'une normalisation arabe et bénéficie d'un large soutien de la part de la communauté internationale.

Compte tenu des faits récents, le Royaume a accueilli le sommet arabo-islamique le 11 novembre 2023 pour mettre fin à la guerre contre Gaza et condamner l'agression israélienne et ses crimes inhumains, ce qui a entraîné la formation d'un comité ministériel dirigé par l'Arabie saoudite, qui comprend le Qatar, l'Égypte, la Jordanie, la Palestine, la Türkiye, l'Indonésie, le Nigéria, le Secrétaire général de la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique, afin de discuter de la situation à Gaza et de prendre des mesures immédiates et urgentes pour mettre fin aux violations continues du droit international humanitaire par l'occupant israélien, de manière à garantir une protection totale des civils dans la bande de Gaza. En outre, le Royaume accueillera le prochain sommet arabo-islamique le 11 novembre 2024 pour assurer le suivi des faits récemment survenus et des efforts déployés par le comité ministériel, et pour discuter de nouvelles mesures visant à faire cesser la guerre contre Gaza et à condamner l'agression israélienne.

Le Royaume a lancé l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, au nom des pays arabes et islamiques et des partenaires européens. L'Alliance vise à donner un nouveau souffle au processus de paix entre les Palestiniens et les Israéliens en plaçant toutes les composantes actives sous l'égide d'une alliance mondiale, en cherchant à unifier les efforts internationaux et à coordonner le soutien politique et économique à la construction de l'État palestinien et en élaborant un plan d'action commun assorti d'un calendrier précis aux fins de la mise en œuvre de la solution des deux États.

Le Royaume a accueilli la première réunion de haut niveau de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États les 30 et 31 octobre 2024, qui a compté avec la participation de plus de 90 pays et de multiples

organisations internationales et régionales, afin d'officialiser un échéancier destiné à concrétiser l'existence d'un État palestinien indépendant et à mettre en œuvre la solution des deux États. La prochaine réunion de l'Alliance devrait avoir lieu à Bruxelles, à la fin du mois de novembre 2024.

Autriche

[Original : anglais]

[8 novembre 2024]

L'Autriche est fermement attachée à une paix juste, globale et durable fondée sur une solution négociée qui prévoit deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

L'Autriche ne reconnaîtra aucune modification des frontières de 1967 à moins qu'elle n'ait été convenue par les parties. Elle considère que les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé sont contraires au droit international.

L'Autriche fait clairement la distinction entre Israël et le Territoire palestinien occupé.

En tant qu'État membre de l'Union européenne, les relations économiques et commerciales de l'Autriche sont définies et façonnées par la politique et la législation de l'Union. L'Union a pour politique de faire la distinction entre le territoire d'Israël limité par les frontières de 1967 et le Territoire palestinien occupé. Ainsi, le Territoire palestinien occupé n'est pas inclus dans les relations commerciales préférentielles avec Israël, mais fait l'objet d'un accord distinct conclu pour la Palestine avec l'Organisation de libération de la Palestine.

De même, les accords internationaux que l'Autriche a conclus avec Israël ne s'étendent pas au Territoire palestinien occupé et ne s'appliquent qu'au territoire d'Israël à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.

L'Autriche est représentée en Israël par une ambassade à Tel-Aviv, conformément à la résolution [478 \(1980\)](#) du Conseil de sécurité, en date du 20 août 1980. Elle a également établi très tôt des relations avec le Territoire palestinien occupé. En 1980, la mission palestinienne auprès des organisations internationales à Vienne a également été accréditée bilatéralement auprès de l'Autriche. En 1998, l'Autriche a ouvert un bureau de représentation à Ramallah. L'Autriche ne reconnaît pas bilatéralement la Palestine en tant qu'État, mais est partisane d'une solution des deux États négociée dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient.

L'Autriche a soutenu l'adoption par l'Union européenne de mesures de sanction contre un certain nombre de colons israéliens extrémistes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, ainsi que contre des militants violents qui bloquent l'aide humanitaire à Gaza. Le 17 octobre 2024, l'Union a décidé d'envisager de nouvelles mesures restrictives contre les colons extrémistes et les entités et organisations qui leur prêtent main-forte.

Bahreïn

[Original : arabe]
[12 novembre 2024]

- Le Royaume de Bahreïn réaffirme son attachement aux droits légitimes du peuple palestinien frère à la liberté, à l'autodétermination et à la création d'un État souverain indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à la solution des deux États, aux résolutions pertinentes de la légitimité internationale et à l'Initiative de paix arabe. Il plaide pour la pleine reconnaissance de l'État palestinien et son admission comme Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, cette feuille de route visant à apaiser les tensions et à établir une paix juste, globale et durable.
- Le Royaume de Bahreïn a pris l'initiative de demander la tenue d'une conférence internationale en vue de régler la question palestinienne sur la base de la solution des deux États. Cette initiative a été approuvée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au Sommet à la trente-troisième session ordinaire qui a eu lieu à Bahreïn en mai 2024.
- Le Royaume de Bahreïn condamne l'expansion des colonies, qui constitue une violation flagrante des principes du droit international et des résolutions de la légitimité internationale.

Belgique

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

La Belgique reconnaît le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et défend depuis toujours la solution des deux États et elle soutient l'action menée conjointement par l'Union européenne et les pays arabes à cette fin. En septembre 2024, elle est devenue membre de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États et elle accueillera la deuxième réunion de l'Alliance à Bruxelles le 28 novembre 2024.

La Belgique reconnaît Israël à l'intérieur des frontières de 1967 internationalement reconnues et elle a toujours considéré la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé comme illicite. La Belgique a une ambassade à Tel-Aviv qui la représente auprès d'Israël et un consulat général à Jérusalem ayant compétence consulaire sur Jérusalem (*corpus separatum*), la Cisjordanie et Gaza.

La Belgique applique scrupuleusement la politique de différenciation, qui découle notamment de la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité. Tous les traités signés avec Israël comportent la clause dite territoriale. La Belgique a renforcé le contrôle des marchandises importées d'Israël et les voyageurs belges ou les entreprises privées belges qui envisagent de se rendre dans le Territoire occupé sont sensibilisés à la question. Aucune entreprise belge ne figure dans la base de données établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en application des résolutions [31/36](#) et [53/25](#) du Conseil des droits de l'homme.

Depuis 2009, compte tenu de l'opération « Plomb durci » menée par Israël dans la bande de Gaza, les autorités belges compétentes ont décidé de ne pas délivrer de permis d'exportation d'armes si les forces armées israéliennes sont les utilisateurs finals des armes exportées.

La Belgique a soutenu l'inscription des personnes et des entités représentant les colons israéliens violents sur la liste relative au régime de sanctions de l'Union

européenne en matière de droits de l'homme et elle se déclare favorable à ce que d'autres mesures de sanction coordonnées soient adoptées au niveau international.

La Belgique soutient les activités du Consortium de protection de la Cisjordanie, qui s'attache à défendre les droits des Palestiniens et à venir en aide aux populations vulnérables de la zone C en Cisjordanie. En tant que membre de la communauté des donateurs du Consortium, elle s'élève contre les démolitions d'infrastructures palestiniennes dans la zone C auxquelles se livre l'unité de coordination des activités gouvernementales dans les territoires et qui entraînent des déplacements forcés. La Belgique est depuis toujours un donateur en matière d'aide humanitaire et de développement pour le peuple palestinien, les organisations de la société civile, l'Autorité palestinienne et les organismes des Nations Unies œuvrant dans les territoires palestiniens occupés.

Brésil

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Relations diplomatiques

En décembre 2010, le Brésil a officiellement reconnu l'État de Palestine à l'intérieur des frontières de 1967, comprenant la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et la bande de Gaza.

Le Brésil entretient des relations diplomatiques normales avec la Palestine, qui a une ambassade à Brasilia. Il a un bureau de représentation à Ramallah, ainsi nommé en raison des Accords d'Oslo. En réalité, le bureau fonctionne comme une ambassade, étant donné que le Brésil a reconnu l'État de Palestine en 2010.

Le Bureau de représentation du Brésil à Ramallah est responsable des relations bilatérales avec la Palestine. Il œuvre également au service de la communauté brésilienne vivant en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. Le responsable du Bureau et les autres membres du personnel diplomatique résident dans un quartier palestinien de Jérusalem-Est.

Le Brésil n'a pas de mission diplomatique à Jérusalem. L'ambassade du Brésil en Israël est située à Tel-Aviv, de même que la résidence de l'Ambassadeur.

Promotion du droit du peuple palestinien à l'autodétermination

Le Brésil s'emploie à promouvoir la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, conformément à sa position de longue date en faveur de la mise en œuvre de la solution des deux États.

Le Brésil et la Palestine entretiennent un dialogue structuré, avec un mécanisme de consultation politique, et sont liés par un vaste réseau d'accords bilatéraux portant sur les domaines de la coopération technique, de la culture, de l'éducation, du tourisme, de la santé et des sports.

Dans le cadre de ses relations extérieures, le Brésil défend et cherche à promouvoir l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies en tant qu'État Membre à part entière.

Le Brésil a toujours soutenu les résolutions de l'Assemblée générale visant à préserver la souveraineté de l'État de Palestine et les droits de sa population.

Position concernant le Territoire palestinien occupé

Le Brésil ne reconnaît pas comme licite la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

Le Brésil ne reconnaît aucune modification du caractère physique ou de la composition démographique, de la structure institutionnelle ou du statut du territoire occupé par Israël.

À plusieurs reprises au fil des ans, par des déclarations publiques, le Brésil a condamné les actes illégaux associés à la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, tels que la conduite par Israël d'opérations militaires dans le Territoire, la construction et le maintien des colonies de peuplement israéliennes, l'imposition de barrières à la circulation des personnes et des biens et les tentatives de modification du statu quo des lieux saints.

Le déclenchement de la guerre à Gaza en 2023 a eu lieu pendant la présidence brésilienne du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre ; la situation à Gaza a été examinée lors de cinq séances, dont trois présidées par le Ministre des affaires étrangères Mauro Vieira. Le Brésil a présenté un projet de résolution visant à promouvoir la cessation des hostilités, la protection de la population civile, l'amélioration de la situation humanitaire dans la bande de Gaza, la libération inconditionnelle et immédiate des otages et la mise en œuvre de la solution des deux États. Mis aux voix le 18 octobre, le projet a été soutenu par 12 membres, mais n'a pas été adopté, les États-Unis ayant opposé leur veto.

Le Brésil a également organisé le 10 octobre un débat public de haut niveau sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Plus de 20 ministres et vice-ministres des affaires étrangères ont participé à la réunion. L'événement a permis à tous les États Membres d'exprimer leur point de vue sur l'évolution de la crise en Palestine et en Israël, ainsi que sur les moyens de contenir le conflit et de relancer le processus de paix.

Le Brésil a présenté des déclarations écrites et orales à la Cour internationale de Justice, en juillet 2023 et en février 2024, respectivement, dans le cadre de la procédure consultative qui a abouti à l'avis consultatif rendu par la Cour le 19 juillet 2024 sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, qui constitue la base de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale. Il a soutenu que l'occupation du territoire palestinien équivalait à une annexion, a expliqué les conséquences juridiques d'une telle situation et a condamné les pratiques discriminatoires ainsi que d'autres violations des droits humains et des libertés fondamentales des Palestiniens dans le territoire occupé.

Dans ses relations diplomatiques, politiques et juridiques avec Israël, le Brésil fait systématiquement la distinction entre le territoire d'Israël et le Territoire palestinien occupé.

Il n'existe entre le Brésil et Israël aucun accord bilatéral en vigueur au titre duquel Israël puisse prétendre agir au nom du Territoire palestinien occupé sur des questions concernant expressément ce territoire.

Le Brésil se conforme au Traité sur le commerce des armes, qui dispose aux alinéas a) et b) i) et ii) de l'article 7 que le pays exportateur a l'obligation d'évaluer chaque opération d'exportation d'armes en tenant compte de l'incidence que les armes exportées pourraient avoir sur la paix et la sécurité internationales, ainsi que de la possibilité qu'elles soient utilisées pour commettre des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains. Compte tenu de l'histoire du conflit prolongé dans la bande de Gaza et dans le reste du Territoire palestinien occupé, le Brésil considère que la fourniture d'armes et de munitions à

l'une des parties directement impliquées dans le conflit peut faciliter leur utilisation à des fins non pacifiques et conduire à des violations du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit international des droits humains.

Le Brésil fait partie des 52 pays et 2 organisations internationales coauteurs de la lettre commune demandant l'arrêt des transferts d'armes à Israël, qui a été adressée au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale et à la Présidente du Conseil de sécurité le 1^{er} novembre 2024.

Entre le 18 septembre et le 5 novembre 2024, dans un certain nombre d'instances et de réunions internationales, des responsables brésiliens de haut niveau ont plaidé pour le respect du droit international, notamment en ce qui concerne la situation dans le Territoire palestinien occupé :

a) Le 24 septembre, lors de l'ouverture de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale à New York, et le 23 octobre, lors de la session plénière d'ouverture du Sommet des pays du groupe BRICS tenu à Kazan, le Président Lula a réitéré ses appels en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza ;

b) Le 26 septembre, à New York, pendant la semaine de haut niveau de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères Mauro Vieira a participé à la réunion ministérielle sur la situation à Gaza et la mise en œuvre de la solution des deux États comme moyen de parvenir à une paix juste et globale. La réunion a permis d'étudier des mesures concrètes pour mettre en œuvre la solution des deux États, à la lumière de l'Initiative de paix arabe et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que d'examiner la situation humanitaire à Gaza et de promouvoir la cessation des hostilités et le respect du droit international. À cette occasion, le Ministre des affaires étrangères a souligné la nécessité d'établir d'urgence un cessez-le-feu permanent et global à Gaza, afin de permettre l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à la population, ainsi que la libération de tous les otages. Il a également réaffirmé l'attachement du Brésil à la solution des deux États, avec un État de Palestine indépendant et viable vivant côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité, à l'intérieur des frontières de 1967, qui englobent la bande de Gaza et la Cisjordanie, avec Jérusalem-Est pour capitale ;

c) Le 29 octobre, le Ministre des affaires étrangères Mauro Vieira a participé au débat public de haut niveau du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Il a fermement condamné la forte montée de la violence au Moyen-Orient depuis l'attaque terroriste lancée par le Hamas le 7 octobre 2023 et la riposte militaire disproportionnée menée sans discernement par Israël. Il a souligné la nécessité d'instaurer immédiatement un cessez-le-feu pour mettre fin à la catastrophe humanitaire. Il a insisté sur le fait que les parties doivent s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent le droit international et le droit international humanitaire. Il a également condamné la campagne de désinformation menée par Israël contre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Il s'est dit préoccupé par l'adoption récente par le Parlement israélien d'une loi qui compromet les opérations de l'UNRWA, alors que depuis octobre 2023, 237 employés de l'Office ont été tués et plusieurs de ses installations, y compris des écoles accueillant des civils déplacés, ont été attaquées par la puissance occupante, en violation du droit international humanitaire ;

d) Les 30 et 31 octobre, le Secrétaire pour l'Afrique et le Moyen-Orient du Ministère des affaires étrangères a représenté le Brésil à la première réunion de suivi de haut niveau de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, tenue à Riyad.

Le Brésil assure actuellement l'une des deux vice-présidences de la Commission consultative de l'UNRWA et devrait en assumer la présidence en 2025.

Défense du droit international humanitaire

Le Brésil a l'intention de se faire représenter à la Conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui sera organisée par la Suisse dans les six mois suivant l'adoption de la résolution [ES-10/24](#).

En ce qui concerne l'alinéa e) du paragraphe 4 de la résolution [ES-10/24](#), le Brésil a ratifié les principaux traités multilatéraux dans le domaine du droit international humanitaire, y compris les quatre Conventions de Genève de 1949 et les protocoles additionnels s'y rapportant. Il reconnaît la compétence de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, prévue dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), cette entité étant habilitée à mener des enquêtes. En ce qui concerne le système juridique national, le Code pénal brésilien comporte des dispositions relatives au crime de génocide.

Au cours de la semaine de haut niveau de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la France, la Jordanie et le Kazakhstan ont lancé, avec le soutien du Comité international de la Croix-Rouge, une nouvelle initiative mondiale visant à promouvoir le droit humanitaire international, qui sera mise en œuvre au cours des deux prochaines années.

Cuba

[Original : espagnol]
[11 novembre 2024]

La République de Cuba s'est portée coauteure de la résolution [ES-10/24](#), adoptée par l'Assemblée générale le 18 septembre 2024 lors de la reprise de sa dixième session extraordinaire d'urgence.

De plus, notre pays compte parmi les principaux coauteurs de la résolution [77/247](#) intitulée « Pratiques israéliennes affectant les droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est », adoptée par l'Assemblée générale le 30 décembre 2022, dans laquelle celle-ci a demandé à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur les conséquences juridiques pour Israël de son occupation, de sa colonisation et de son annexion prolongées du territoire palestinien occupé.

Cuba ne ménage aucun effort pour parvenir à un règlement global, juste et durable du conflit israélo-palestinien, fondé sur la solution des deux États, qui permette au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et de disposer d'un État indépendant et souverain à l'intérieur des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et qui garantisse le droit au retour des réfugiés.

L'occupation israélienne illicite et la poursuite du déplacement forcé des Palestiniens de leur propre terre continuent de mettre en péril cet objectif de longue date.

Depuis plus de 70 ans, le peuple palestinien est privé de son droit à l'autodétermination et se voit soumis à une politique de génocide permanent visant son extermination pure et simple. Cette politique a connu des moments particulièrement dramatiques, comme celui que nous vivons actuellement, au cours duquel des centaines de milliers de civils innocents, dont des enfants, des femmes, des personnes âgées et des travailleurs humanitaires, sont assassinés de façon cruelle.

Pour les raisons susmentionnées, Cuba a annoncé le 21 juin 2024 qu'elle interviendrait dans la procédure contentieuse engagée par la République d'Afrique du Sud contre l'État d'Israël devant la Cour internationale de Justice. Le Gouvernement de la République de Cuba a pris cette décision importante conformément à l'engagement ferme qu'il continue d'honorer et qui consiste à contribuer par tous les moyens possibles aux efforts internationaux menés légitimement pour mettre fin au génocide commis contre le peuple palestinien.

Conformément aux dispositions de l'article 63 du Statut de la Cour internationale de Justice, et dans le strict respect de ses obligations en tant qu'État partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Cuba fera usage de son droit de présenter, en tant qu'État tiers, son interprétation des normes de la Convention qu'Israël a violées de manière flagrante par les actes commis dans le territoire palestinien illégalement occupé de la bande de Gaza.

La requête déposée auprès de l'organe judiciaire principal de l'ONU vise principalement à mettre un terme aux atrocités commises contre le peuple palestinien du fait de l'usage disproportionné et aveugle de la force par Israël. Israël, agissant en toute impunité et sous l'égide du Gouvernement complice des États-Unis, fait fi des obligations que lui fait la quatrième Convention de Genève en tant que Puissance occupante.

Siégeant à la vice-présidence du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, nous continuerons de promouvoir, collectivement ou individuellement, l'exercice du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, dont le respect constitue une obligation *erga omnes*.

Cuba ne reconnaîtra jamais comme légale la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et ne pas prêter ni aide ni assistance au maintien de la situation créée par la présence illégale d'Israël dans le Territoire.

Cuba soutient que, du point de vue juridique, Israël et ses complices doivent être déclarés responsables, au regard du droit international en vigueur, du génocide que le peuple palestinien subit depuis des décennies et qu'il vit aujourd'hui sous une forme exacerbée.

Le génocide, l'apartheid, les déplacements forcés et les peines collectives n'ont pas leur place dans le monde moderne et ne sauraient être tolérés par la communauté internationale. La justice et le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international doivent primer.

Égypte

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Depuis le début du conflit israélo-palestinien, le droit de la Palestine à un État indépendant et à l'autodétermination sur son territoire occupé en 1967 a été au premier plan des priorités de la politique étrangère de l'Égypte. La présente contribution met l'accent sur certaines des mesures prises récemment par l'Égypte, comme suite à l'avis rendu par la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et à la résolution [ES-10/24](#) adoptée par l'Assemblée générale.

Ce que fait l'Égypte pour promouvoir, par une action collective ou séparée, la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, ne pas reconnaître comme licite la situation résultant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire

palestinien occupé et ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire :

a) Avec un certain nombre d'autres États arabes, l'Égypte a dirigé les travaux conduisant à l'adoption de la résolution 9063 (du 10 septembre 2024) du Conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes, dans laquelle la communauté internationale a été invitée à exécuter l'avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, selon lequel Israël est dans l'obligation de mettre fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais, de cesser immédiatement toute nouvelle activité d'implantation de colonies de peuplement et d'évacuer tous les colons du Territoire palestinien occupé, et tous les États sont dans l'obligation de ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de cette situation ; L

b) La résolution susmentionnée porte condamnation de toutes les politiques et pratiques israéliennes en Cisjordanie et à Gaza qui visent à entraver la création d'un État de Palestine indépendant, notamment par l'annexion et l'implantation de colonies de peuplement, le déplacement et le transfert de la population palestinienne, la destruction systématique des villes, villages, biens et infrastructures palestiniens, le fait de tuer et de blesser des civils palestiniens, et la détention illégale de milliers de Palestiniens dans des conditions inhumaines, entravant ainsi l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination. Il y est demandé à Israël de se retirer immédiatement et complètement de la bande de Gaza et l'unité du Territoire palestinien occupé y est affirmée ;

c) Dans la résolution, il est demandé au Secrétariat de la Ligue des États arabes d'élaborer un plan d'action pour exécuter l'avis consultatif et soutenir la Palestine dans sa demande d'accession au statut de Membre à part entière de l'ONU ;

d) L'Égypte a également participé à la réunion ministérielle d'urgence tenue par l'Organisation de la conférence islamique le 27 septembre 2024, qui a donné lieu à un communiqué conjoint visant à coordonner et à assurer le suivi de la résolution [ES-10/24](#), et elle a dirigé les efforts visant à établir le « groupe restreint » des ambassadeurs des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York afin de déterminer les mesures à prendre pour appliquer la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale ;

e) En coordination avec le Qatar et les États-Unis, l'Égypte sert de médiateur entre les Israéliens et les Palestiniens, en vue de parvenir à un cessez-le-feu permanent à Gaza qui permettrait la reprise de l'action humanitaire et la reconstruction dans la bande de Gaza. Elle mène également une action de sensibilisation à la nécessité de donner des moyens d'action à l'Autorité palestinienne afin de réunir Gaza et la Cisjordanie sous une seule autorité, dans le cadre des efforts visant à consolider l'État de Palestine en tant qu'unité territoriale distincte dans le but de réaliser le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ;

f) L'Égypte organise une conférence internationale sur le renforcement de l'intervention humanitaire à Gaza le 2 décembre 2024, en coopération avec les organismes des Nations Unies concernés et la Coordinatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction pour Gaza. Elle continue, au moyen de cette initiative et d'autres, à défendre le rôle indispensable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à plaider en faveur de la nécessité d'accroître l'aide humanitaire et de garantir un acheminement et une distribution rapides, sûrs, libres, sans entrave, de l'aide humanitaire à Gaza et dans l'ensemble de la bande de Gaza. À cet égard, elle a

fait tout son possible – depuis le début du conflit actuel dans la bande de Gaza – pour fournir une aide humanitaire à Gaza via le poste frontière de Rafah et a été à l'avant-garde des efforts conduisant à l'adoption de la résolution 2720 (2023) du Conseil de sécurité ;

g) Dans le cadre de sa politique de promotion de la reconnaissance internationale de la Palestine et de son accession au statut de membre à part entière des organisations internationales, en particulier de l'ONU, l'Égypte, parmi d'autres pays arabes, a mené des activités qui ont amené le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à adopter le 31 octobre 2024, lors de sa 352^e session, une décision recommandant que la Conférence internationale du Travail envisage, lors de sa 113^e session (2025), d'adopter une résolution visant à faire passer le statut de la Palestine au sein de l'Organisation internationale du Travail à celui « État non membre observateur » ;

h) L'Égypte participera la semaine prochaine au sommet arabo-islamique qui doit se tenir à Riyad pour examiner l'évolution de la situation dans le Territoire palestinien occupé et au Liban, et elle continuera d'y plaider, entre autres, en faveur d'un cessez-le-feu permanent à Gaza, de la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire, de la consolidation de l'Autorité palestinienne et des institutions de l'État palestinien unifié, ainsi que du rôle indispensable de l'UNRWA.

Ce que fait l'Égypte pour ne reconnaître aucune modification du caractère physique ou de la composition démographique ou du statut du Territoire palestinien occupé et pour faire une distinction, dans ses échanges avec Israël, entre Israël et le Territoire palestinien occupé :

a) L'Égypte ne reconnaît aucune mesure visant à transformer la réalité juridique, factuelle ou démographique du Territoire palestinien occupé, y compris en ce qui concerne Jérusalem. Elle n'entretient avec Israël aucune relation conventionnelle au titre de laquelle Israël pouvait prétendre agir au nom du Territoire palestinien occupé ou d'une partie de ce dernier et ne fait aucun investissement et n'a aucune relation économique ou commerciale avec Israël concernant le Territoire palestinien occupé ou les colonies de peuplement illégales d'Israël, susceptibles d'aider Israël à maintenir sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé ;

b) L'Égypte entretient des relations diplomatiques avec l'État de Palestine et a signé avec celui-ci de nombreux traités reconnaissant pleinement sa souveraineté sur son territoire, ses richesses et ses ressources naturelles.

Ce que fait l'Égypte, en tant qu'État partie à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève), pour garantir le respect du droit international humanitaire consacré dans cette convention :

a) L'Égypte s'est employée, avec un certain nombre d'autres États, à renforcer la teneur de la disposition relative au respect du droit international humaine énoncée dans la résolution 1 adoptée le 31 octobre 2024 par la XXXIV^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, où il est notamment exigé que toutes les parties aux conflits armés, y compris dans les situations d'occupation, respectent pleinement leurs obligations au titre du droit international humanitaire, y compris, mais sans s'y limiter, celles découlant des règles relatives à la protection des civils et à la protection du personnel humanitaire, ainsi que des règles relatives à l'accès humanitaire ;

b) L'Égypte a également proposé de renforcer la teneur du paragraphe 10 de la résolution 1 par l'incorporation de certaines formules de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice, de manière à insister sur le fait que les États doivent s'abstenir d'encourager, de faciliter ou de favoriser la commission de

violations du droit international humanitaire par d'autres États et qu'ils doivent œuvrer pour promouvoir le respect du droit international humanitaire par les autres États, notamment en convainquant les parties aux conflits armés de mettre fin aux violations du droit international humanitaire, en encourageant les autres États à prendre des engagements au plus haut niveau de leurs autorités civiles et militaires en matière de respect du droit international humanitaire et en s'acquittant des obligations qui leur incombent en vertu du droit international et des traités internationaux applicables réglementant l'emploi et le transfert des armes ;

c) L'Égypte a également coopéré avec l'Espagne pour publier une déclaration commune sur l'obligation de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire, comme le commande l'article premier commun aux Conventions de Genève, et a prôné cette obligation en sa qualité de coordonnateur de l'action humanitaire du Groupe des États arabes ;

d) Dans la perspective de l'adoption de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, l'Égypte, en sa qualité de coordonnateur de l'action humanitaire du Groupe des États arabes, a également adressé une lettre à la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, demandant la convocation d'une réunion des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève.

Ce que fait l'Égypte pour veiller à ce que ses nationaux et les sociétés et entités relevant de sa juridiction n'apportent pas aide ou assistance au maintien de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, pour arrêter l'importation des produits provenant des colonies de peuplement israéliennes et la fourniture ou le transfert d'armes, de munitions et de matériel connexe à Israël dans tous les cas où il y aurait des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils pourraient être utilisés dans le Territoire palestinien occupé, pour maintenir les sanctions et les mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs contre les personnes physiques ou morales qui participent au maintien de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et pour appuyer toute action visant à faire appliquer le principe de responsabilité au bénéfice des victimes :

a) L'Égypte n'importe aucun produit provenant des colonies de peuplement israéliennes et ne fournit ni ne transfère d'armes, de munitions ou de matériel connexe à Israël ;

b) En coopération avec d'autres États arabes, l'Égypte s'est employée à faire adopter la résolution 9063 du Conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes, dont le paragraphe 20 prévoit l'application de la résolution 854 adoptée par le Sommet arabe le 16 mai 2024, qui dispose que les États membres inscrivent toutes les organisations extrémistes israéliennes liées aux activités d'implantation de colonies sur les listes nationales relatives à la lutte contre le terrorisme et de boycotter les sociétés internationales impliquées dans les colonies de peuplement israéliennes illicites ;

c) L'Égypte a soutenu la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale et les activités menées par la suite par l'Organisation de la coopération islamique en vue de la mise en place du registre international des dommages, stipulé au paragraphe 10 de ladite résolution, qui servira à recenser, documents à l'appui, les éléments tendant à établir les dommages, les pertes ou le préjudice causés aux personnes physiques et morales ;

d) Pour appuyer l'application du principe de responsabilité au bénéfice des victimes, l'Égypte a fait en sorte que tous les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales cherchant à entrer dans la bande de Gaza puissent le faire via le poste-frontière de Rafah. Elle a également facilité les

rencontres entre les représentants de ces organismes et les victimes et témoins palestiniens soignés dans les hôpitaux égyptiens.

État de Palestine

[Original : anglais]

[8 novembre 2024]

L'Assemblée générale ayant prié le Secrétaire général de lui présenter dans les trois mois un rapport sur l'application de la résolution, l'État de Palestine soumet la présente note dans laquelle il expose les mesures que les États et l'Organisation des Nations Unies doivent impérativement prendre pour s'acquitter de leurs obligations juridiques internationales, notamment celles énoncées dans la résolution [ES-10/24](#), en vue de promouvoir l'obligation de rendre des comptes et de protéger la population civile palestinienne, de mettre fin le plus rapidement possible à l'occupation illicite par Israël du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de garantir la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris l'exercice de son droit à l'autodétermination, ce qui inclut son droit à un État indépendant et souverain, sur l'intégralité du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

À cet égard, il convient de rappeler que, conformément aux décisions prises par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif du 19 juillet 2024, l'Assemblée générale a exigé, entre autres, qu'Israël mette fin sans délai à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé, qui constitue un fait illicite à caractère continu engageant sa responsabilité internationale, et qu'il le fasse au plus tard 12 mois après l'adoption de la résolution.

En conséquence, l'État de Palestine lance un appel à tous les États et à toutes les organisations internationales pour qu'ils agissent d'urgence et de manière responsable, collectivement et individuellement, conformément au droit international, y compris au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme, afin que soit honorée cette revendication principale et primordiale, ainsi que toutes les autres demandes légitimement formulées dans la résolution [ES-10/24](#) et dans toutes les résolutions pertinentes à ce jour, conformément à la responsabilité historique et permanente dont l'Organisation des Nations Unies est investie en ce qui concerne la question de Palestine, jusqu'à ce que tous les aspects en soient réglés de manière juste.

Il faut exercer une pression maximale sur Israël, Puissance occupante, pour l'obliger à faire cesser son occupation illégale, qui constitue à la fois un acte illicite à caractère continu engageant sa responsabilité internationale et une menace pour la paix et la sécurité internationales. Pour lutter contre cette situation illicite et dangereuse, il faut des mesures concrètes de reddition de comptes visant à mettre fin à l'impunité et aux crimes d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, afin de mettre un terme, le plus rapidement possible, à l'occupation illégale sous toutes ses formes.

Il faut notamment des mesures qui permettent de faire respecter les obligations découlant des articles 146, 147 et 148 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre concernant les infractions graves et les sanctions pénales, ainsi que les obligations découlant de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, y compris la mise en œuvre des mesures conservatoires et des ordonnances de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à l'application de la Convention (*Afrique du Sud c. Israël*) en ce qui concerne le droit de la population palestinienne de la bande de Gaza d'être protégée de tout acte entrant dans le champ d'application de l'article II et de l'article III de la

Convention. Ces conventions constituent le droit international coutumier, que tous les États doivent respecter et auquel il ne peut être dérogé.

L'effroyable campagne de nettoyage ethnique et de génocide menée par Israël contre la population civile palestinienne dans la bande de Gaza, ainsi que l'escalade des attaques de ses forces d'occupation et des milices de colons extrémistes dans le reste de la Palestine occupée en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, rendent encore plus urgente la nécessité d'adopter des mesures de reddition de comptes pour toutes les violations des droits de l'homme, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les actes de génocide perpétrés par Israël, afin d'y mettre un terme et de rendre justice aux victimes.

Il est temps de voir advenir des conséquences, de sanctionner cette occupation illicite et d'appliquer le droit international dans toutes les relations diplomatiques, politiques, juridiques, militaires, économiques, commerciales et financières avec Israël afin de faire cesser l'impunité et l'occupation. Il ne faut accorder à la Puissance occupante aucun lien commercial, aucune arme, aucune légitimité, aucun soutien ni aucune assistance qui favoriserait et prolongerait ses violations des droits du peuple palestinien, y compris le déni du droit à l'autodétermination, et qui permettrait et prolongerait sa guerre génocidaire à Gaza ainsi que son occupation coloniale illicite et son régime d'apartheid, auxquels il faut mettre fin de manière complète et permanente.

En demandant instamment que tout acte nécessaire soit entrepris à cette fin, l'État de Palestine expose ci-après les mesures qui doivent être prises immédiatement par tous les États et les organisations internationales :

a) En respectant les obligations de ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et notamment de ne reconnaître aucun changement dans le caractère physique ou la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut du Territoire depuis le 5 juin 1967, tous les États et organisations internationales doivent respecter l'obligation de faire une distinction entre Israël et le territoire palestinien occupé depuis 1967, selon la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, ainsi que comme l'ont affirmé l'Assemblée générale et la Cour ;

Cette obligation doit être respectée dans le cadre de toutes les relations diplomatiques, politiques, juridiques, militaires, économiques, commerciales et financières avec Israël, comme le prescrit la résolution [ES-10/24](#). Les États et les organisations internationales ne doivent pas reconnaître les politiques ou mesures d'Israël visant à exploiter les ressources naturelles du Territoire palestinien occupé, à modifier son statut juridique, sa démographie, son caractère géographique, sa structure institutionnelle et son identité, et à asseoir et prolonger son contrôle et son occupation illicite du Territoire, ni coopérer ou aider de quelque manière que ce soit à ces fins.

Cela doit inclure, mais sans s'y limiter, les mesures suivantes :

- i) Les États et les organisations internationales doivent s'abstenir d'établir des relations conventionnelles avec Israël dans tous les cas où celui-ci prétend agir au nom du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ou de parties de ce territoire ;
- ii) Compte tenu de l'illégalité de cette occupation qui dure depuis 57 ans et du mépris flagrant d'Israël envers la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et la Cour internationale de Justice, ainsi que de son mépris du droit international, les États respectueux du droit qui entretiennent des relations diplomatiques avec Israël devraient envisager d'urgence de les suspendre. Dans le cas contraire, les États et les organisations

internationales qui entretiennent des relations diplomatiques avec Israël doivent veiller à ce qu'il soit précisé dans tous les traités, mémorandums d'accord, accords économiques, accords militaires, arrangements commerciaux, échanges culturels et scientifiques et autres accords de ce type conclus avec Israël que le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est n'est pas visé par ces instruments et qu'Israël n'est souverain dans aucune partie de ce Territoire ;

iii) Les États et les organisations internationales doivent refuser de signer des accords avec Israël lorsque celui-ci refuse l'insertion d'une telle clause explicite, doivent dénoncer les accords déjà signés qui n'incluent pas une telle clause explicite et qu'Israël refuse de modifier en conséquence, et doivent retirer les représentations diplomatiques et mettre fin aux projets conjoints si Israël rejette une telle clarification explicite dans les cahiers des charges ;

iv) Les États et les organisations internationales qui établissent et maintiennent des missions diplomatiques en Israël doivent s'abstenir de toute reconnaissance de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ;

v) Les États qui ont transféré leurs ambassades de Tel-Aviv à Jérusalem devraient les retirer immédiatement, conformément aux résolutions [478 \(1980\)](#) et [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution [ES-10/24](#).

b) Les États et les organisations internationales doivent concrétiser l'obligation de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire. Il s'agit notamment de prendre les mesures suivantes :

i) Prendre des sanctions, notamment des mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs, contre les personnes physiques et morales qui participent au maintien de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, notamment à l'égard des violences commises par les colons, et de tout ce qui les favorise ou les encourage ;

ii) Rompre toute relation avec les colonies israéliennes établies dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est en violation grave du droit international, y compris cesser tout commerce avec les colonies, toute fourniture de services aux colonies et tout échange de services avec les colonies ;

iii) Cesser l'importation de tout produit originaire des colonies israéliennes. Les mesures à cet égard ne devraient pas se limiter à l'« étiquetage » des produits issus des colonies, et il incombe aux nationaux des États respectifs de déterminer l'illicéité de ces produits et d'agir en conséquence. Les biens israéliens produits dans les colonies et issus de l'exploitation des ressources naturelles du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ne doivent pas parvenir aux marchés des États ;

iv) Rompre les relations économiques ou commerciales avec Israël et couper tout investissement dans le pays susceptible de consolider sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, notamment en ce qui concerne les colonies et le régime qui leur est associé ;

v) Veiller à ce que leurs nationaux, et les entreprises et les entités relevant de leur juridiction, ainsi que leurs autorités, ne fassent rien qui entraînerait la reconnaissance de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ou qui apporterait une

aide ou une assistance au maintien de cette situation, notamment en leur donnant des orientations explicites et en adoptant une législation à cet égard, conformément au droit international.

c) Pour protéger la population civile palestinienne sous occupation israélienne dans toutes les parties du Territoire palestinien occupé, y compris dans la bande de Gaza, et accélérer la fin de cette occupation illégale, il faut un embargo immédiat sur les armes à destination d'Israël.

Tous les États et les organisations internationales doivent agir pour faire cesser tous les transferts d'armes, de munitions et de matériel connexe utilisés par Israël, Puissance occupante, dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, pour opprimer, persécuter et blesser le peuple palestinien, tuer, blesser et mutiler des enfants, des femmes et des hommes palestiniens, les arrêter, les détenir et les emprisonner, saisir et détruire des biens palestiniens, construire ses colonies et le mur, déplacer de force des civils palestiniens, exploiter leurs ressources naturelles, etc. ; coloniser et annexer les terres palestiniennes, et prolonger cette occupation illégale sous toutes ses formes.

Dans le but de mobiliser l'action internationale à cette fin, l'État de Palestine figurait parmi les plus de 50 signataires de la lettre commune, publiée le 1^{er} novembre 2024, qui appelait à l'arrêt immédiat des transferts d'armes vers Israël. La Palestine demande instamment à d'autres États de se rallier à cette coalition de pays et d'organisations qui se sont engagés à agir pour arrêter de fournir sans limite des armes à Israël, en réponse aux obligations énoncées dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et dans la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, l'objectif étant de faire cesser les atrocités et la dévastation massives infligées par Israël à une population civile sans défense, de soutenir les demandes et les efforts en vue d'un cessez-le-feu immédiat face à cette violence horrible et d'accélérer la fin de cette situation illégale.

d) Outre l'arrêt des transferts d'armes, de munitions et de matériel connexe à la Puissance occupante, il faut, pour protéger le peuple palestinien, conformément aux obligations découlant du droit international humanitaire, notamment de la quatrième Convention de Genève, mettre en place rapidement des mécanismes de protection.

La Conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève, demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution [ES-10/24](#), doit jouer un rôle déterminant à cet égard. Il faut la convoquer sans plus tarder, et les Hautes parties contractantes devraient élaborer et adopter des mesures concrètes pour faire appliquer la Convention dans le Territoire palestinien occupé, y compris, entre autres, des mesures visant à protéger le peuple palestinien soumis à l'occupation illicite d'Israël.

Outre les nombreuses résolutions concernant la protection des civils, le rapport du Secrétaire général sur la protection de la population civile palestinienne ([A/ES-10/794](#)) présente des options tangibles de protection qui doivent être réexaminées et mises en œuvre de toute urgence. L'envoi d'une protection civile non armée, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité citant la protection civile non armée comme moyen de créer un environnement protecteur, devrait faire partie des moyens envisagés pour protéger les civils palestiniens, désamorcer les tensions et prévenir de nouvelles violences à leur encontre de la part des forces d'occupation et des colons israéliens.

e) La protection passe également par la garantie d'une assistance humanitaire à la population civile palestinienne sous occupation israélienne, compte tenu de la violation systématique, voire de l'abdication flagrante, par la Puissance occupante

des obligations mises à sa charge par le droit international, y compris le droit humanitaire, d'assurer le bien-être et la sécurité de la population.

À cet égard, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) reste indispensable. Les programmes humanitaires et de développement ainsi que l'aide d'urgence de l'Office sont absolument vitaux pour les six millions de réfugiés palestiniens enregistrés dans les cinq secteurs d'activités, la situation la plus grave étant actuellement celle des réfugiés dans trois de ces secteurs : dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et au Liban, en raison des agressions militaires et autres violations commises par Israël.

Le mandat de l'UNRWA doit être préservé et renforcé, politiquement et financièrement, et il doit permettre à l'Office d'accomplir sa mission humanitaire dans tous ses domaines d'intervention, conformément aux obligations humanitaires internationales et à la responsabilité permanente de l'ONU en ce qui concerne la question de Palestine jusqu'à ce que tous les aspects de celle-ci soit réglés de manière équitable, y compris qu'une solution juste soit trouvée au sort des réfugiés de Palestine conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, qui consacre leur droit au retour et à une indemnisation équitable.

Dans le cadre des efforts menés pour préserver et renforcer l'UNRWA, il faut en outre lancer des appels pour que cessent les attaques d'Israël contre l'Office, notamment contre son personnel, ses locaux et ses biens, que cesse sa campagne visant à discréditer, à salir et à compromettre l'Office, et que cessent ses tentatives néfastes de forcer l'effondrement de l'Office et de mettre fin à son mandat, en particulier dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

On peut citer, parmi ces tentatives, les récentes « lois » adoptées par la Knesset israélienne pour dénoncer l'accord de 1967 passé entre l'UNRWA et Israël, priver l'Office de ses privilèges et immunités, l'expulser de ses locaux à Jérusalem-Est et interdire et entraver ses opérations, ce qui emporte des répercussions fatales pour des millions de réfugiés palestiniens pour lesquels l'UNRWA est la seule bouée de sauvetage, en particulier à Gaza, où l'ensemble de la population civile subit une catastrophe humanitaire sans précédent dans un espace réduit à l'état de ruines par Israël, qui a détruit plus de 80 % des infrastructures civiles et déplacé 90 % de la population, et a désespérément besoin de l'aide vitale de l'UNRWA, notamment en matière d'abris, de nourriture, d'eau, de médicaments et d'autres éléments essentiels à la simple survie.

Les États doivent exiger d'Israël qu'il annule toutes ces mesures contre l'Office et qu'il respecte les obligations que lui font la Charte des Nations Unies, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et le droit international humanitaire. Ils doivent également exiger d'Israël qu'il cesse ses attaques contre l'UNRWA, qu'il arrête de faire obstacle à ses opérations dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et qu'il facilite immédiatement l'accès à l'aide humanitaire, en toute sécurité et sans entrave.

Les États doivent également agir collectivement pour tenir Israël responsable de toutes ses violations à cet égard. De même, l'ONU doit entreprendre des enquêtes immédiates, indépendantes et transparentes sur toutes les attaques menées par Israël contre le personnel, les locaux et les biens de l'UNRWA, afin qu'il réponde de l'ensemble de ses actes et afin d'obtenir des réparations complètes.

f) Étant donné que la Cour internationale de Justice a conclu qu'Israël, Puissance occupante, viole l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, concernant l'interdiction de la ségrégation raciale et de l'apartheid, tous les États et l'ONU devraient agir

immédiatement pour veiller à ce que les auteurs de ces actes odieux de discrimination répondent de leurs actes et y mettent un terme.

À cet égard, l'État de Palestine demande que soit reconstitué dans les plus brefs délais le Comité spécial contre l'apartheid. Cela aiderait grandement à mobiliser les efforts collectifs visant à mettre fin à la discrimination systémique d'Israël contre le peuple palestinien qui est fondée, entre autres, sur la race, la religion ou l'origine ethnique, et qui est indubitablement constitutive d'apartheid, et cela contribuerait à amener Israël à se conformer aux obligations découlant du droit international. Tous les États devraient appeler à la reconstitution du Comité spécial en vue de remédier à cette situation illégale et de promouvoir le respect des droits du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination et le droit de vivre à l'abri de la discrimination raciale, de la ségrégation et de l'apartheid.

g) En ce qui concerne l'appel de l'Assemblée générale à soutenir toute action visant à faire appliquer le principe de responsabilité au bénéfice de toutes les victimes, tous les États et organisations internationales, y compris l'ONU, devraient prêter leur plein concours aux procédures judiciaires actuellement engagées, notamment à la Cour internationale de Justice dans le cadre de l'affaire portée par l'Afrique du Sud au titre de la Convention sur le génocide, et à la Cour pénale internationale, dans le cadre de l'enquête que celle-ci mène sur la situation en Palestine et pour laquelle le Procureur a demandé que soient délivrés des mandats d'arrêt contre le Premier Ministre israélien et l'ancien Ministre de la défense, ce qui n'a pas encore été fait.

En outre, tous les États et les organisations internationales devraient appuyer l'ouverture d'enquêtes indépendantes conformes aux normes internationales afin de rassembler les preuves des atrocités commises par Israël, Puissance occupante, contre la population civile palestinienne au cours des presque six décennies d'occupation illicite du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, notamment au cours des 13 derniers mois dans la bande de Gaza, où la portée et l'ampleur des violations et des crimes de guerre commis par Israël ont atteint des niveaux sans précédent et où l'impunité règne toujours.

À cette fin, tous les États devraient également être exhortés à appuyer les travaux de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (rattachée au Conseil des droits de l'homme), ainsi que ceux de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, compte tenu de leurs mandats et du travail important qu'ils accomplissent pour mener des enquêtes et recueillir des preuves concernant les violations des droits de l'homme et les infractions graves perpétrées par Israël, Puissance occupante.

Outre les enquêtes, il serait crucial de créer une juridiction internationale pour déterminer l'ampleur de ces atrocités et l'impact sur les victimes. Ces deux mécanismes devraient être mis en œuvre pour faire progresser l'obligation de rendre des comptes et pour déterminer les réparations qu'Israël doit au peuple palestinien pour tous les préjudices et les pertes qui lui ont été infligés.

À cet égard, il convient de rappeler que, dans son avis consultatif, la Cour internationale de Justice a souligné qu'Israël avait l'obligation de réparer le préjudice causé à toutes les personnes physiques ou morales concernées dans le Territoire palestinien occupé. En outre, dans sa résolution [ES-10/24](#), l'Assemblée générale a considéré qu'il fallait établir un mécanisme international aux fins de la réparation de l'ensemble des dommages, des pertes ou du préjudice résultant des faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé, et a demandé aux États Membres de créer, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes compétents du système, un registre international des dommages qui servirait à recenser, documents à l'appui, les éléments tendant à établir

les dommages, les pertes ou le préjudice causés à toute personne physique ou morale concernée et au peuple palestinien par les faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé, et les informations figurant dans les réclamations faites à cet égard, ainsi qu'à favoriser et à coordonner le recueil des preuves et les initiatives visant à obtenir d'Israël une telle réparation. Tous les États devraient soutenir la mise en place rapide de ces mécanismes afin de garantir l'obligation de rendre des comptes et de rendre justice, et devraient leur apporter leur pleine coopération, conformément aux obligations juridiques internationales.

h) Considérant l'appel lancé à tous les États par l'Assemblée générale dans sa résolution [ES-10/24](#) pour qu'ils s'acquittent des obligations que leur fait le droit international, notamment tel qu'il ressort de l'avis consultatif, pour favoriser, conjointement avec d'autres États ou séparément, la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, dont le respect est une obligation *erga omnes*, et s'abstenir de tout acte qui prive le peuple palestinien de ce droit, et veiller, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, à ce qu'il soit mis fin à toute entrave à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination résultant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, et rappelant que la Cour internationale de Justice a considéré, dans son avis consultatif, que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination était inaliénable et « ne saurait être soumis à des conditions par la puissance occupante », l'État de Palestine demande instamment que les mesures suivantes, entre autres, soient immédiatement prises :

i) Reconnaissance de l'État de Palestine : tous les États qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine devraient le faire immédiatement afin de soutenir la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. En outre, cela constituerait un rejet tangible de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en privant la Puissance occupante de toute légitimité dans le maintien de sa présence sur ce territoire, au motif qu'elle n'y est pas souveraine et qu'elle n'y a aucun droit de souveraineté, et constituerait une véritable contribution à l'obligation de mettre rapidement fin à cette occupation illicite et à la réalisation de la solution des deux États, conformément aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU ;

ii) Soutien à l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies : tous les États devraient soutenir cette mesure attendue depuis longtemps et tous les obstacles à sa réalisation devraient être levés dans le respect du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris à un État indépendant. Comme pour la reconnaissance de l'État de Palestine, cela serait conforme aux obligations juridiques internationales, aux résolutions pertinentes et à la solution des deux États, contribuerait à faire respecter le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, qui doit être respecté et défendu en toute circonstance conformément à la Charte des Nations Unies, et contribuerait à préserver et à renforcer l'intégrité et l'unité territoriales du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en vue de mettre fin à l'occupation illicite d'Israël et jusqu'à ce qu'il y soit effectivement mis terme ;

iii) Soutien au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien : tous les États devraient soutenir le mandat et les efforts du Comité, y compris en le rejoignant, l'objectif étant d'accélérer la réalisation des droits du peuple palestinien et de trouver une solution juste et durable à la question de Palestine sous tous ses aspects, sur la base du droit international et des résolutions pertinentes. Le Comité est l'essence même du multilatéralisme et incarne les buts et principes de la Charte, en employant dialogue et diplomatie, en favorisant la prise de conscience et la compréhension, et en favorisant l'action internationale sur la base du droit international et du respect des droits

de l'homme aux fins de la réalisation de la justice et de la paix. La stigmatisation du Comité par certains États doit cesser et l'ONU doit continuer à lui fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre de son important mandat. L'engagement et la contribution du Comité envers le respect du droit international et la poursuite de la justice et de la paix sont avérés et doivent être soutenus et renforcés.

i) Pour appliquer la résolution [ES-10/24](#), il faut en outre que des mesures immédiates soient prises pour convoquer sous les auspices de l'Assemblée générale une conférence internationale chargée d'examiner l'application des résolutions de l'ONU relatives à la question de Palestine et à la solution des deux États, en vue de l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. L'État de Palestine dialogue avec toutes les délégations pour promouvoir l'application de cette disposition de la résolution dès que possible, et présentera un projet de résolution à l'Assemblée pour faire avancer sa mise en œuvre. Tous les États devraient s'unir à cet effort et se mobiliser de manière aussi constructive et active que possible pour que la conférence soit effectivement convoquée dans les plus brefs délais et que les objectifs cruciaux qui y sont associés se concrétisent.

j) Pour que soit appliquée la résolution [ES-10/24](#), il faut qu'adviennent tous les éléments susmentionnés, outre diverses autres mesures conformes aux obligations du droit international.

À ce sujet, eu égard aux violations systématiques et flagrantes par Israël de la Charte, de toutes les résolutions pertinentes des organes de l'ONU et de tous les autres principes du droit international, ainsi qu'à son incitation aux attaques et à ses attaques délibérées et continues contre l'UNRWA et l'ONU dans son ensemble, y compris, entre autres, la décision hostile de déclarer le Secrétaire général *persona non grata* et d'autres actes hostiles dirigés sans cesse contre des fonctionnaires des Nations Unies, notamment le refus d'accorder des visas et l'accès au Territoire palestinien occupé – au Commissaire général de l'UNRWA, aux fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, aux rapporteurs spéciaux de l'ONU et à la Commission d'enquête, entre autres, et à des diplomates d'autres pays – et compte tenu de sa campagne de diffamation flagrante contre l'ONU et de son manque de respect avéré pour tous ses principaux organes, il faudrait sérieusement réexaminer le droit d'Israël de siéger à l'Assemblée générale.

Un État Membre qui agit en totale contradiction avec la Charte, qui méprise tous les organes et organismes de l'ONU, y compris le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil des droits de l'homme, la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale, qui attaque les organismes des Nations Unies, telles que l'UNRWA, et qui incite à la violence contre le Secrétaire général et d'autres fonctionnaires des Nations Unies, ne mérite pas de continuer de siéger à l'Assemblée générale et de se prévaloir de ses avantages et privilèges, tout en violant toutes ses obligations. Tous les États Membres doivent s'acquitter de bonne foi des obligations imposées par la Charte, y compris celle d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité, et le manquement systématique, délibéré et flagrant à cette obligation, ainsi que les attaques directes contre l'Organisation elle-même, doivent avoir des conséquences. Il est donc grand temps que les États envisagent d'agir pour suspendre Israël de l'Assemblée.

L'État de Palestine conclut en renouvelant ses remerciements au Secrétaire général pour son leadership, pour ses appels incessants à un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza et au plein respect du droit international, y compris du droit humanitaire et des droits de l'homme, sur l'ensemble du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et pour ses efforts de longue date visant à promouvoir une

solution juste et durable à la question de Palestine, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

L'État de Palestine attend avec intérêt le rapport que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale conformément à la résolution [ES-10/24](#), ainsi que tout le travail de suivi qui sera déployé par les Nations Unies en réponse aux obligations énoncées dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, et souligne l'importance de ces contributions aux efforts collectifs déployés par la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation illicite d'Israël et réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination et à la liberté, ainsi que l'instauration de la justice et de la paix, qui auraient dû advenir il y a très longtemps.

Fédération de Russie

[Original : russe]
[11 novembre 2024]

En 1995, le Bureau de représentation de la Fédération de Russie auprès de l'Autorité nationale palestinienne a été ouvert dans la bande de Gaza, avant d'être transféré en 2004 à Ramallah, en Cisjordanie, sur la rive occidentale du Jourdain. Le Centre russe pour la science et la culture est également présent à Bethléem.

La Fédération de Russie appuie le fonctionnement du Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé. Nous estimons que l'application des dispositions du paragraphe 10 de la résolution [ES-10/24](#), par la création d'un autre organe ou l'habilitation du Registre, relève de la compétence du Secrétariat de l'Organisation et devrait être abordée en coordination avec les pays concernés, en premier lieu l'État de Palestine.

Finlande

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

La Mission permanente de la Finlande a l'honneur de se référer à la contribution de l'Union européenne au présent rapport. La politique suivie par la Finlande est conforme aux mesures décrites dans la contribution de l'Union européenne.

En avril 2024, le Ministère finlandais des affaires étrangères a mis à jour les lignes directrices à l'intention des entreprises finlandaises afin de leur rappeler le statut juridique des colonies de peuplement israéliennes, les risques commerciaux connexes et la politique de l'Union européenne consistant à faire la distinction entre le territoire d'Israël à l'intérieur des frontières de 1967 et le Territoire palestinien occupé.

France

[Original : français]
[7 novembre 2024]

La France réitère son soutien constant à une solution négociée à deux États, vivant côte à côte au sein de frontières sûres et reconnues, fondées sur les lignes du 4 juin 1967, et ayant l'un et l'autre Jérusalem pour capitale. Pour la France, seule une solution politique à deux États permettra de répondre à la fois au droit des Israéliens à la sécurité et aux aspirations légitimes des Palestiniens à un État indépendant, viable

et d'un seul tenant, vivant dans la paix et la sécurité aux côtés d'Israël. Pour y parvenir, la France appelle à une relance décisive et crédible du processus de paix.

La France est attachée au respect du droit international. Elle réaffirme son plein soutien à la Cour internationale de Justice. Comme celle-ci l'a indiqué dans son avis consultatif de juillet 2024, la colonisation des territoires palestiniens, y compris à Jérusalem-Est, constitue une violation du droit international.

La France réitère sa ferme condamnation de la politique illégale de colonisation mise en œuvre par Israël. Cette politique, dont relèvent également les évictions de familles palestiniennes et la destruction de structures palestiniennes, doit cesser. La France ne reconnaîtra jamais l'annexion illégale de territoires, ni la légalisation de colonies sauvages.

Politique de différenciation

La France veille au respect de la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, qui vise à matérialiser la distinction entre le territoire d'Israël internationalement reconnu et les territoires occupés depuis 1967.

En vue de différencier le territoire de l'État d'Israël dans ses frontières du 4 juin 1967 et les territoires palestiniens occupés, la France met en œuvre les mesures concrètes qui ont été prises au niveau européen, conformément au droit international.

Avec plusieurs de ses partenaires européens, la France publie des recommandations pour les entreprises et les citoyens au sujet des risques juridiques, financiers et de réputation encourus en menant des activités dans les colonies.

En outre, depuis 2014, s'appliquent les lignes directrices de la Commission européenne qui excluent de tout financement européen les entités israéliennes actives dans les colonies. De plus, au regard du droit de l'Union européenne, les produits israéliens issus des colonies ne sauraient bénéficier des préférences douanières réservées aux produits originaires du territoire d'Israël. La politique de différenciation mise en œuvre dans le cadre européen se matérialise également par l'obligation d'étiquetage des produits alimentaires en provenance des colonies israéliennes.

Par ailleurs, la France fait preuve de la plus grande vigilance dans l'application de ses accords bilatéraux avec Israël.

Sanctions contre les colons israéliens violents

La France a adopté des sanctions à l'égard de colons israéliens qui se sont rendus coupables de violences contre des civils palestiniens en Cisjordanie. Elle continuera de le faire et de mobiliser l'Union européenne en ce sens tant que ces actes ne cesseront pas.

Votes de la France à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité

La France a voté le 18 septembre 2024 en faveur de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale relative à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet 2024.

Le Président de la République française a salué l'adoption par l'Assemblée générale de cette résolution, que la France a pleinement soutenue.

En parallèle, la France a soutenu au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale l'admission de la Palestine comme Membre de plein droit de l'Organisation des Nations Unies et le rehaussement de ses droits :

- Vote en faveur du projet de résolution présenté au Conseil de sécurité proposant l'admission de la Palestine comme membre de plein droit des Nations Unies (18 avril 2024).
- Vote en faveur de la résolution de l'Assemblée générale (ES-10/23) sur le rehaussement des droits de la Palestine (10 mai 2024).

Enfin, la France a voté en faveur des quatre résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur la situation à Gaza depuis le 7 octobre 2023 :

- i) Résolution 2712 (2023) (15 novembre 2023) ;
- ii) Résolution 2720 (2023) (22 décembre 2023) ;
- iii) Résolution 2728 (2024) (25 mars 2024) ;
- iv) Résolution 2735 (2024) (10 juin 2024).

Indonésie

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Introduction

Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale a adopté la résolution ES-10/24 intitulée « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ».

Au paragraphe 17 de la résolution ES-10/24, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui présenter, dans un délai de trois mois, un rapport sur l'application de la résolution, notamment sur toute mesure prise par les États Membres en vue de l'application de ses dispositions ou en violation de celles-ci.

Par une note verbale datée du 11 octobre 2024, le Secrétariat a donc prié les États Membres d'indiquer toute mesure qu'ils ont prise ou envisage de prendre pour appliquer les dispositions pertinentes de la résolution, notamment celles énoncées aux paragraphes 4, 5 et 10 à leur intention.

On trouvera ci-après un récapitulatif des mesures prises ou envisagées par le Gouvernement indonésien pour assurer l'application effective de la résolution, présenté selon la structure suivante :

- a) Vision et objectifs ;
- b) Mesures prises par le Gouvernement indonésien ;
- c) Mesures supplémentaires à prendre par le Secrétaire général.

A. Vision et objectifs

Le Gouvernement indonésien aspire à voir la paix, la sécurité et la stabilité régner perpétuellement dans la région et le peuple de l'État de Palestine vivre et prospérer dans la dignité, en toute souveraineté et en toute indépendance, sur un pied d'égalité avec les autres nations.

L'Indonésie estime que cette même vision sous-tend l'avis consultatif et la résolution.

Afin de concrétiser cette vision, la communauté mondiale des nations doit, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, œuvrer ensemble pour atteindre les objectifs suivants :

a) **Premièrement, obtenir la reconnaissance totale et inconditionnelle de l'État de Palestine.** La reconnaissance de l'État de Palestine est d'une importance capitale, car elle confirme les droits du peuple palestinien à la souveraineté et à l'autodétermination. En outre, l'accession de l'État de Palestine au statut de Membre à part entière de l'ONU mettra Israël et la Palestine sur un pied d'égalité dans les négociations de paix ;

b) **Deuxièmement, préserver la solution des deux États,** conformément aux accords internationaux et aux résolutions de l'ONU, et rejeter toute tentative faite par Israël et d'autres pays pour refuser ou fouler aux pieds la solution des deux États ou la rendre moins réalisable ;

c) **Troisièmement, compte tenu de la crise actuelle à Gaza, prendre immédiatement des mesures pour obtenir un cessez-le-feu,** notamment en arrêtant tous les transferts d'armes à Israël et en mettant un terme à la violence et au génocide en cours. Le cessez-le-feu doit également garantir l'acheminement sans entrave d'une aide humanitaire accrue, essentielle pour atténuer les souffrances sur le terrain.

Dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, des mesures doivent être prises immédiatement pour arrêter et défaire les activités d'implantation illicites, mettre fin aux politiques et mesures d'apartheid pratiquées de façon délibérée et systématique par le Gouvernement israélien et garantir la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien ;

d) **Quatrièmement, défendre l'ONU et ses organes et organismes, y compris protéger l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)** et garantir la bonne exécution de tous ses mandats, et défendre le caractère sacré de la Cour internationale de Justice, concernant aussi bien ses décisions que ses avis consultatifs ;

e) **Cinquièmement, mettre fin à l'impunité et faire en sorte que les auteurs de crimes odieux répondent de leurs actes,** et s'attaquer à la politique de deux poids deux mesures qui a concouru à la persistance des violations du droit international et du droit international humanitaire. La justice exige que le droit international soit appliqué sans exception.

B. Mesures prises par le Gouvernement indonésien

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 : mesures prises par l'Indonésie pour s'acquitter des obligations que lui fait le droit international, notamment celles énoncées dans l'avis consultatif

L'Indonésie s'emploie à mobiliser l'action internationale pour que l'application effective de la résolution soit une priorité :

a) Dans le cadre de l'Assemblée générale, l'Indonésie a toujours respecté son engagement de soutenir toutes les résolutions relatives à la situation en Palestine adoptées à la suite des événements du 7 octobre 2023. Cette position ferme reflète l'attachement de l'Indonésie à l'action multilatérale visant à instaurer la paix, la sécurité et la protection des droits des Palestiniens dans le respect des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies ;

b) En tant que membre de l'Organisation de la coopération islamique et du Comité ministériel arabe et islamique conjoint sur Gaza, l'Indonésie continue d'agir au nom de l'Organisation de la coopération islamique et de la Ligue des États arabes pour sensibiliser les principaux dirigeants et acteurs mondiaux à la nécessité

d'appliquer les mesures énoncées dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Le rôle joué par l'Indonésie a été des plus clairs : on notera, entre autres choses, que le Ministre indonésien des affaires étrangères a été invité à renforcer, avec certains de ses homologues de l'Organisation de la coopération islamique, la campagne internationale du groupe visant à défendre les droits du peuple palestinien ;

c) En tant qu'État membre du Mouvement des pays non alignés et de son comité pour la Palestine, l'Indonésie encourage résolument les autres États membres à user de leur influence pour susciter une reconnaissance internationale plus large de la Palestine. Elle plaide en outre pour un renforcement de l'action multilatérale visant à faire progresser l'application des mesures énoncées dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et réaffirmées dans la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale ;

d) En tant que vice-présidente du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, l'Indonésie continue de travailler avec le Comité pour promouvoir l'application effective de la résolution [ES-10/24](#) dans le programme de travail de 2025 du Comité, notamment par les moyens suivants :

- i) Obtenir la reconnaissance de l'État de Palestine ;
- ii) Engager tous les États à imposer un embargo sur les armes et les munitions contre Israël ;
- iii) Examiner les mécanismes permettant de relancer le Comité spécial contre l'apartheid pour lutter contre l'apartheid en Israël ;

e) En tant que membre actuel du Conseil des droits de l'homme, l'Indonésie place le règlement de la question palestinienne en tête de ses priorités. Elle ne cesse d'exprimer, au titre de tous les points pertinents inscrits à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme, son soutien à l'indépendance palestinienne et son opposition à l'occupation illégale d'Israël.

L'Indonésie demande instamment un cessez-le-feu immédiat, appelle à une application cohérente et non discriminatoire du droit international et du droit international humanitaire, exhorte à l'ouverture de l'accès humanitaire aux populations touchées et souhaite voir le Conseil des droits de l'homme jouer un rôle plus important dans la lutte contre les violations des droits humains en Palestine. Elle réaffirme que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice impose des obligations à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et insiste pour qu'il soit effectivement mis en application ;

f) Dans diverses déclarations faites devant différentes instances, l'Indonésie a réaffirmé qu'il fallait que la résolution [ES-10/24](#) soit immédiatement et effectivement appliquée. À cet égard, elle a appelé notamment à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, à l'accroissement de l'aide humanitaire et à son acheminement sans entrave, à la préservation de la solution des deux États, à la cessation du génocide, de l'apartheid et d'autres atrocités humanitaires commises par Israël, ainsi qu'à l'arrêt et à l'abolition des colonies de peuplement israélienne illégales ;

g) L'attachement indéfectible de l'Indonésie à la cause palestinienne demeure ferme sous la nouvelle administration indonésienne. Le 20 octobre 2024, l'Assemblée consultative du peuple nouvellement inaugurée et le Président de l'Indonésie ont réaffirmé la volonté du pays de soutenir et de défendre les droits du peuple palestinien. L'Indonésie défend les principes de l'anticolonialisme et de l'anti-oppression et se solidarise avec la communauté mondiale pour défendre les victimes d'injustices dans le monde entier. Conformément à ces principes, elle soutient pleinement la création d'un État de Palestine indépendant et souverain.

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 a) : favoriser la réalisation du droit des Palestiniens à l'autodétermination et veiller à ce qu'il soit mis fin à toute entrave résultant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé

Conformément à sa Constitution de 1945, qui énonce une position ferme contre toutes les formes de colonialisme, et à son attachement de longue date à la justice mondiale et aux droits humains, la position de l'Indonésie reste claire : elle s'oppose fermement à l'occupation illégale par Israël du Territoire palestinien occupé et aux violations des droits humains et des libertés fondamentales du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination.

L'Indonésie est fière de figurer parmi les premiers pays à avoir reconnu l'indépendance de l'État de Palestine le 15 novembre 1988.

L'Indonésie souligne que la cause première du conflit israélo-palestinien est l'occupation illégale par Israël. À cet égard, elle a joué un rôle actif dans la mobilisation du soutien international pour mettre fin à l'occupation illégale. Outre les mesures mentionnées au paragraphe 8, elle a également mené les activités suivantes :

- a) En juin 2020, la Chambre des représentants indonésienne a lancé l'initiative d'établir une déclaration commune signée par les parlementaires du monde entier contre l'annexion des territoires palestiniens par Israël ;
- b) Le 16 mai 2021, l'Indonésie a publié, avec la Malaisie et le Brunei Darussalam, une déclaration commune des dirigeants sur l'escalade de la violence israélienne dans le Territoire palestinien occupé, dans laquelle ils ont notamment :
 - i) Condamné l'extension illicite des colonies de peuplement et les démolitions ainsi que les saisies de structures palestiniennes dans l'ensemble de la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est ;
 - ii) Demandé instamment aux parties d'accepter une présence internationale temporaire à Al-Qods, chargée de surveiller la cessation des hostilités dans le Territoire palestinien occupé.

En tant que membre du Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, l'Indonésie soutient la décision du Bureau d'étudier la possibilité de tenir la prochaine Conférence internationale sur la question de Jérusalem en 2025 pour examiner l'incidence des politiques d'implantation israéliennes sur la population palestinienne de Jérusalem.

Depuis l'adoption de la résolution ES-10/24 le 19 septembre 2024, le Ministre indonésien des affaires étrangères a activement défendu la cause palestinienne dans de nombreuses réunions internationales, telles que celles de l'Organisation de la coopération islamique, du Mouvement des pays non alignés, de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, et dans les rencontres bilatérales avec les Ministres des affaires étrangères de l'Iran, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite.

Aide fournie par l'Indonésie à la Palestine à l'appui du droit du peuple palestinien à l'autodétermination

La Palestine est l'un des principaux bénéficiaires des programmes de développement et d'aide humanitaire, de coopération technique et d'aide étrangère de l'Indonésie. L'assistance prêtée par l'Indonésie à la Palestine vise les objectifs suivants :

- a) Soutenir le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines de l'État de Palestine afin d'assurer son bon fonctionnement en tant qu'État souverain et indépendant ;

b) Contribuer à alléger les souffrances et à améliorer la situation du peuple palestinien, en particulier des réfugiés palestiniens ;

c) Contribuer à la mise en œuvre et à la réalisation des objectifs de développement durable pour le peuple palestinien pour que les Palestiniens ne soient pas laissés de côté et puissent vivre dans la dignité.

Cette assistance a été fournie sous de nombreuses formes et par de nombreux canaux, notamment au niveau bilatéral, par l'intermédiaire de l'ONU (en particulier de l'UNRWA), dans le cadre de programmes de coopération trilatérale et de nombreuses autres initiatives, telles que le Nouveau Partenariat stratégique entre l'Asie et l'Afrique.

Soucieuse de réaffirmer son attachement à l'autodétermination économique de la Palestine, l'Indonésie a signé en 2017 et ratifié en 2018 un mémorandum d'accord sur la facilitation des échanges pour les produits palestiniens, exonérant les dattes et l'huile d'olive des droits de douane. Depuis l'entrée en vigueur du mémorandum d'accord, la valeur des importations de dattes palestiniennes a augmenté de 130,98 %. L'Indonésie s'efforce actuellement d'étendre cet accord commercial préférentiel à un plus grand nombre de produits palestiniens et de renforcer ainsi les relations économiques en solidarité avec la Palestine.

Face à la crise à Gaza, l'Indonésie a également renforcé son soutien et ses contributions humanitaires de diverses manières.

L'Indonésie apporte un appui aux organisations d'aide humanitaire à Gaza, notamment :

a) L'Indonésie verse des contributions à l'UNRWA :

i) Depuis le déclenchement de la crise à Gaza en octobre 2023, l'Indonésie a augmenté sa contribution annuelle, qui est passée à 600 000 dollars des États-Unis en 2023, contre 200 000 dollars auparavant ;

ii) En 2024, cette contribution a été portée à 1 200 000 dollars ;

iii) En outre, pour répondre à la situation humanitaire catastrophique à Gaza et à l'appel éclair lancé par l'UNRWA pour la période d'avril à décembre 2024, l'Indonésie accordera une subvention de 2 millions de dollars qui sera distribuée par l'intermédiaire de l'UNRWA ;

iv) L'Indonésie a également versé à plusieurs reprises des contributions volontaires à l'UNRWA ;

b) L'Indonésie a signé un accord de subvention à hauteur de 2 millions de dollars avec le Comité international de la Croix-Rouge pour permettre à celui-ci d'apporter assistance et protection aux personnes touchées par le conflit armé et la violence dans les territoires palestiniens occupés ;

c) Conformément à son engagement, l'Indonésie a versé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme une contribution volontaire de 60 000 dollars, réservée aux activités et mécanismes du Conseil des droits de l'homme touchant la question palestinienne.

L'Indonésie fournit et achemine de l'aide humanitaire à Gaza :

a) Le Gouvernement indonésien a fourni de l'aide humanitaire à Gaza en plusieurs étapes :

i) 90,41 tonnes de fournitures (nourriture, vêtements, produits d'hygiène, fournitures médicales essentielles) ;

- ii) Environ 242 tonnes de marchandises d'une valeur de plus de 1,5 million de dollars (nourriture, vêtements, fournitures médicales) livrées par un navire de la marine indonésienne ;
 - iii) 900 parachutes utilisés dans des opérations de largage d'aide à Gaza et largage de 20 palettes d'aide pesant 3 200 kg en collaboration avec la Jordanie ;
 - iv) Assistance médicale d'urgence d'un montant de 1 million de dollars fournie via l'Égypte ;
- b) L'Indonésie fournit également une aide humanitaire par l'intermédiaire de diverses organisations non gouvernementales. L'aide fournie par l'Indonésie (gouvernementale et non gouvernementale) s'élève au total à 4 553,1 tonnes de fournitures, pour une valeur de 11 047 663 dollars ;
- c) Les organisations non gouvernementales et les bénévoles indonésiens continuent également de faire fonctionner l'hôpital indonésien de Gaza, dans des conditions très difficiles ;
- d) L'équipe médicale militaire indonésienne pour Gaza poursuit aussi activement sa mission humanitaire dans la zone de conflit en assurant des services de santé à l'hôpital de campagne des Émirats arabes unis à Rafah, en Palestine, et à l'hôpital flottant des Émirats arabes unis à El-Arich (Égypte).
- i) Les services de santé proposés comprennent non seulement des soins médicaux de routine, mais aussi des interventions chirurgicales et des soins de physiothérapie, ce qui permet d'offrir des soins de santé complets aux patients palestiniens.
 - ii) À ce jour, dans les deux hôpitaux de Rafah et d'El-Arich, 48 704 patients ont été traités et 1 780 interventions chirurgicales ont été effectuées, ce qui témoigne de la détermination de l'Indonésie à aider le peuple palestinien ;
- e) L'Indonésie a exprimé son intention d'envoyer des équipes médicales supplémentaires et de déployer des navires-hôpitaux à Gaza, ainsi que de fournir de l'aide par largage :
- i) L'Indonésie entend évacuer jusqu'à 1 000 patients vers des hôpitaux indonésiens, où ils seront soignés jusqu'à ce qu'ils se rétablissent et puissent retourner en toute sécurité à Gaza ;
 - ii) L'Indonésie se tient également prête à aider à l'évacuation éventuelle d'enfants, y compris d'orphelins, afin de leur offrir des soins de traumatologie et une éducation. Elle veillera à ce que ces enfants retournent en toute sécurité à Gaza une fois que la situation se sera stabilisée ;
- f) L'Indonésie a également apporté une aide humanitaire à Gaza en partenariat avec la Jordan Hashemite Charity Organization. En tout 60 tonnes d'aide, d'une valeur d'environ 15 milliards de rupiahs indonésiennes, ont été acheminées par voie terrestre via la Jordanie. Cette aide, qui comprend des denrées alimentaires essentielles, des trousseaux d'hygiène, des tentes et des fournitures médicales, témoigne de la solidarité indéfectible de l'Indonésie avec la population de Gaza ;
- g) L'Indonésie a annoncé le versement d'une subvention de 500 000 dollars à la Palestine dans le cadre du plan d'intervention d'urgence de l'Organisation internationale du travail, qui vise à soutenir la relance de l'emploi à Gaza et en Cisjordanie, secteur gravement touché par le conflit avec Israël. L'Indonésie s'est engagée à verser cette subvention avant la fin de 2024, affirmant ainsi sa ferme détermination à contribuer au renforcement de la résilience et au relèvement de la Palestine.

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 b) : ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé

L'Indonésie continuera à plaider en faveur d'une **solution des deux États**, dans le respect des résolutions de l'ONU, sur la base des paramètres convenus au niveau international, tout en affirmant fermement sa volonté de ne pas reconnaître les modifications unilatérales apportées par Israël au statut du Territoire palestinien occupé.

L'Indonésie réaffirme que toute modification du statut du Territoire palestinien occupé ne sera reconnue que si elle est convenue par les parties concernées par la voie de négociations, comme le dispose la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité.

En tant que membre de l'Organisation de la coopération islamique, l'Indonésie collaborera avec la Ligue des États arabes pour demander l'organisation rapide d'une conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, afin de faire respecter la Convention dans le Territoire palestinien occupé.

En outre, l'Organisation de la coopération islamique intensifiera son action auprès des organisations régionales et des principales parties prenantes pour accélérer l'organisation d'une conférence internationale visant à mettre fin à l'occupation israélienne et à parvenir à la solution des deux États.

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 c) : ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire

L'Indonésie est déterminée à appliquer des mesures strictes pour garantir que ses nationaux et les sociétés et entités relevant de sa juridiction ne se livrent pas à des activités qui pourraient être interprétées comme une reconnaissance de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ou comme une aide au maintien de cette situation.

L'Indonésie est à l'origine de la Déclaration de Jakarta sur la Palestine et Al-Qods al-Charif, adoptée au cinquième Sommet islamique extraordinaire sur la Palestine et Al-Qods al-Charif tenu le 7 mars 2016, dans laquelle les pays concernés se sont engagés à mener collectivement des activités concrètes à l'appui de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, et la communauté internationale a été invitée à soutenir le boycott des produits fabriqués dans ou par les colonies de peuplement israéliennes illégales. Cette déclaration a inspiré la résolution 1/44-IBO de l'Organisation de la coopération islamique concernant le Bureau islamique pour le boycottage d'Israël.

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 d) : ne reconnaître aucune modification du caractère physique ou de la composition démographique, de la structure institutionnelle ou du statut du territoire occupé par Israël le 5 juin 1967

L'Indonésie n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël, fidèle à son engagement en faveur de la recherche d'une solution juste à la question palestinienne conformément au droit international. En application de la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité, elle ne reconnaît pas les revendications d'Israël sur Jérusalem.

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 e) : se conformer au droit international humanitaire (y compris la quatrième Convention de Genève)

L'Indonésie a renforcé l'aide humanitaire fournie au peuple palestinien, comme expliqué ci-dessus. Elle a également condamné toutes les violations du droit international humanitaire, y compris les attaques contre les civils innocents, les agents

humanitaires, les locaux et les biens de caractère civil, en particulier les hôpitaux, les écoles et les camps de réfugiés.

L'Indonésie regrette que certaines parties de la communauté internationale continuent à pratiquer le double poids deux mesures, ce qui a permis que des violations aussi flagrantes du droit international humanitaire continuent d'être commises contre le peuple palestinien.

L'Indonésie continue d'affirmer que ce qui se passe actuellement à Gaza est un génocide : des actes délibérés, intentionnels et systématiques menés par Israël pour détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux (dans ce contexte, le peuple palestinien), tel que défini par l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Le nombre de morts qui a dépassé les 43 300 (au 2 novembre 2024) ainsi que le ciblage délibéré des civils et des infrastructures civiles (y compris les hôpitaux, les écoles et les camps de réfugiés), ainsi que l'obstruction de l'acheminement de l'aide humanitaire et l'attaque délibérée des agents humanitaires et des installations humanitaires, sont des preuves évidentes d'un tel génocide.

L'importance fondamentale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et des droits des réfugiés palestiniens, y compris leur droit au retour, élément essentiel de la solution des deux États

L'Indonésie continue de défendre le rôle irremplaçable de l'UNRWA. L'Office est une bouée de sauvetage pour les réfugiés dans le Territoire palestinien occupé, en Jordanie, au Liban et en Syrie, une pièce maîtresse de la stabilité dans la région et une source d'espoir pour le peuple palestinien.

L'Indonésie réaffirme sa volonté de continuer à soutenir l'UNRWA dans l'exécution de son mandat. En plus d'augmenter ses contributions à l'Office comme indiqué ci-dessus, l'Indonésie fait également partie du groupe restreint à l'origine de la déclaration d'engagements communs en faveur de l'UNRWA (actuellement soutenue par 123 pays), qui met l'accent sur le maintien du soutien politique à l'UNRWA dans l'exécution de son mandat.

Afin de réaffirmer les droits des réfugiés palestiniens, conformément au droit international et à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, et de réaffirmer le soutien de longue date de la communauté internationale à l'UNRWA et à ses opérations et programmes, visant à assurer le bien-être, la protection et le développement des réfugiés palestiniens, compte tenu de leur déplacement prolongé et de la privation continue de leurs droits, en attendant qu'une solution juste soit trouvée à leur situation, l'Indonésie joue un rôle de premier plan au sein de la Quatrième Commission de l'Assemblée, en tant que principal auteur des résolutions suivantes adoptées au titre du point de l'ordre du jour concernant l'UNRWA :

a) Aide aux réfugiés de Palestine (soixante-douzième, soixante-treizième, soixante-quatorzième, soixante-quinzième, soixante-seizième, soixante-dix-septième et soixante-dix-huitième sessions de l'Assemblée) ;

b) Biens appartenant à des réfugiés de Palestine et produit de ces biens (soixante-douzième, soixante-treizième, soixante-quatorzième, soixante-quinzième, soixante-seizième, soixante-dix-septième et soixante-dix-huitième sessions de l'Assemblée) ;

c) Opérations de l'UNRWA (soixante-douzième, soixante-treizième, soixante-quatorzième, soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions de l'Assemblée) ;

d) Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures (soixante-douzième, soixante-treizième et soixante-quatorzième sessions de l'Assemblée).

L'Indonésie condamne fermement la décision du Parlement israélien (Knesset) d'interdire les activités de l'UNRWA en Israël. Elle souligne que le mandat de l'UNRWA est arrêté par l'Assemblée générale et n'est pas soumis aux décisions unilatérales de quelque État que ce soit. Elle appelle également l'attention sur les problèmes humanitaires graves qui se produiraient si les opérations de l'UNRWA étaient interrompues ou restreintes.

L'Indonésie considère que cette décision est une attaque contre l'Organisation des Nations Unies et ses organismes et contre la Charte des Nations Unies (notamment les Articles 2 et 105) et une violation des normes et conventions internationales, en particulier la quatrième Convention de Genève.

L'Indonésie considère également que cette décision va au-delà de la question humanitaire – ce qui est déjà très préoccupant – mais qu'elle porte aussi atteinte à l'essence même de la solution des deux États, à savoir la reconnaissance du statut juridique des réfugiés palestiniens et de leur droit au retour.

En outre, ce projet de loi démontre clairement la politique israélienne, le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, étant considéré comme relevant de la souveraineté et de la juridiction israéliennes. C'est là un autre exemple flagrant du refus d'Israël de la solution des deux États.

Le droit à l'alimentation

L'Indonésie estime que l'imposition de conditions menant à une famine imminente démontre l'intention d'Israël d'éliminer les populations palestiniennes, ce qui correspond à la définition du génocide donnée dans les conventions internationales.

Dans ce contexte, l'Indonésie a organisé le 16 octobre 2024 une réunion d'information du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, au cours de laquelle les constatations du Rapporteur quant à l'utilisation par Israël de la nourriture comme arme de guerre ont été examinées et la décision a été prise de porter cette question devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale.

Résolution ES-10/24, paragraphe 4 f) : mettre fin à la discrimination systémique fondée sur la race, la religion ou l'origine ethnique, y compris pour prévenir, interdire et éliminer les violations de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

En tant que partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'Indonésie condamne toute violation des principes inscrits dans la Convention et les résolutions clés des organes de l'Organisation des Nations Unies, notamment la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité.

Étant membre du Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, l'Indonésie a approuvé la décision du Bureau d'examiner les mécanismes permettant de relancer le Comité spécial contre l'apartheid et de traiter la question de l'apartheid en Israël.

Résolution ES-10/24, paragraphe 5

L'Indonésie s'acquitte scrupuleusement des obligations que lui impose le droit international.

Résolution ES-10/24, paragraphe 5 a) : mesures prises par l'Indonésie pour que ses nationaux et les sociétés et entités relevant de sa juridiction, ainsi que ses autorités, s'abstiennent de tout acte qui impliquerait la reconnaissance de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ou qui constituerait une aide ou une assistance au maintien de cette situation

Le Gouvernement indonésien prendra des mesures pour empêcher les relations commerciales ou les investissements susceptibles de renforcer la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Il s'agit notamment de contrôler et de limiter les activités qui pourraient contribuer à la viabilité économique des colonies de peuplement ou des infrastructures connexes.

C'est pourquoi l'Indonésie soutient pleinement la résolution 31/36 du Conseil des droits de l'homme, intitulée « Colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé », qui prescrit l'établissement d'une base de données sur toutes les entreprises impliquées dans des activités liées aux colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. L'établissement de cette base de données est indispensable pour garantir l'application du principe de responsabilité et la transparence en ce qui concerne les activités économiques qui entretiennent les colonies de peuplement illégales.

Résolution ES-10/24, paragraphe 5 b) : mesures prises par l'Indonésie pour mettre fin à l'importation de tout produit provenant des colonies de peuplement israéliennes et au transfert d'armes à Israël

L'Indonésie réaffirme sa détermination à demander fermement l'arrêt des transferts d'armes, de munitions et de matériel connexe à Israël, en particulier s'il existe une possibilité qu'ils soient employés dans le Territoire palestinien occupé.

Au cours de la cinquante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme, l'Indonésie, en tant que membre de l'Organisation de la coopération islamique, a joué un rôle clé dans la promotion d'une résolution (résolution 55/28) concernant la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, dans laquelle le Conseil a demandé à tous les États d'empêcher le transfert forcé de Palestiniens et de cesser la vente, le transfert et le détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires à destination d'Israël, Puissance occupante, afin de prévenir de nouvelles violations du droit international humanitaire et de nouvelles atteintes aux droits humains.

L'Indonésie continue d'appeler à la cessation des transferts d'armes et de munitions à Israël. Aux côtés de la Türkiye, elle fait partie du groupe restreint des pays signataires de la lettre commune demandant l'arrêt des transferts d'armes à Israël, comme suite à l'adoption de la résolution ES-24/10 concernant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

Résolution ES-10/24, paragraphe 5 d) : mesures prises par l'Indonésie pour garantir l'application du principe de responsabilité au bénéfice de toutes les victimes

L'Indonésie reste déterminée à soutenir les dispositifs d'application du principe de responsabilité au bénéfice de toutes les victimes de l'occupation. Elle entend notamment appuyer sans réserve les enquêtes indépendantes, promouvoir la transparence et cautionner le rôle des organismes internationaux, y compris la Cour internationale de Justice, pour ce qui est de traduire en justice les auteurs des violations commises dans le Territoire palestinien occupé. Elle entend également apporter un appui sans réserve à l'UNRWA, qui assure la protection des réfugiés

palestiniens et qui conserve des archives recelant de nombreuses preuves des violations flagrantes commises contre les droits et les biens des réfugiés palestiniens.

Résolution ES-10/24, paragraphe 10 : mesures prises par l'Indonésie au regard de la nécessité d'établir un mécanisme international aux fins de la réparation de l'ensemble des dommages, des pertes ou du préjudice résultant des faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé

L'Indonésie soutient sans réserve l'établissement d'un mécanisme international aux fins de la réparation des dommages, des pertes et des préjudices résultant des faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé, et en souligne la nécessité.

L'Indonésie insiste sur le rôle important que jouent les deux mécanismes clés du Conseil des droits de l'homme axés sur la question palestinienne, à savoir : i) la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël ; ii) le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

L'appui de l'Indonésie à ces mécanismes est dicté par la nécessité cruciale de veiller à ce que les violations des droits humains et du droit international dans le Territoire palestinien occupé fassent l'objet d'enquêtes impartiales et transparentes. L'Indonésie exhorte tous les États à mettre fin à toute forme d'intimidation à l'égard de ces mécanismes et à garantir la sécurité et la protection des enquêteurs et des fonctionnaires concernés.

C. Mesures supplémentaires à prendre par le Secrétaire général

Premièrement, l'Indonésie demande instamment au Secrétaire général de collaborer étroitement avec la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, afin d'organiser immédiatement une conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève. Cet événement permettra de réaffirmer l'attachement au droit international humanitaire et de renforcer les protections prévues par la Convention (résolution ES-10/24, par. 12).

Deuxièmement, l'Indonésie demande au Secrétaire général de mobiliser le soutien – à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies – et de prendre les dispositions voulues en vue de la tenue d'une conférence internationale au cours de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale (résolution ES-10/24, par. 13). Cet événement offrirait une occasion importante de coordonner l'action mondiale pour : i) relancer le processus de paix au Moyen-Orient ; ii) préserver la solution des deux États ; iii) remédier au non-respect par Israël du droit international et du droit international humanitaire.

Troisièmement, l'Indonésie prie le Secrétaire général d'établir un mécanisme global afin de mobiliser et d'accroître le soutien et les ressources pour l'UNRWA. Cette mesure est essentielle pour renforcer les programmes de l'Office et lui garantir un soutien durable.

Quatrièmement, l'Indonésie demande au Secrétaire général d'accélérer l'application intégrale de la résolution 31/36 du Conseil des droits de l'homme, qui prescrit l'établissement d'une base de données sur les entreprises impliquées dans des activités liées aux colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés.

Cinquièmement, l'Indonésie prie le Secrétaire général de procéder immédiatement à un examen des activités qui ont été prescrites par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et la Cour

internationale de Justice à tous les organismes et entités des Nations Unies pour remédier à toutes les formes d'injustice à l'égard du peuple palestinien découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, mais qui n'ont pas été exécutées et d'en tenir registre. Elle prie également le Secrétaire général d'élaborer un rapport sur les difficultés et les obstacles rencontrés dans l'exécution des activités prescrites.

Conclusion

Le Gouvernement indonésien est pleinement déterminé à respecter les obligations lui incombant en vertu du droit international, auxquelles il n'a jamais manqué, notamment les obligations énoncées dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

L'Indonésie engage tous les États Membres à s'acquitter des obligations juridiques découlant de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice ainsi que de toutes les résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'occupation israélienne illégale du Territoire palestinien occupé. Il s'agit notamment d'éviter la pratique du deux poids, deux mesures dans l'application du droit international et du droit international humanitaire.

L'Indonésie souligne que la mise en œuvre effective et le suivi de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice et de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale requièrent non seulement que les États Membres prennent les mesures voulues, mais aussi que le Secrétaire général prenne des mesures supplémentaires, comme expliqué dans la partie C de la présente communication. Elle estime également que la mise en œuvre effective et le suivi de l'avis consultatif de la Cour et de la résolution doivent être guidés par la vision et les objectifs décrits dans la partie A de la présente communication.

Iran (République islamique d')

[Original : anglais]
[11 novembre 2024]

Dans le cadre de sa contribution soumise conformément à la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé », la République islamique d'Iran souligne qu'elle est fermement déterminée depuis toujours de soutenir la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Le Parlement iranien a adopté plusieurs textes à cet effet, notamment la loi du 21 mai 2020 visant à contrer les actes hostiles du régime sioniste contre la paix et la sécurité, la loi du 9 mai 1990 sur le soutien à la révolution islamique du peuple palestinien et la loi du 31 décembre 2008 obligeant le Gouvernement à apporter un soutien global au peuple palestinien opprimé.

Engagement général

L'article 1 de la loi visant à contrer les actes hostiles du régime sioniste contre la paix et la sécurité dispose que tous les organes exécutifs du pays contrecarrent les actes hostiles du régime sioniste à l'égard du peuple opprimé de Palestine, des pays islamiques et de la République islamique d'Iran, et font échec aux activités destructrices de ce régime illégitime qui compromettent la paix et la sécurité

régionales et internationales. Il s'agit notamment de violations généralisées et systématiques des droits humains, telles que l'incitation à la guerre, les actes terroristes, la guerre électronique, l'emploi d'armes lourdes et interdites contre des civils, le blocus humain, la construction de colonies de peuplement, le déplacement du peuple palestinien, les tentatives d'annexion d'autres parties du territoire palestinien et la poursuite de l'occupation du territoire palestinien ainsi que de certaines parties de la Syrie (Golan), du Liban et d'autres territoires occupés.

En outre, selon l'article 13 de la même loi, le Gouvernement est tenu de soutenir les activités des autres États et nations et des organisations non gouvernementales nationales et internationales qui soutiennent la libération de Jérusalem et condamnent, restreignent et sanctionnent l'occupation sioniste.

Interdiction de la coopération commerciale avec Israël

En ce qui concerne la coopération commerciale avec le régime israélien, l'article 4 de la loi visant à contrer les actes hostiles du régime sioniste contre la paix et la sécurité dispose que l'octroi de licences pour la participation directe ou indirecte de personnes physiques ou morales, y compris des entreprises, des organisations, des institutions ou des organisations non gouvernementales affiliées au régime d'occupation sioniste, à des expositions, des conférences nationales et internationales ou des rassemblements, est interdit.

Selon l'article 5 de la même loi, il est interdit en République islamique d'Iran d'utiliser du matériel produit par le régime sioniste ou d'exploiter les plateformes logicielles appartenant à ce régime. Il est également interdit aux entreprises iraniennes de fournir des services à ces plateformes.

L'article 8 interdit toute activité touchant la sécurité, l'assistance militaire, politique, culturelle, médiatique, la propagande, l'assistance économique et financière directe et indirecte qui vise sciemment à confirmer ou à renforcer le régime sioniste.

L'article 9 explicite cette interdiction et dispose que l'entrée et le passage sur le territoire de la République islamique d'Iran de marchandises provenant de sociétés affiliées au régime d'occupation sioniste sont interdits. En outre, tous les sionistes soumis au régime d'occupation sioniste, y compris les personnes physiques ou morales qui sont des citoyens du régime sioniste, sont interdits d'entrée en République islamique d'Iran. De même, l'article 10 dispose qu'il est interdit aux ressortissants iraniens de se rendre en Palestine occupée.

Dans le même ordre d'idées, l'article 8 de la loi sur le soutien à la révolution islamique du peuple palestinien rappelle qu'il est interdit d'établir des relations économiques, commerciales et culturelles avec les sociétés et institutions affiliées au régime sioniste dans le monde entier. Aux termes de l'article 5 de la loi obligeant le Gouvernement à apporter un soutien global au peuple palestinien opprimé, le Gouvernement est tenu de prendre des dispositions pour empêcher l'importation de marchandises et la conclusion de contrats avec des sociétés dont les principaux actionnaires sont des entreprises sionistes.

Lutte contre l'impunité

L'article 11 de la loi visant à contrer les actes hostiles du régime sioniste contre la paix et la sécurité dispose que le Procureur général du pays, agissant en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et le Bureau des services juridiques présidentiels, utilise les ressources des autorités et institutions nationales, étrangères et internationales pour aider le peuple palestinien et les autres victimes. Cette aide couvre le dépôt de plaintes, l'ouverture de procès et la punition des

dirigeants criminels du régime d'occupation sioniste pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre, génocide, crimes d'agression et actes terroristes commis à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés. Ces actions en justice seront engagées devant des tribunaux nationaux et étrangers et la Cour internationale de Justice.

Dans l'article 3 de la loi obligeant le Gouvernement à apporter un soutien global au peuple palestinien opprimé, il est dit que les crimes commis à Gaza sont des exemples clairs de crimes contre l'humanité et de génocide selon le droit international. Le Gouvernement est tenu de faire un procès aux dirigeants du régime d'occupation de Jérusalem devant la Cour pénale internationale et les tribunaux nationaux pour crimes contre l'humanité et génocide. Cette démarche impliquera des instances internationales, telles que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Fourniture d'une aide humanitaire au peuple palestinien

En vertu de l'article 1 de la loi obligeant le Gouvernement à apporter un soutien global au peuple palestinien opprimé, le Gouvernement est tenu d'utiliser toutes les ressources régionales et internationales pour acheminer l'aide humanitaire de la nation iranienne au peuple palestinien opprimé, en particulier dans les territoires occupés et dans la bande de Gaza assiégée. Le Gouvernement doit également soutenir et défendre la cause palestinienne, la population opprimée, les combattants et les réfugiés palestiniens, ainsi que la résistance islamique palestinienne, jusqu'à ce que leurs droits soient réalisés.

L'article 2 de la loi sur le soutien à la révolution islamique du peuple palestinien dispose que le Gouvernement iranien peut créer un fonds d'aide humanitaire en faveur du peuple palestinien. Ce fonds servira à recueillir les contributions des musulmans et des partisans de la liberté dans le monde entier afin de soutenir les réfugiés palestiniens et les personnes opprimées qui luttent pour leurs droits et de leur donner des moyens d'action. L'article 3 de cette loi dispose que la Fondation des martyrs de la République islamique d'Iran fournit une assistance spirituelle et matérielle aux familles des martyrs, des anciens combattants et des prisonniers palestiniens et des personnes disparues dans les territoires occupés.

Irlande

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Positions et politiques

L'Irlande est attachée depuis toujours à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient et à la solution des deux États. Elle a toujours affirmé qu'elle ne reconnaîtrait pas les modifications apportées aux frontières de 1967 à moins qu'elles aient été convenues par les parties.

L'Irlande a toujours considéré comme illicites les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé et les activités qui y sont associées. En mai 2024, elle a pris la décision historique de reconnaître l'État de Palestine, aux côtés de l'Espagne et de la Norvège, afin de protéger la viabilité de la solution des deux États et l'égalité des droits des Palestiniens et des Israéliens à l'autodétermination, à la paix, à la sécurité et à la dignité.

L'Irlande continue de collaborer avec les autres États membres de l'Union européenne pour redéfinir la politique de l'Union, notamment la politique commerciale, à l'égard d'Israël et du Territoire palestinien occupé, afin de l'accorder

pleinement avec les obligations énoncées dans l'avis consultatif. Dans l'intervalle, compte tenu des obligations énoncées dans l'avis consultatif, elle examine les mesures qui pourraient être prises au niveau national en ce qui concerne les échanges commerciaux avec les colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé. Elle a l'intention de veiller à ce que toute mesure adoptée porte uniquement sur les colonies de peuplement illicites dans le Territoire palestinien occupé. Elle maintiendra donc, et réexaminera si nécessaire à la lumière de l'avis consultatif, sa politique de longue date de différenciation entre l'État d'Israël, d'une part, et les territoires dans lesquels la présence continue d'Israël est illicite, d'autre part.

En tant que membre de l'Union européenne, l'Irlande applique les mesures de sanction décrétées par l'Union contre un certain nombre de colons israéliens extrémistes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est et contre les militants violents qui bloquent l'aide humanitaire à Gaza. Elle est tout à fait favorable à ce que d'autres mesures de ce type soient envisagées.

Japon

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Le Japon s'emploie depuis longtemps à faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient et il continuera de demander à toutes les parties concernées d'agir comme il convient dans le respect du droit international, notamment en tenant compte de la résolution [ES-10/24](#) récemment adoptée par l'Assemblée générale.

Le Japon n'a cessé d'exhorter Israël à geler totalement ses activités d'implantation, car il estime que ces activités sont contraires au droit international et compromettent la viabilité de la solution des deux États.

Face à la multiplication des actes de violence perpétrés par des colons israéliens en Cisjordanie depuis les attaques terroristes commises par le Hamas et d'autres groupes contre Israël le 7 octobre 2023, le Gouvernement japonais a adopté, en vertu de la loi sur les changes et le commerce extérieur, des mesures de gel des avoirs, fondées sur l'accord du Cabinet concernant le gel des avoirs des colons israéliens impliqués dans des actes de violence.

Le Japon continuera d'envisager d'autres mesures en tenant compte des lois et règlements internationaux et nationaux pertinents.

Jordanie

[Original : arabe]
[8 novembre 2024]

En ce qui concerne les paragraphes 4, 5 et 10 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, le Royaume hachémite de Jordanie affirme ce qui suit :

- Le Royaume hachémite de Jordanie se conforme aux dispositions de l'avis consultatif et, entre autres, ne reconnaît pas comme licite la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. La cause palestinienne est au cœur des priorités de la politique étrangère de la Jordanie, dont les efforts diplomatiques sont axés sur la protection et la réalisation du droit du peuple palestinien frère à l'autodétermination et à la création d'un État souverain indépendant sur les lignes du 4 juin 1967, avec Jérusalem occupée pour capitale, conformément à l'Initiative de paix arabe et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et sur la base de la solution des deux États, seul moyen de parvenir à une paix juste, durable et globale.

- La Jordanie considère que l'occupation par Israël du Territoire palestinien occupé depuis juin 1967 est illicite et que toutes les mesures prises par Israël pour annexer tout ou partie de ce Territoire, y compris Jérusalem-Est, et pour y établir des colonies de peuplement sont illicites et invalides.
- Le Gouvernement jordanien n'hésitera pas à mettre en évidence l'invalidité et l'illicéité des mesures prises depuis 1967 par les forces d'occupation israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, à savoir l'établissement et l'expansion des colonies de peuplement, l'acquisition et la confiscation des terres, la démolition des habitations des Palestiniens, le déplacement des Palestiniens de leurs terres, les attaques directes contre leurs biens, ainsi que les campagnes terroristes menées par les colons extrémistes contre les Palestiniens en Cisjordanie. Il demande que des sanctions nationales et internationales leur soient imposées. Ces mesures israéliennes montrent de nouveau qu'Israël viole le droit international, le droit international humanitaire, la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité et les paramètres internationaux applicables.
- Tant dans le cadre de ses relations bilatérales que de manière collective, avec le Groupe arabe et le Groupe islamique et d'autres États, la Jordanie œuvre pour qu'il soit mis fin à l'occupation israélienne du Territoire palestinien occupé et que le peuple palestinien exerce son droit à l'autodétermination. Au cours de l'année écoulée, elle s'est notamment employée, en coordination étroite avec le comité ministériel, qui s'efforce inlassablement, comme le lui a demandé le Sommet arabo-islamique extraordinaire conjoint, de faire cesser l'agression brutale contre la bande de Gaza, de mettre fin aux souffrances humaines et à l'occupation israélienne, de faire avancer la création d'un État palestinien indépendant et souverain, et a exhorté les États qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître l'État de Palestine.
- La Jordanie continue de contribuer, avec les membres du comité ministériel et d'autres partenaires internationaux, au lancement de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, une initiative visant à défendre le droit des Palestiniens à créer leur propre État. Elle est également déterminée à mobiliser le soutien nécessaire pour que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient continue de fournir des services essentiels aux réfugiés de Palestine dans toutes ses zones d'opération et qu'une protection leur soit assurée face aux campagnes menées par l'occupation israélienne contre l'Office et les réfugiés en vue de les priver de leur droit de retour et de leur droit à réparation, en violation du droit international et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.
- La territorialité des relations conventionnelles de la Jordanie avec Israël et des accords bilatéraux conclus entre eux n'inclut pas le Territoire palestinien occupé depuis 1967. Sur le plan juridique, Israël est considéré comme la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé. La Jordanie reconnaît l'État de Palestine et les relations conventionnelles et les accords bilatéraux connexes dans le Territoire palestinien occupé sont donc conclus avec l'État de Palestine. Le Traité de paix entre l'État d'Israël et le Royaume hachémite de Jordanie de 1994 stipule que la frontière internationale entre Israël et la Jordanie est sans préjudice du statut de tous territoires passés sous le contrôle du Gouvernement militaire israélien en 1967.
- L'Ambassade de Jordanie à Tel-Aviv ne s'occupe pas des relations bilatérales liées au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, Israël y étant la Puissance occupante. Les relations diplomatiques concernant le Territoire

palestinien occupé sont entretenues avec l'État de Palestine et ses institutions gouvernementales.

- La Jordanie interdit aux personnes, entités et entreprises jordaniennes de faciliter l'occupation israélienne du Territoire palestinien occupé, de faire affaire avec les colonies de peuplement israéliennes de quelque manière que ce soit, ou d'importer ou d'exporter des produits provenant de ces colonies. Par ailleurs, elle renforce l'appui apporté au peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, afin que des biens et du matériel puissent y entrer.
- La loi jordanienne interdit tout acte juridique, notamment la vente de biens immobiliers et autres biens immeubles, dans le Territoire palestinien occupé afin qu'Israël et les personnes physiques et morales israéliennes ne puissent ni y acquérir de biens, établir de colonies de peuplement ou maintenir de colonies, ni annexer les terres palestiniennes ou en tirer profit.
- La Jordanie continue de dénoncer toutes les tentatives de l'occupation israélienne visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Ces tentatives sont nulles et sans effet juridique et destinées à créer une nouvelle réalité sur le terrain. La Jordanie souligne que toutes ces mesures israéliennes visant à annexer Jérusalem occupée constituent une violation du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité et de l'avis consultatif rendu récemment par la Cour internationale de Justice, et ne changent rien au fait que la présence israélienne à Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, est une occupation illégale qui doit cesser.
- Le Royaume hachémite de Jordanie insiste sur le fait qu'Israël doit respecter le statu quo historique dans les Lieux saints de Jérusalem. Il continuera d'administrer et de protéger les lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem, historiquement sous tutelle hachémite. À cet égard, il souligne que toute mesure israélienne à Jérusalem est invalide et illicite. De telles mesures visent à faire disparaître l'identité et le caractère démographique de Jérusalem et sont contraires aux instruments concernant la protection des biens culturels et du patrimoine culturel et aux résolutions pertinentes de l'ONU et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La Jordanie s'emploie également à aider les habitants de Jérusalem, déterminés à rester sur leurs terres, et à soutenir les efforts qu'ils font pour protéger leurs biens.
- Le Gouvernement jordanien est favorable à l'établissement d'un mécanisme international aux fins de la réparation de l'ensemble des dommages, des pertes ou du préjudice résultant des faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Il est tout à fait disposé à s'employer, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes compétents du système, à créer ce registre international des dommages.

Koweït

[Original : arabe]
[8 novembre 2024]

Mesures prises par l'État du Koweït pour appliquer les dispositions de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale

L'État du Koweït réaffirme tout d'abord son attachement à la Charte des Nations Unies, au droit international et au droit humanitaire international. Il continue de soutenir activement la cause palestinienne, sous ses divers aspects – juridique,

politique et humanitaire – afin que soit créé un État palestinien indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

L'État du Koweït a eu l'honneur de présenter un exposé écrit et un exposé oral à La Haye devant la Cour internationale de Justice, la plus haute instance judiciaire au monde, concernant l'examen par la Cour de la demande d'avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Il accueille avec satisfaction l'avis consultatif que la Cour a rendu à ce sujet le 19 juillet 2024.

À cet égard, et comme il est ressorti de l'exposé oral présenté devant la Cour, l'État du Koweït appuie de nouveau sans réserve l'avis rendu. La Puissance occupante est dans l'obligation de mettre fin immédiatement à l'occupation qu'elle fait perdurer depuis 1967, de mettre un terme à ses mesures arbitraires envers le peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes et d'indemniser les personnes auxquelles ces pratiques invalides ont causé un préjudice.

L'État du Koweït tient également à faire savoir qu'il est absolument déterminé à mettre en œuvre l'ensemble des mesures énoncées dans la résolution [ES-10/24](#) intitulée « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé » que l'Assemblée générale a adoptée le 18 septembre 2024, notamment pour ce qui est de favoriser la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, de ne pas reconnaître l'occupation israélienne du Territoire palestinien occupé et de ne pas entretenir de relations avec la Puissance occupante.

L'État du Koweït se félicite de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, notamment de la disposition relative à l'établissement d'un mécanisme international aux fins de la réparation des dommages résultant des violations commises par la Puissance occupante, qui doit porter l'entière responsabilité des dommages subis par le peuple palestinien du fait de ses politiques et pratiques illicites. L'État du Koweït est également favorable à la création d'un registre international des dommages qui servira à recenser, documents à l'appui, les éléments tendant à établir les dommages, les pertes ou le préjudice causés à toute personne physique ou morale concernée et au peuple palestinien par les faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Il encourage les autres États Membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser et coordonner le recueil des preuves et les initiatives visant à obtenir d'Israël une telle réparation.

L'État du Koweït n'a jamais reconnu comme licite la situation découlant de la présence illicite de la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé, qui constitue une occupation illégale et une violation flagrante des droits de propriété du peuple palestinien sur les terres qui lui ont été usurpées par la force et dont les habitants ont été déplacés sans recouvrer leurs droits jusque-là. Il ne reconnaît aucune modification du caractère physique ou de la composition démographique du Territoire occupé et n'entretient pas de relations diplomatiques, politiques, juridiques, militaires, économiques, commerciales et financières avec la Puissance occupante.

L'État du Koweït ne reconnaît absolument pas la Puissance occupante et n'entretient donc en aucun cas une quelconque relation conventionnelle avec elle. Il n'entretient pas non plus, en ce qui concerne le Territoire palestinien occupé ou des parties de celui-ci, de relations économiques ou commerciales avec la Puissance occupante qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans le Territoire, notamment au regard des colonies et du régime qui leur est associé. En outre, il ne reconnaît pas la Puissance occupante et interdit les échanges commerciaux

ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite que celle-ci a créée dans le Territoire palestinien occupé, notamment s'agissant des colonies de peuplement et du régime qui leur est associé.

L'État du Koweït réaffirme son attachement au droit international humanitaire et invite les États parties à la quatrième Convention de Genève qui soutiennent la Puissance occupante de s'abstenir de le faire. Il considère que les pratiques de la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé vont au-delà de la discrimination raciale et constitue un génocide systématique.

L'État du Koweït veille à ce que ses nationaux et les sociétés et entités relevant de sa juridiction, ainsi que ses autorités, s'abstiennent de tout acte qui impliquerait la reconnaissance de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ou qui constituerait une aide ou une assistance au maintien de cette situation. Il n'importe pas de produits provenant des colonies de peuplement de la Puissance occupante.

L'État du Koweït n'accueille pas sur son territoire de personnes physiques qui participent au maintien de la présence illicite de la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé, y compris les violences commises par les colons, ni ne traite avec des personnes morales y prenant part.

L'État du Koweït adhère fermement aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, le droit international, le droit international humanitaire et les droits humains et œuvrera donc de concert avec la communauté internationale pour garantir justice et équité au peuple palestinien. Il soutiendra toute mesure supplémentaire qui contribuera au renforcement de ce mécanisme international et à sa mise en œuvre efficace.

Malaisie

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

La Malaisie se range à la communication soumise par l'Organisation de la coopération islamique concernant l'application de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale et soumet la contribution suivante à titre national.

Initiatives

La Malaisie soutient pleinement le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Pour apporter appui et aide au peuple palestinien en vue de la réalisation rapide de ce droit inaliénable, elle a toujours soutenu le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui consiste à aider les réfugiés de Palestine à réaliser pleinement leur potentiel en matière de développement humain, conformément au paragraphe 16 de la résolution [ES-10/24](#).

Depuis octobre 2023, la Malaisie a versé 5,2 millions de dollars à l'UNRWA. Elle verse également une contribution supplémentaire d'un million de dollars étalée sur cinq ans, de 2021 à 2025 (200 000 dollars chaque année). Elle fournit en outre d'autres contributions financières et une aide humanitaire par l'intermédiaire du fonds d'affectation spéciale humanitaire pour le peuple de Palestine et des organisations non gouvernementales.

Sur le plan bilatéral, la Malaisie a pris des dispositions pour apporter une aide humanitaire à la Palestine au moyen de mécanismes de coopération avec les Gouvernements égyptien et jordanien.

Dans d'autres instances telles que le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de la coopération islamique, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Commonwealth, la Malaisie a plaidé en faveur de la reconnaissance du droit de la Palestine à un État et de l'appui au mandat de l'UNRWA, qui consiste à fournir une protection et des services essentiels aux Palestiniens. Elle mène également son action de plaider au niveau bilatéral.

Le 16 août 2024, 127 Palestiniens, à savoir 41 personnes blessées et 86 membres de leur famille, sont arrivés en Malaisie pour y recevoir un traitement médical. Ces blessés ont été soignés en Égypte et reçoivent maintenant des soins médicaux à l'hôpital des forces armées malaisiennes. La Malaisie est le premier pays d'Asie à accueillir des Palestiniens blessés.

Le 30 octobre 2024, la Malaisie a condamné dans un communiqué de presse la loi de la Knesset israélienne interdisant à l'UNRWA de mener ses activités dans le Territoire palestinien occupé. Le 31 octobre 2024, elle s'est jointe au groupe restreint qui a présenté à l'Assemblée générale un projet de résolution visant à solliciter l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les obligations d'Israël à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes et organes, d'autres organisations internationales et des États tiers dans le Territoire palestinien occupé.

La Malaisie soutient fermement les procédures juridiques internationales visant à mettre fin à l'impunité d'Israël, notamment celles engagées devant la Cour internationale de Justice. Elle a participé aux procédures concernant deux avis consultatifs :

- a) Avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est (février 2024) ;
- b) Avis consultatif sur les conséquences juridiques de la construction d'un mur dans le Territoire palestinien occupé (2004).

La Malaisie fait partie du groupe des pays signataires de la lettre conjointe datée du 1^{er} novembre 2024, adressée au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale et à la Présidente du Conseil de sécurité sur l'arrêt des livraisons d'armes à Israël.

Attachée depuis longtemps à la cause palestinienne, la Malaisie est devenue membre des groupes et mécanismes suivants :

- a) Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés ;
- b) Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ;
- c) Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États ;
- d) Comité des six de l'Organisation de la coopération islamique sur la Palestine ;
- e) Comité ministériel du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine.

La Malaisie n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël. Par conséquent, les relations économiques avec les entités qui participent au maintien de la présence illicite d'Israël dans le territoire palestinien occupé ainsi que les déplacements des représentants de ces entités en Malaisie sont restreints.

En décembre 2023, la Malaisie a interdit aux navires d'une compagnie maritime basée en Israël, ZIM, et à tout navire battant pavillon israélien d'entrer dans les ports malaisiens. Par ailleurs, il est interdit à tout navire en route vers Israël de charger des

marchandises dans les ports malaisiens. Cette mesure a été renouvelée en juin 2024. Elle est conforme aux dispositions du paragraphe 4 d) de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale.

Recommandations

Le 28 septembre 2024, lors du débat général de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, la Malaisie a demandé le rétablissement du Comité spécial contre l'apartheid. Ayant été membre du Comité dans le cas de l'Afrique du Sud, la Malaisie estime que le Comité est le mécanisme approprié pour contraindre Israël à mettre fin à ses politiques et pratiques d'apartheid dans le Territoire palestinien occupé.

La Malaisie soutient toutes les mesures de conformité prises par les États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour remédier aux violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël, conformément à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 19 juillet 2024.

En application du paragraphe 11 de la résolution [ES-10/24](#), la Malaisie continuera à soutenir toutes les procédures juridiques internationales, y compris celles engagées devant la Cour internationale de Justice. Depuis décembre 2023, elle soutient l'Afrique du Sud dans l'affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (*Afrique du Sud c. Israël*).

Le 28 septembre 2024, lors du débat général de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale, la Malaisie a demandé au Conseil de sécurité d'invoquer son mandat au titre du Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies pour imposer immédiatement un embargo sur les armes contre Israël. Elle propose que le Secrétaire général, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Article 99 de la Charte, demande instamment au Conseil d'imposer des mesures contre Israël en vertu du Chapitre 7 de la Charte, notamment des sanctions économiques et un embargo sur les armes.

La Malaisie est favorable à l'idée de renforcer les mécanismes des Nations Unies chargés des droits humains, tels que la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël, en leur fournissant des ressources supplémentaires, afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leur mandat.

Le système des Nations Unies doit veiller à ce que les mécanismes et les mandats relatifs aux droits humains qui mettent l'accent sur l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et demande qu'il y soit mis fin immédiatement et qu'il soit protégé contre les actes d'intimidation et de harcèlement et les représailles.

La suspension du droit d'Israël de siéger dans les organes de l'Organisation des Nations Unies doit être envisagée si les violations du droit international et de la Charte des Nations Unies persistent et si aucun effort n'est fait pour mettre rapidement fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé.

L'Assemblée générale pourrait également envisager d'autres mesures, dans le cadre de ses prérogatives et de son autorité, telles que la limitation de la participation d'Israël aux travaux des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies.

L'établissement d'un registre international des dommages visant à rassembler les preuves et les informations sur les dommages, les pertes ou les blessures causés par l'agression israélienne au peuple palestinien, à des fins de recours et de réparation,

mérite d'être envisagé. Le précédent créé par la résolution [ES-11/5](#) de l'Assemblée générale pourrait servir de base à cette proposition.

Mexique

[Original : espagnol]

[8 novembre 2024]

Conformément au paragraphe 17 de la résolution [ES-10/24](#), adoptée le 18 septembre 2024 par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire d'urgence et dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution, notamment sur toute mesure prise par les États pour en appliquer les dispositions ou en violation de celles-ci, le Gouvernement mexicain fait part de ce qui suit :

1. En ce qui concerne le paragraphe 4, dans lequel il est demandé à tous les États de s'acquitter des obligations que leur fait le droit international, notamment celles énoncées aux alinéas a) à f) dudit paragraphe, le Gouvernement mexicain met en relief les mesures ci-après :

- Le Mexique a voté en faveur de la résolution [67/19](#) de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 2012, par laquelle la Palestine s'est vu accorder le statut d'État observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, et a ainsi procédé à une reconnaissance tacite de l'État de Palestine, tout comme lorsqu'il a accepté de transformer en ambassade le Bureau palestinien de représentation au Mexique à compter de juin 2023.
- À l'occasion du vote sur la résolution [67/19](#), le Mexique a fourni une explication dans laquelle il a mis en évidence, entre autres, les éléments suivants :
 - Le Mexique a réitéré son appui total et inconditionnel à la résolution [181 \(II\)](#) de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1947, par laquelle il a été décidé de créer deux États – un arabe et l'autre juif ;
 - Il a déclaré qu'Israël et la Palestine avaient le droit d'exister en tant qu'États indépendants et démocratiques, vivant côte à côte en paix à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues ;
 - Il a exprimé son soutien à la direction de l'Autorité nationale palestinienne en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien ;
 - Le Mexique a voté en faveur de la résolution [ES-10/23](#), par laquelle l'Assemblée générale a constaté que la Palestine remplissait les conditions requises pour devenir membre de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies, et a recommandé que le Conseil de sécurité réexamine favorablement la demande d'admission de la Palestine en tant que membre à part entière de l'Organisation.
- Par conséquent, la position sans équivoque du Mexique sur la question de Palestine est conforme à l'esprit du paragraphe 4 de la résolution [ES-10/24](#), en ce sens que le pays apporte son appui à la direction de l'Autorité nationale palestinienne en tant que représentant unique et légitime du peuple palestinien et qu'il continue de soutenir une solution politique et globale au conflit israélo-palestinien sur la base de l'existence de deux États, qui réponde aux préoccupations d'Israël en matière de sécurité et permette la consolidation d'un État palestinien politiquement et économiquement viable, les deux vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, conformément aux résolutions des organes de l'ONU.

- De même, la participation du Mexique à la première réunion de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, tenue à Riyad (Arabie saoudite) les 30 et 31 octobre 2024, s'inscrit dans le cadre de la promotion de l'exercice du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, conformément au paragraphe 4 de la résolution [ES-10/24](#).
 - En ce qui concerne les alinéas e) et f) relatifs aux obligations découlant des Conventions de Genève de 1949 et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il convient de remarquer que le Mexique est partie à ces traités et qu'il doit donc se conformer à leurs dispositions.
2. En ce qui concerne les mesures visées au paragraphe 5, le Ministère mexicain des affaires étrangères informera les autorités mexicaines compétentes qui sont membres du Comité de haut niveau spécialisé dans les questions internationales de désarmement, de terrorisme et de sécurité – Ministère de l'intérieur (Institut national des migrations), Ministère des finances et du crédit public (Service de renseignement financier) et Ministère de l'économie – de l'adoption de la résolution [ES-10/24](#) et, en particulier, des dispositions économiques et commerciales qui y figurent, afin que soit appliqués la restriction de la circulation et le gel des avoirs des personnes et des sociétés qui contribuent à la situation actuelle dans le Territoire palestinien occupé et que les autorités prennent les mesures nécessaires au respect de ces dispositions, dans le cadre de leurs compétences et conformément à la législation mexicaine applicable.
3. En ce qui concerne le paragraphe 10, il est à noter que le Mexique soutient les initiatives existantes de l'ONU, telles que le Bureau d'enregistrement de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé, qui pourrait constituer une première étape dans la collecte des preuves des dommages, pertes et préjudices résultant de l'occupation du Territoire palestinien occupé.

L'État mexicain a déjà engagé des actions en justice visant à déterminer la responsabilité pénale de l'État et des individus dans le contexte de la situation dans le Territoire palestinien occupé. L'objectif est de promouvoir la reddition de comptes afin de rendre justice aux victimes de cette situation. Il s'est agi notamment de porter la question de la situation en Palestine devant la Cour pénale internationale ainsi que de soumettre la déclaration d'intervention en l'affaire *Afrique du Sud c. Israël* dont est saisie la Cour internationale de Justice.

Nicaragua

[Original : anglais et espagnol]
[7 novembre 2024]

Le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale de la République du Nicaragua défend et promeut le multilatéralisme, en nouant des relations fondées sur le respect, l'égalité, la solidarité, la coopération mutuelle et l'autodétermination des peuples, ainsi qu'en appliquant et en observant le droit international et les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Il prône le respect inconditionnel de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et du droit des peuples à l'autodétermination.

Le Gouvernement du Nicaragua réaffirme son attachement sans faille à l'état de droit dans l'ordre international et à la recherche de la concorde voulue et de la coexistence pacifique entre les nations et il continue d'œuvrer à une culture de paix en fondant ses relations internationales sur l'amitié, la solidarité et la réciprocité entre

les peuples, en application du principe de règlement pacifique des différends internationaux par des moyens consacrés par le droit international.

Étant le premier pays d'Amérique centrale à avoir établi des relations diplomatiques avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1979 et l'un des premiers pays à avoir reconnu officiellement la Palestine en tant qu'État indépendant, le Nicaragua partage des liens historiques avec la Palestine et échange avec celle-ci des manifestations de fraternité et de solidarité.

Depuis lors, l'État de Palestine a une ambassade à Managua. Le Nicaragua a également une ambassade à Ramallah, en Palestine, par laquelle ils renforcent leurs liens mutuels de coopération et de solidarité.

En 2008, l'Assemblée générale a approuvé la nomination du Nicaragua en tant que membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et, en 2013, à l'occasion du premier élargissement de son Bureau, le Nicaragua a été élu à la vice-présidence du Comité.

Le Nicaragua joue un rôle actif et constructif, en particulier à des moments décisifs de l'histoire du peuple palestinien, dans la volonté inébranlable de celui-ci d'exercer ses droits inaliénables à l'autodétermination et sa souveraineté, ainsi que son droit à la concrétisation d'un État palestinien, libre et indépendant, sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le Gouvernement du Nicaragua a toujours maintenu une position ferme et solidaire en faveur de la Palestine.

Le Nicaragua, ainsi que la communauté internationale, considèrent que les actes d'Israël constituent des violations manifestes de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

En janvier 2024, le Gouvernement du Nicaragua, en sa qualité d'État partie à la Convention sur le génocide et conformément à son obligation de prévenir le génocide et de coopérer à cette fin avec les autres parties contractantes, a déposé auprès de la Cour internationale de Justice une requête à fin d'intervention dans la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël le 29 décembre 2023, en l'affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza.

Le Nicaragua s'est référé à l'article 62 du Statut de la Cour internationale de Justice pour déposer une requête à fin d'intervention en qualité de partie au fond de l'affaire et non en tant que participant à l'interprétation de la Convention, ce qui démontre l'engagement du Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale et du peuple nicaraguayen à l'égard du droit international et, en particulier, à l'égard des obligations des États de prévenir le génocide, de mettre fin à ce fléau et de contribuer à la lutte du peuple palestinien pour sa liberté et son droit de devenir membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

En février 2024, le Gouvernement du Nicaragua a informé les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Canada de sa décision de les tenir pour responsables, au regard du droit international, des violations flagrantes et systématiques de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, du droit international humanitaire et du droit international coutumier, y compris du droit de l'occupation dans les Territoires palestiniens occupés, en particulier la bande de Gaza.

Le Gouvernement du Nicaragua prend toutes les mesures juridiques nécessaires pour contribuer à mettre fin au génocide du peuple palestinien et à l'occupation illicite des Territoires palestiniens occupés par Israël.

En mars 2024, le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale du Nicaragua a déposé une requête d'instance auprès de la Cour internationale de Justice contre l'Allemagne à raison des violations des obligations découlant de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et des Conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels, ainsi que des principes intransgressibles du droit international humanitaire et d'autres normes impératives du droit international général relativement au Territoire palestinien occupé, en particulier la bande de Gaza.

Le Nicaragua a adopté cette décision conformément aux obligations que lui fait le droit international de garantir le respect des textes internationaux fondamentaux et du droit international coutumier.

Dans sa requête à la Haute Cour, le Nicaragua a formulé deux demandes principales : premièrement, que l'Allemagne suspende son soutien militaire à Israël et deuxièmement, qu'elle rétablisse son financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le Gouvernement du Nicaragua a pris acte de la décision de la Cour de rappeler à tous les États, y compris l'Allemagne, leurs obligations internationales concernant le transfert d'armes à Israël. Tout ce qui précède permet de réaffirmer qu'aucun État ne peut faire fi de ses obligations concernant le risque de génocide à Gaza et d'autres violations du droit international.

Le Nicaragua a toujours soutenu toutes les initiatives de l'ONU visant à obtenir justice, à faire rendre des comptes et à mettre fin à l'impunité des crimes de guerre et du génocide perpétrés contre le peuple palestinien.

Le Nicaragua a voté en faveur de toutes les résolutions sur la question de la Palestine à l'Assemblée générale, ainsi que de toutes les résolutions à ce sujet dans les Grandes Commissions, y compris la résolution [ES-10/24](#).

Par conséquent, le Gouvernement du Nicaragua, en solidarité permanente avec le peuple et le Gouvernement de Palestine, avec les peuples victimes du martyre, de la destruction et de la barbarie, et dans le strict respect du droit international et des conventions qui régissent les relations civilisées entre les États et les gouvernements du monde, a décidé le 11 octobre 2024 de rompre toutes ses relations diplomatiques avec le Gouvernement de l'État d'Israël.

Le Nicaragua ne reconnaît pas comme licite la situation résultant de la présence illégale d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et ne prête aucune aide ou assistance pour maintenir la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire.

Le Nicaragua estime qu'il peut contribuer à concrétiser des mesures, que ce soit au sein de la Cour internationale de Justice, de l'Assemblée générale et de tous ses organes multilatéraux.

Le Nicaragua considère que toutes les études et enquêtes menées par les différents mécanismes des Nations Unies servent à prouver qu'Israël pratique un système de ségrégation et d'apartheid imposé à l'ensemble du peuple palestinien, dans toute la géographie palestinienne et à l'encontre des réfugiés palestiniens.

Face à cette politique d'apartheid, il est nécessaire, comme l'ont souligné certains pays, de réactiver le Comité spécial contre l'apartheid, pour le charger d'examiner la situation d'apartheid en Palestine.

Comme vous le savez, il est demandé au niveau international que l'ONU applique à Israël les mêmes mesures que celles qui avaient été appliquées à l'Afrique du Sud, y compris l'exclusion d'Israël de l'Assemblée générale.

Le Gouvernement et le peuple du Nicaragua resteront résolus à honorer leurs obligations internationales, dans le respect et la défense du droit international et de la Charte des Nations Unies, des résolutions de l'Assemblée générale et dans l'exercice souverain de leurs droits à entretenir des relations internationales avec les gouvernements et les peuples du monde dans des conditions d'égalité et de solidarité.

Oman

[Original : arabe]
[8 novembre 2024]

Le Sultanat d'Oman réaffirme son attachement à la Charte des Nations Unies et au droit international humanitaire. Il continue de s'employer à soutenir la cause palestinienne sous ses divers aspects – juridique et humanitaire – afin que soit créé un État palestinien indépendant dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le Sultanat d'Oman est également pleinement déterminé à mettre en œuvre l'ensemble des mesures énoncées dans la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, notamment pour ce qui est de l'exercice, par le peuple palestinien, de son droit à l'autodétermination, de ne pas reconnaître l'occupation israélienne du Territoire occupé et de ne pas entretenir de relations avec l'entité sioniste.

Le Sultanat d'Oman se félicite que, dans sa résolution [ES-10/24](#), l'Assemblée générale a considéré qu'il fallait établir un mécanisme international aux fins de la réparation des dommages résultant des violations commises par Israël, qui doit porter l'entière responsabilité des dommages subis par le peuple palestinien du fait de ses politiques et pratiques illicites.

Le Sultanat d'Oman adhère fermement aux principes consacrés par le droit international et aux droits humains et œuvrera donc de concert avec la communauté internationale pour garantir justice et équité au peuple palestinien. Il soutiendra toute mesure supplémentaire qui contribuera au renforcement de ce mécanisme international et à sa mise en œuvre efficace.

Pakistan

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Le Pakistan se félicite de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Dans son avis, la Cour établit clairement que les politiques et pratiques illicites d'Israël dans le Territoire palestinien occupé sont contraires à l'obligation d'Israël de respecter le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et qu'Israël a l'obligation de mettre fin à son occupation illicite, de cesser ses activités de colonisation illégales et de réparer les dommages causés.

Il convient de rappeler que le Pakistan a présenté des observations écrites à la Cour internationale de Justice sur cette affaire en juillet 2023 et qu'il a ensuite transmis une duplique à la Cour. Le Pakistan a également participé à l'audience publique orale organisée par la Cour sur l'affaire en février 2024. Dans ses

observations présentées à la Cour, le Pakistan a réitéré son soutien ferme et inébranlable au droit à l'autodétermination des Palestiniens et a souligné le caractère illégal de l'occupation israélienne.

Afin de mettre en œuvre les dispositions de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, adoptée le 18 septembre 2024, le Gouvernement du Pakistan a pris les mesures suivantes :

a) Le Gouvernement pakistanais reste déterminé à faire respecter le droit international, en particulier tel qu'il émane de l'avis consultatif de la Cour et de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale. Dans ses déclarations devant les instances internationales compétentes, y compris l'Assemblée et le Conseil de sécurité, il a toujours défendu le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris dans les déclarations faites par le Président et le Premier Ministre. Le Pakistan a également exprimé son soutien à la Palestine dans ses déclarations dans d'autres tribunes, notamment au sein de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des non-alignés ;

b) Le Pakistan a pris activement part aux débats de l'Assemblée générale sur la situation actuelle, en apportant son plein soutien à la délégation palestinienne ;

c) Le Pakistan a en outre affirmé qu'il ne reconnaissait aucune modification du statut physique, démographique, institutionnel ou juridique du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, imposée par Israël. Conformément à cette position, le Pakistan a veillé à ce que ses politiques et pratiques nationales, ainsi que les activités des entités placées sous sa juridiction, ne contribuent pas à maintenir la situation créée par la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ;

d) Le Pakistan s'est également joint à une initiative menée par la Turquie, à l'instar de 53 autres signataires, en signant une lettre commune adressée au Conseil de sécurité pour l'exhorter à prendre des mesures immédiates pour arrêter le flux d'armes et de munitions à destination d'Israël. La lettre exprime de profondes inquiétudes quant à la violence sans précédent et à l'escalade des violences et des violations du droit international, y compris du droit international humanitaire, dans la bande de Gaza et demande que des mesures immédiates soient prises pour mettre fin à la fourniture ou au transfert d'armes, de munitions et de matériel connexe à Israël, comme le prescrit la résolution [ES-10/24](#) ;

e) En raison de l'absence de relations diplomatiques officielles avec Israël, le Pakistan a veillé à ce que ses nationaux et les sociétés et entités relevant de sa juridiction s'abstiennent de tout acte pouvant impliquer la reconnaissance de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ou constituer une aide ou une assistance au maintien de sa présence. Le Pakistan a pris des mesures pour prévenir le soutien indirect, en veillant à ce que les entreprises et les particuliers soient informés des responsabilités mises à leur charge par le droit international ;

f) Le Pakistan soutient activement les appels à l'obligation de rendre des comptes pour toutes les violations commises par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Il défend la mise en place d'un mécanisme international visant à obtenir des réparations pour les dommages, pertes et préjudices résultant des actes illicites d'Israël. Le Pakistan a également approuvé la création d'un registre international des dommages, en coordination avec l'ONU et les organismes compétents, afin de documenter les dommages causés au peuple palestinien par les faits commis par Israël, comme le prévoit la résolution [ES-10/24](#) ;

g) Le 26 septembre 2024, le Pakistan a participé à la réunion ministérielle sur la situation à Gaza et la mise en œuvre de la solution des deux États comme moyen de parvenir à une paix juste et globale, organisée par le groupe de contact ministériel

arabo-islamique, en coordination avec l'Union européenne et la Norvège. Le Pakistan a demandé le retrait immédiat, complet et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens occupés dans un délai de 12 mois, comme le prévoit la résolution [ES-10/24](#), et la fin des politiques illicites d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. Cette réunion a abouti au lancement de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États afin de mobiliser davantage le soutien international en faveur de la paix ;

h) Le Pakistan a joué un rôle actif dans la réunion de coordination de l'Organisation de la coopération islamique au niveau des ministres des affaires étrangères et du Comité des six sur la Palestine, qui s'est tenue les 25 et 26 septembre 2024 pendant la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale. Le Pakistan a réaffirmé son soutien indéfectible aux droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur les territoires occupés ;

i) Le Pakistan continue de plaider en faveur d'un large consensus international pour résoudre les problèmes humanitaires, politiques et juridiques que rencontre le peuple palestinien. Il souligne l'importance de tenir Israël pour responsable de ses actes et de garantir le respect du droit international, notamment en encourageant d'autres États à adopter des mesures analogues de nature à renforcer le respect des résolutions des organes de l'ONU et des avis de la Cour internationale de Justice ;

j) Le Pakistan a également signé la déclaration d'engagements communs sur l'UNRWA sur une initiative du Koweït, de la Jordanie et de la Norvège, entre autres. Il reconnaît le rôle important et indispensable de l'Office et lui fait part de son soutien compte tenu des difficultés et des entraves qu'il rencontre ;

k) Le 7 octobre 2024, une conférence réunissant tous les partis s'est tenue à Islamabad en présence du Président, du Premier Ministre et des dirigeants des principaux partis politiques pakistanais. Les participants à la conférence ont appelé l'Organisation de la coopération islamique à convoquer un sommet d'urgence pour examiner la situation en Palestine. Le Premier Ministre a annoncé la formation d'un groupe de travail spécial chargé de collaborer avec d'autres pays islamiques pour s'élever collectivement contre la campagne militaire israélienne en cours à Gaza. Auparavant, l'Assemblée nationale et le Sénat avaient également adopté plusieurs résolutions condamnant les violations persistantes du droit international par Israël et défendant le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Les informations données ci-dessus témoignent de l'engagement du Pakistan à faire respecter le droit international et les droits du peuple palestinien, tout en démontrant son rôle actif dans les efforts multilatéraux visant à remédier à la situation dans les Territoires palestiniens occupés, conformément à la résolution [ES-10/24](#).

Le Pakistan exige la mise en œuvre immédiate et intégrale de l'avis consultatif de la Cour. Nous comptons que l'arrêt de la Cour constituera un jalon décisif vers la fin de l'occupation israélienne, la réalisation du droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et la création d'un État de Palestine viable, sûr, d'un seul tenant et souverain, établi sur la base des frontières d'avant 1967, avec Al-Qods al-Charif comme capitale.

Pays-Bas (Royaume des)

[Original : anglais]

[8 novembre 2024]

Le 19 juillet 2024, la Cour internationale de Justice a émis à l'intention de l'Assemblée générale un avis consultatif concernant les actes commis par Israël dans

le Territoire palestinien occupé. La Chambre des représentants a demandé au Gouvernement d'expliquer dans une lettre comment il interprète cet avis et quelles sont les conséquences de cet avis sur sa politique à l'égard d'Israël et des territoires palestiniens, notamment la politique de dissuasion.

Bien qu'ils ne soient pas juridiquement contraignants, les avis consultatifs de la Cour internationale de Justice font autorité, car ils représentent les vues de l'organe judiciaire suprême des Nations Unies sur le droit international pertinent. Dans son avis consultatif du 19 juillet, la Cour a appliqué le droit pertinent aux faits qui ont été portés à son attention en partie grâce aux travaux de divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des rapporteurs spéciaux.

La Cour indique que les actes commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé sont contraires à plusieurs règles du droit international :

- a) L'interdiction de l'usage de la force par les États, pour ce qui est de l'annexion du Territoire palestinien occupé par Israël ;
- b) Le droit humanitaire, notamment le droit de l'occupation ;
- c) Les droits humains, notamment l'interdiction de la discrimination et le droit à l'autodétermination.

Selon la Cour, la violation de l'interdiction d'annexion et l'impossibilité pour le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination amènent à conclure que la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, et donc l'occupation continue de ce territoire, sont illicites.

La Cour attache un certain nombre de conséquences juridiques aux violations perpétrées par Israël :

- a) Israël doit mettre fin à sa présence dans le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais, arrêter l'extension des colonies de peuplement et évacuer tous les colons du Territoire palestinien occupé. Il doit en outre réparer le préjudice subi par toutes les personnes physiques ou morales à cause de ses actes illégaux ;
- b) En vertu du droit international, les autres États (dont les Pays-Bas) ont l'obligation de ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de l'occupation illicite par Israël des territoires palestiniens et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de cette situation illicite. En vertu de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève), tous les États ont l'obligation de veiller à ce qu'Israël respecte le droit international humanitaire consacré dans cet instrument ;
- c) En vertu du droit international, les organisations internationales ont l'obligation de ne pas reconnaître la situation découlant de l'occupation illicite des territoires palestiniens par Israël. Cette obligation s'applique également au Conseil de sécurité. En outre, la Cour estime que l'Assemblée générale et le Conseil doivent examiner quelles mesures supplémentaires sont requises pour mettre fin dans les plus brefs délais à la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

La Cour présente une analyse approfondie des actes commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé et les violations du droit international qui en résultent. La Cour conclut que l'occupation des territoires palestiniens par Israël est illicite parce qu'elle constitue une violation de l'interdiction d'annexion et porte atteinte au droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

L'avis consultatif confirme également que, malgré le retrait de ses forces armées de Gaza en 2005, Israël a toujours des obligations en vertu du droit de l'occupation en ce qui concerne Gaza.

Dans son rapport consultatif, la Cour conclut également que les actes commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé constituent une violation de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Cet article dispose que les États parties condamnent spécialement la ségrégation raciale et l'apartheid et s'engagent à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature. Dans une lettre précédente adressée à la Chambre des représentants sur ce sujet¹, le Gouvernement a estimé que l'apartheid était un terme juridique bien précis et qu'il appartenait à un tribunal de déterminer si ce terme s'appliquait dans un cas donné. Dans son avis consultatif, la Cour indique clairement qu'Israël agit en violation de l'article 3 de la Convention, mais elle n'apporte pas de réponse claire à la question de savoir s'il y a seulement ségrégation raciale ou également apartheid dans le Territoire palestinien occupé.

La Cour examine également les Accords d'Oslo (Accord d'Oslo I et Accord d'Oslo II). Elle reconnaît qu'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sont convenus dans les Accords d'Oslo de leurs pouvoirs et responsabilités concernant les zones occupées par Israël. En vertu des Accords d'Oslo, Israël a autorité sur une grande partie du territoire occupé jusqu'à ce qu'Israël et l'OLP concluent d'autres accords et jusqu'à ce qu'une solution fondée sur la coexistence des deux États soit finalement trouvée. Tout cela doit se faire dans le respect des normes et principes internationalement reconnus en matière de droits humains et de primauté du droit. Les résolutions des organes de l'ONU (résolution 77/126 de l'Assemblée générale et résolutions 1515 (2003), 2735 (2024) et 2334 (2016) du Conseil de sécurité) respectent les Accords d'Oslo et la solution des deux États qu'ils proposent. La Cour rappelle que les droits légitimes du peuple palestinien reconnus dans les Accords d'Oslo couvrent le droit à l'autodétermination. Elle note également que les Accords d'Oslo [Accord d'Oslo II, alinéa 7 de l'art. XXXI] interdisent aux parties d'entreprendre ou de prendre des mesures à même de modifier le statut de la Cisjordanie et de la bande de Gaza avant que les négociations sur le statut permanent n'aboutissent. Elle observe que, aux fins de l'interprétation des Accords d'Oslo, il est nécessaire de tenir compte de l'article 47 de la quatrième Convention de Genève, qui dispose que les personnes protégées ne peuvent pas être privées du bénéfice de la Convention par un accord passé entre les autorités du territoire occupé et la puissance occupante. Pour résumer, elle conclut que les Accords d'Oslo ne libèrent pas Israël des obligations que lui impose le droit de l'occupation. Elle a recensé, comme exemples de violations du droit de l'occupation, le déplacement forcé de personnes, le transfert d'Israéliens dans le territoire occupé et la destruction de biens.

Avant même que la Cour ne rende cet avis consultatif, les Pays-Bas et d'autres États ont déjà considéré que l'implantation de colonies de peuplement et la construction d'un mur dans le Territoire palestinien occupé étaient illicites. La souveraineté israélienne sur le Territoire palestinien occupé n'a jamais été reconnue. Les Pays-Bas ont exprimé cette position de manière systématique et catégorique.

Dans cet esprit, le pays a élaboré un cadre politique comprenant les mesures décrites ci-dessous² :

a) Depuis 2006, le Gouvernement néerlandais mène une politique de dissuasion à l'égard des activités menées par des entreprises néerlandaises à l'intérieur ou au profit des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés. Conformément à cette politique, le Gouvernement ne fournit aucun service

¹ Voir, notamment, Royaume des Pays-Bas, Chambre des représentants, document de la Chambre 2022/23, 30 950, n° 320, (disponible à l'adresse suivante : <https://zoek.officielebekendmakingen.nl/behandeldossier/kst-23432-489.html>).

² Voir également Royaume des Pays-Bas, Chambre des représentants, document de la Chambre 2018/19, 23 432, n° 471.

aux entreprises néerlandaises en ce qui concerne les activités qui contribuent directement à la construction et au maintien des colonies de peuplement ou qui facilitent directement l'implantation de colonies de peuplement. Si les entreprises néerlandaises se renseignent auprès du Gouvernement sur les possibilités d'exercer des activités dans les territoires occupés, elles sont informées des risques éventuels, y compris ceux liés aux droits humains. La politique de dissuasion du Gouvernement va au-delà de la responsabilité sociale des entreprises en matière de respect des droits humains. Le Gouvernement attend des entreprises qu'elles exercent leurs activités conformément aux *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises*, publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les entreprises sont libres de décider des activités qu'elles souhaitent entreprendre ;

b) Israël n'ayant jamais acquis la souveraineté sur le territoire qu'il occupe depuis juin 1967, les Pays-Bas adoptent une position stricte en ce qui concerne la validité des traités bilatéraux conclus avec Israël : les traités conclus par Israël en son nom propre ne peuvent pas être appliqués au territoire occupé ; ces traités ne s'appliquent que sur le territoire d'Israël, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues. C'est le cas par exemple de la Convention sur la sécurité sociale entre les Pays-Bas et Israël, qui ne s'applique pas au territoire occupé par Israël. En vertu de la loi sur l'exportation des prestations (restrictions) (*Wet beperking export uitkeringen*), qui repose sur le principe selon lequel les Pays-Bas ne peuvent exporter des prestations de sécurité sociale que vers des pays avec lesquels ils ont conclu un traité, il existe des restrictions à l'exportation des prestations de sécurité sociale néerlandaises aux demandeurs résidant dans les colonies de peuplement israéliennes ;

c) Au niveau de l'Union européenne, d'autres mesures ont été prises pour expliciter la différence entre les zones. Ainsi, en 2013, la Commission européenne a adopté les Lignes directrices relatives à l'éligibilité des entités israéliennes établies dans les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 et des activités qu'elles y déploient aux subventions, prix et instruments financiers financés par l'Union européenne à partir de 2014 (2013/C 205/05), selon lesquelles seules les entités israéliennes établies à l'intérieur des frontières d'avant 1967 peuvent bénéficier des subventions, prix et instruments financiers. Lorsque la législation de l'Union européenne relative à l'indication de l'origine est appliquée, une distinction est faite entre les produits fabriqués en Israël et les produits fabriqués dans les colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé. En 2015, la Commission européenne a publié une communication interprétative sur l'applicabilité de la législation de l'Union européenne relative à l'indication de l'origine, qui s'applique de manière générale, indépendamment du pays ou de la zone d'où provient un produit donné, aux marchandises provenant des territoires occupés par Israël depuis juin 1967. Dans son arrêt du 12 novembre 2019, la Cour de justice de l'Union européenne a confirmé dans une décision préjudicielle que le fait que des denrées alimentaires proviennent d'une colonie de peuplement israélienne peut influencer les décisions d'achat des consommateurs. Le fait de ne pas l'indiquer pourrait donc induire le consommateur en erreur. Cet arrêt juridiquement contraignant s'accorde avec la politique néerlandaise de ces dernières années³. L'autorité néerlandaise de sécurité des aliments et des produits de consommation est chargée d'appliquer la législation de l'Union européenne afin de garantir que les indications d'origine sont exactes et ne prêtent pas à confusion. Les produits provenant des territoires occupés par Israël depuis juin 1967 ne peuvent pas faire l'objet de préférences tarifaires. Seuls les produits provenant d'Israël proprement dit peuvent bénéficier d'un traitement

³ Voir également Royaume des Pays-Bas, Chambre des représentants, document de la Chambre 2019/20, 23 432, n° 475.

préférentiel dans le cadre de l'accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et Israël, d'autre part.

Par ailleurs, les Pays-Bas sont très préoccupés par la situation de plus en plus instable en Cisjordanie occupée, qui est due à un certain nombre de facteurs, notamment la violence des colons. Afin d'éviter une escalade, les Pays-Bas font activement pression sur l'Union européenne pour qu'elle impose des sanctions en matière de droits humains à l'égard des personnes et entités qui se livrent à ces actes de violence. Par ces sanctions (restriction des voyages et des échanges et gel des comptes bancaires dans l'Union européenne), les pays de l'Union européenne font clairement savoir qu'ils sont vivement préoccupés par le problème et que cette violence a des conséquences. Deux trains de mesures ont été adoptés.

L'avis consultatif de la Cour justifie le maintien de ces mesures. Au cours de la période à venir, le Gouvernement procèdera à une analyse approfondie pour déterminer s'il y a lieu de modifier le cadre politique actuel sur la base de l'avis consultatif. Cette analyse doit être effectuée avec soin, ce qui prendra un certain temps. Dans la période à venir, les conséquences que pourrait avoir l'avis consultatif feront l'objet de débats au niveau international. Le Gouvernement estime qu'il est important de connaître les points de vue d'autres pays et soulèvera cette question, ainsi que d'autres, lors des débats qui se tiendront pendant la semaine de haut niveau de la prochaine session de l'Assemblée générale. Il informera ultérieurement la Chambre des représentants de tout changement apporté au cadre politique actuel.

Portugal

[Original : anglais]

[8 novembre 2024]

Le Portugal a voté en faveur de la résolution [77/247](#) du 30 décembre 2022, dans laquelle l'Assemblée générale a demandé à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

En outre, le Portugal a voté en faveur et s'est félicité de l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution réaffirmant les aspects essentiels de l'avis consultatif de la Cour et appelant à ce que soient prises des mesures concrètes de mise en œuvre. Ce vote, et l'ordonnance même de la Cour, ont représenté un rejet massif de la normalisation du statu quo en ce qui concerne les politiques et les pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

Dans toutes les instances internationales, le Portugal souligne constamment les obligations qu'Israël tient de la Charte des Nations Unies, à savoir la nécessité de respecter toutes les résolutions pertinentes des organes de l'ONU, en réaffirmant que la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illicite au regard du droit international et doit cesser.

Nous réaffirmons notre engagement de longue date et sans faille en faveur du droit international, du droit international humanitaire et de la lutte contre l'impunité. Dans ce contexte, nous rappelons avec constance à Israël son obligation de faciliter l'accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire vitale.

Le Portugal souligne qu'il faut faire en sorte que les auteurs de violations du droit international et du droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé répondent de leurs actes moyennant des enquêtes adaptées à chaque cas, indépendantes et impartiales, menées aux niveaux appropriés.

Le Portugal condamne sans réserve la législation ciblant l'UNRWA qu'a approuvée le Parlement israélien. Nous avons encore renforcé l'engagement que nous

avons pris de continuer de soutenir l'Office, en réaffirmant que la solidité de l'UNRWA est un pilier de l'équation de la paix et de la construction de la solution des deux États.

Nous avons fait partie de ceux qui ont demandé à Israël de veiller à ce que l'UNRWA poursuive son travail crucial conformément à son mandat, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée générale en 1949 et renouvelé depuis. Nous avons continué de souligner que tous les organismes des Nations Unies incarnent, promeuvent et respectent le droit international en défendant et en mettant en œuvre à la fois la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies, à laquelle tous les États Membres doivent se conformer.

Qatar

[Original : arabe]
[8 novembre 2024]

Mesures prises ou envisagées par l'État du Qatar pour appliquer les dispositions des paragraphes 4, 5 et 10 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale

I. Mesures prises ou envisagées par l'État du Qatar conformément au paragraphe 4 de la résolution

- Par le décret n° 27 de 2012 du Conseil des ministres, l'État du Qatar a créé la Commission nationale du droit international humanitaire, à qui ont été confiées plusieurs missions. La Commission est avant tout chargée de donner une assise solide au droit international humanitaire et d'œuvrer à la réalisation des objectifs visés par les instruments internationaux y relatifs.
- L'État du Qatar est partie à 19 conventions de droit international humanitaire, dont les principales conventions et protocoles qui constituent le cadre principal du droit international humanitaire, à savoir :

les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et les deux Protocoles additionnels à ces Conventions adoptés le 8 juin 1977 – le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II). En tant que partie, l'État du Qatar n'a cessé d'œuvrer à l'application de ces Conventions et Protocoles additionnels dans le Territoire palestinien occupé par l'intermédiaire des mécanismes de mis en œuvre concernés, notamment le Croissant-Rouge qatarien, le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Dans ce cadre, l'État du Qatar continuera de stimuler les efforts visant à appliquer les règles du droit humanitaire international, en mettant l'accent sur la protection du peuple palestinien, un peuple subissant l'occupation et l'agression.

- L'État du Qatar a accepté la compétence de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits mise en place en application du Protocole I adopté le 8 juin 1977.
- En 1976, l'État du Qatar a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965. Il a aligné sa législation interne sur les obligations mises à sa charge par la Convention. Il a continué de présenter des rapports périodiques et de participer, par

l'intermédiaire de délégations de haut niveau, aux travaux que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale mènent aux sessions tenues à Genève.

- La position inébranlable de l'État du Qatar est la suivante : le Qatar refuse catégoriquement de reconnaître la situation découlant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et interdit rigoureusement tout acte, initiative ou effort qui reviendrait à prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. Il n'a cessé de faire état de cette politique cohérente et connue au plus haut niveau dans des enceintes régionales et internationales, notamment lorsque Son Altesse l'Émir de l'État du Qatar prononce chaque année une allocution dans le cadre du débat général de l'Assemblée générale des Nations unies et à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Dans ce contexte, le 25 juillet 2023, l'État du Qatar a soumis un exposé écrit à la Cour internationale de Justice au sujet de l'avis consultatif concernant l'occupation israélienne continue de la Palestine.
- L'État du Qatar continue d'inviter les gouvernements à accepter officiellement l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice et à bien appréhender les conséquences juridiques de l'avis sur la présence et les politiques et pratiques d'Israël dans les Territoires occupés, en publiant des déclarations ou des rapports officiels dans lesquels ils feront savoir qu'ils acceptent l'avis consultatif et l'obligation d'agir en conséquence.
- L'État du Qatar a poursuivi les efforts de médiation visant à parvenir à la désescalade dans le Territoire palestinien occupé et à un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, afin que les prisonniers et autres personnes détenues soient libérés, qu'une aide humanitaire plus considérable puisse être acheminée en continu et que les civils soient protégés, de façon à apaiser les souffrances des frères palestiniens et à ouvrir la voie à un règlement politique globale et juste du conflit. Ces efforts sont conformes à la position inébranlable de l'État du Qatar en faveur de la juste cause palestinienne et du droit légitime du peuple palestinien frère d'établir son État indépendant le long des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.
- L'État du Qatar continue d'encourager le lancement de pourparlers de paix sérieux couvrant tous les aspects de la question afin d'aboutir à une solution des deux États qui garantisse la réalisation du droit à l'autodétermination, du droit de retour et un État palestinien indépendant et pleinement souverain, conformément aux résolutions de la légitimité internationale. Il s'est joint au comité ministériel arabo-islamique issu du Sommet arabo-islamique extraordinaire conjoint concernant Gaza et participe à l'initiative relative à la solution des deux États lancée en septembre 2024 par le comité ministériel, l'Union européenne et la Norvège lors d'une réunion tenue au cours de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- L'État du Qatar est un des coauteurs de la résolution [ES-10/23](#) de l'Assemblée générale concernant l'admission de la Palestine comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.
- L'État du Qatar s'emploie à accroître le financement et l'appui apportés aux organisations qui œuvrent à la protection des droits des Palestiniens, font en sorte que l'aide soit conforme aux principes directeurs établis par la Cour internationale de Justice et favorisent des initiatives visant à recueillir des preuves des violations des droits humains et à amener les responsables à en rendre compte.

- L'État du Qatar est un des principaux pays fournisseurs d'aide humanitaire et d'aide au développement visant à aider le peuple palestinien frère à alléger ses souffrances liées à la situation humanitaire découlant de l'agression et de l'occupation israéliennes. Il continue notamment de soutenir l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). En septembre 2024, l'État du Qatar a annoncé qu'il s'engageait à verser une contribution de 100 millions de dollars pour faire face à la crise humanitaire dans la bande de Gaza, notamment en apportant un soutien à l'UNRWA. L'aide humanitaire et l'aide au développement contribuent en effet à ce que le peuple palestinien puisse demeurer sur son territoire jusqu'à ce qu'il crée un État indépendant et exerce son droit à l'autodétermination.
- Avec les partenaires internationaux, l'État du Qatar s'efforce d'encourager les États à adopter des mesures incitatives ou des mesures économiques qui contribuent à promouvoir le respect des normes internationales relatives aux Territoires palestiniens, notamment les restrictions commerciales touchant les produits provenant des colonies de peuplement, illicites au regard du droit international. Il s'emploie également à promouvoir les initiatives de coopération économique faisant directement participer les communautés palestiniennes ainsi que les initiatives et efforts de développement durable.

II. Mesures prises ou envisagées par l'État du Qatar conformément au paragraphe 5 de la résolution

L'État du Qatar a mis en place un comité spécial chargé d'assurer le suivi des sanctions internationales et de veiller à ce qu'elles soient appliquées. Ce comité a notamment pour mission de recenser et de faire appliquer les sanctions dont font l'objet les personnes, les États et les entités visées par des sanctions internationales. Il incarne la détermination sans faille de l'État du Qatar à promouvoir la paix et la sécurité internationales en s'assurant que les sanctions internationales soient pleinement mises en œuvre. Il prend des mesures pour surveiller toute activité susceptible de contrevenir à ces sanctions. Dans le cadre de ces efforts, l'État du Qatar fait en sorte de ne prendre part à aucune activité ou transaction économique ou commerciale liée à l'occupation israélienne dans les Territoires palestiniens occupés, conformément à sa position ferme en faveur des droits du peuple palestinien.

III. Mesures prises ou envisagées par l'État du Qatar conformément au paragraphe 10 de la résolution

L'État du Qatar attache la plus grande importance à l'établissement d'un mécanisme international aux fins de la réparation de l'ensemble des dommages, des pertes ou du préjudice résultant des faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Il s'efforcera donc d'y contribuer, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes compétents et les partenaires internationaux, notamment en encourageant les États Membres à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour prendre les mesures et les initiatives nécessaires à l'établissement du mécanisme en question, et ce, afin de réparer les dommages résultant des faits découlant de l'occupation israélienne et d'œuvrer à la recherche de solutions pour les réparer.

République arabe syrienne

[Original : arabe]
[8 novembre 2024]

La République arabe syrienne souligne qu'il importe de prendre les mesures ci-après afin d'appliquer la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies :

- Mettre fin immédiatement au crime de génocide commis par Israël contre le peuple palestinien, mettre fin à la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza et aux attaques menées par les forces d'occupation et les milices de colons, notamment en Cisjordanie, et prendre sans tarder toutes les mesures énergiques qui permettront de mettre un terme aux violations incessantes et systématiques du droit international, de la Charte des Nations Unies et des principes qui y sont consacrés commises par Israël, ainsi qu'à ses politiques hostiles à l'endroit de l'Organisation des Nations Unies et de ses représentants, en tête desquels le Secrétaire général et les entités des Nations Unies, dont l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).
- S'employer à imposer un embargo complet sur les transferts d'armes et de munitions à l'entité d'occupation israélienne, cesser toute autre transaction commerciale susceptible de nuire au peuple palestinien, et imposer et appliquer des sanctions, y compris une interdiction de voyager et le gel des avoirs des personnes physiques et morales impliquées dans des crimes contre les Palestiniens et dans la prolongation de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens, notamment en ce qui concerne les attaques et les actes de violence commis par les gangs de colons.
- Faire en sorte que les responsabilités soient établies pour les atrocités, les crimes et les violations des droits humains qu'Israël, Puissance occupante, commet contre le peuple palestinien depuis plus de sept décennies d'occupation des Territoires palestiniens, faire en sorte que ces actes ne restent pas impunis, et obliger les autorités d'occupation à indemniser le peuple palestinien pour les dommages subis.
- Dans l'avis consultatif qu'elle a rendu, la Cour internationale de Justice, confirme qu'Israël, Puissance occupante, viole l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale relatif à l'interdiction de la ségrégation raciale et de l'apartheid. L'Organisation des Nations Unies doit donc agir immédiatement face à ces violations graves, notamment en restructurant le Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complétant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, afin que ces violations cessent et que les droits humains du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination et son droit d'être à l'abri de la discrimination et de l'apartheid, soient respectés.
- La Syrie insiste sur l'importance du rôle central de l'UNRWA et demande instamment que l'Office soit soutenu et qu'il ne soit pas porté atteinte à son mandat. Elle souligne également que les mesures israéliennes invalides visant l'UNRWA ne doivent pas rester sans conséquences, qu'il faut donner à l'UNRWA les moyens de continuer d'aider les Palestiniens dans leur patrie et dans les pays d'accueil, notamment en Syrie, et prévient que le fait de bloquer une telle aide aura des effets catastrophiques.
- La République arabe syrienne souligne qu'il faut mettre fin à l'agression israélienne barbare contre le Liban et aux attaques israéliennes répétées dont

elle est la cible, demander à l'entité d'occupation israélienne d'en rendre compte, faire répondre l'entité d'occupation israélienne de ces attaques et faire en sorte que celles-ci ne se produisent plus.

- La Syrie demande instamment que des mesures sérieuses soient prises pour mettre fin aux politiques israéliennes de colonisation et d'appropriation et de saisie de terres, restituer les biens à leurs propriétaires, empêcher le déplacement forcé des habitants et rejeter les mesures israéliennes visant à modifier le caractère démographique et administratif des territoires arabes occupés, y compris le Golan syrien.
- La Syrie demande de nouveau avec insistance que soient appliquées les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au conflit arabo-israélien, à commencer par les résolutions [242 \(1967\)](#), [338 \(1973\)](#) et [497 \(1981\)](#), pour garantir la fin de l'occupation israélienne des territoires arabes en Palestine, dans le Golan syrien et au Liban, la création de l'État palestinien et l'exercice par le peuple palestinien de son droit légitime, établi et inaliénable à l'autodétermination sur sa terre. Elle plaide pour que l'État de Palestine soit admis sans délai comme Membre à part entière de l'ONU.

Sénégal

[Original : français]
[8 novembre 2024]

En application des paragraphes 4, 5 et 16 de cette Résolution [ES-10/24](#) du 18 septembre 2024, le Sénégal a poursuivi son action, aussi bien dans le cadre des Nations Unies qu'au sein de l'Organisation de Coopération islamique (OCI) et de l'Union africaine (UA), en faveur de la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et de la cessation immédiate des entraves à l'exercice de ce droit résultant de la présence militaire d'Israël dans le territoire palestinien occupé.

I. Dans le cadre des Nations Unies

Dans ses interventions à titre national et en qualité de Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (CEDIPP), le Sénégal a poursuivi son plaidoyer pour un cessez-le-feu immédiat et définitif à Gaza, un accès sûr, sans entrave et non-discriminatoire de l'aide humanitaire aux populations gazaouites, une cessation immédiate et définitive de l'occupation de la Palestine par Israël, ainsi qu'une reconnaissance de l'État de Palestine comme membre de plein droit des Nations Unies conformément à la solution à deux États.

C'est ainsi que la délégation sénégalaise a reconduit son vote habituel en faveur de toutes les résolutions adoptées sur l'illégalité de l'occupation israélienne et le droit à l'autodétermination de la Palestine, notamment en plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) et au niveau des Deuxième, Troisième et Quatrième Commissions de l'AGNU.

De même, le Sénégal a aussi soutenu, dans le cadre de la 55^{ème} Session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, tenue du 26 février au 05 avril 2024, la résolution [55/30](#) intitulée « Droit du peuple palestinien à l'autodétermination » exhortant les États à adopter les mesures nécessaires pour promouvoir la réalisation de l'autodétermination du peuple palestinien et celle [55/32](#) intitulée « Les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem Est, et le Golan syrien occupé » réaffirmant l'illégalité des colonies de peuplement israéliennes.

En outre, le Sénégal a pris activement part aux efforts internationaux contre l'intervention militaire israélienne dans le territoire palestinien. Ainsi, notre pays participe aux travaux du « Core group » initié par Türkiye qui a saisi le Secrétaire général de l'ONU ainsi que les Présidents du Conseil de Sécurité et de l'AGNU pour demander l'arrêt de la fourniture à Israël, d'armes, de munitions et d'équipements pouvant être utilisés à Gaza ou dans les territoires occupés au Moyen-Orient.

Dans le cadre des efforts contre l'occupation israélienne, il convient de rappeler la contribution du Sénégal, en sa qualité de président du CEDIPP, à la reconnaissance et à la défense des droits du peuple palestinien. C'est d'ailleurs dans ce cadre que le Sénégal, qui avait abrité la retraite annuelle du Comité, du 04 au 07 décembre 2023, continue d'imprimer son leadership sur le fonctionnement du CEDIPP.

C'est ainsi que sous sa férule, le CEDIPP a organisé une Conférence internationale, les 03 et 04 avril 2024, à Genève, dans l'optique de mobiliser la société civile mondiale pour la promotion d'un cessez-le-feu durable à Gaza et la responsabilisation au sujet des crimes de guerre commis par Israël dans le territoire palestinien occupé.

Il en est, de même, du Symposium sur la question de Jérusalem sur le thème « Jérusalem et la guerre de Gaza : l'identité et l'existence palestiniennes menacées d'effacement », tenu le 1^{er} juillet 2024, à Djeddah ; rencontre qui a permis de mettre en lumière les politiques israéliennes de déplacement forcé et de dépossession des Palestiniens de Jérusalem.

À cela, s'ajoute la série de visites du Comité dans les pays de la CARICOM, de l'ASEAN et de l'OCI, notamment en Guyane, en Indonésie et en Arabie saoudite pour défendre les droits des Palestiniens.

Par ailleurs, le Sénégal a adhéré à toutes les initiatives visant le renforcement du soutien politique et financier à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Dans ce sillage, notre pays est co-auteur du droit de réponse du Mouvement des Non-Alignés à la déclaration du représentant d'Israël accusant l'UNRWA d'avoir participé à l'attaque du Hamas du 07 octobre 2023. Dans la même dynamique, le Sénégal a pris part à la Conférence de presse organisée par le Groupe d'États signataires « des engagements communs en faveur de l'UNRWA », tenue le 17 octobre 2024.

En ce qui concerne les actions que le Sénégal compte mener en vue de l'application de la résolution [ES-10/24](#), notre pays envisage, outre la poursuite de son soutien à la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, de se focaliser sur les deux (02) aspects suivants.

Premièrement, il plaidera en faveur de la reconstruction des infrastructures publiques essentielles détruites par les attaques israéliennes ciblées à Gaza et continuera, ainsi, à militer pour le renforcement du soutien politique au mandat de l'UNRWA et de ses moyens financiers.

Deuxièmement, le Sénégal s'associera aux initiatives internationales et régionales pertinentes auprès des institutions internationales destinées à engager la responsabilité des autorités israéliennes dans les crimes perpétrés contre le peuple palestinien.

II. Dans le cadre de l'OCI

Outre sa participation à toutes les rencontres et décisions de l'Organisation sur la question palestinienne, le Sénégal a fortement soutenu les initiatives de l'OCI œuvrant pour la cessation immédiate de l'occupation du territoire palestinien par Israël et l'arrêt définitif des crimes perpétrés par celui-ci contre la Palestine.

D'abord, le Sénégal a appuyé la création en 2023 d'un Groupe ministériel arabo-islamique présidé par le Royaume d'Arabie Saoudite et comprenant la Palestine, la Jordanie, l'Égypte, le Qatar, la Türkiye, l'Indonésie et le Nigeria, ayant pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'ONU, de l'OCI et des autres organisations, visant à mettre fin à l'occupation illégale des territoires palestiniens et aux crimes de génocide commis par Israël.

Ensuite, il s'est associé à l'appel lancé aux États membres de l'OCI pour exercer des pressions diplomatiques, politiques et juridiques sur Israël, en vue de renforcer la campagne internationale visant l'arrêt définitif des crimes perpétrés par l'occupant israélien.

Enfin, le Sénégal a salué l'invitation faite par l'OCI à ses États membres à imposer des sanctions à l'encontre des personnes et entités soutenant Israël dans son intervention militaire illégale en Palestine et à soutenir l'élan international visant à déclencher des poursuites judiciaires contre les auteurs israéliens de crimes perpétrés dans le territoire palestinien occupé.

III. Dans le cadre de l'UA

Dans le cadre de l'UA, le Sénégal a continuellement réaffirmé son soutien à la déclaration annuelle sur la situation en Palestine et au Moyen-Orient adoptée par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, à l'occasion de sa session ordinaire de février ; la dernière de ces déclarations étant celle référencée Assembly/AU/Decl.4(XXXVII).

En outre, il convient de rappeler que c'est sous la présidence sénégalaise que la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA a mis en place, à travers la décision Assembly/AU/Dec. 820(XXXV) du 06 février 2022, un Comité ad hoc au niveau des Chefs d'État et de Gouvernement, à l'effet de poursuivre les consultations sur la question relative à l'octroi à Israël du statut d'observateur.

Slovénie

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

La Slovénie respecte en permanence le droit international, y compris les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les décisions de la Cour internationale de Justice. La Slovénie appuie la solution des deux États sans aucune modification du caractère physique ou de la composition démographique, de la structure institutionnelle ou du statut du territoire occupé par Israël depuis le 5 juin 1967, y compris Jérusalem-Est. Pour soutenir l'autodétermination palestinienne, la Slovénie a officiellement reconnu la Palestine le 4 juin 2024, et le processus d'établissement d'une ambassade palestinienne en Slovénie est en cours. La Slovénie appelle régulièrement à la création d'un État palestinien indépendant et souverain et contribue aux initiatives de paix et aux efforts humanitaires dans la région. La Slovénie inclut systématiquement ces éléments dans les déclarations qu'elle fait dans différentes instances.

La Slovénie a participé activement aux discussions du Comité d'admission de nouveaux Membres du Conseil de sécurité concernant la question de l'admission de la Palestine à l'ONU en 2024. En avril 2024, la Slovénie a soutenu et voté en faveur du projet de résolution du Conseil sur l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies (S/2024/312). En tant que membre non permanent du Conseil, la Slovénie participe activement aux débats et aux initiatives du Conseil sur la situation au Moyen-Orient.

La Slovénie a participé aux procédures consultatives de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, notre contribution s'étant intéressée au droit à l'autodétermination comme *jus cogens*.

La Slovénie estime que le système des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer pour faciliter le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, notamment en garantissant le bien-être, la protection et le développement humain des réfugiés de Palestine.

La Slovénie est membre du groupe d'auteurs principaux de la déclaration d'engagements communs en faveur de l'UNRWA ; il s'agit d'un groupe de pays qui s'efforcent d'assurer le soutien nécessaire pour permettre à l'Office de remplir son mandat vital. La Slovénie s'est également engagée à fournir un soutien financier à l'UNRWA, et a contribué à hauteur de 1,5 million d'euros en 2024.

En outre, la Slovénie fait partie du groupe de pays qui préparent une initiative visant à obtenir un avis consultatif sur l'obligation juridique d'Israël de permettre et de faciliter les opérations de l'ONU, de ses organismes, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé.

La Slovénie a participé et apporté son soutien à l'adoption de sanctions de l'Union européenne contre les colons extrémistes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'Union européenne en matière de droits de l'homme. La Slovénie a également soutenu les propositions de l'Union européenne visant à imposer des sanctions supplémentaires aux dirigeants israéliens accusés de violations du droit international.

La Slovénie veille à faire la distinction, dans ses relations diplomatiques, économiques et politiques, entre le territoire de l'État d'Israël et le Territoire palestinien occupé. Il s'agit notamment de mettre en œuvre la communication interprétative de l'Union européenne datant de 2015 relative à l'indication de l'origine des marchandises issues des territoires occupés par Israël depuis juin 1967 ainsi que d'en suivre l'application. La communication précise que les produits provenant du Territoire palestinien occupé ne peuvent être étiquetés comme « produit en Israël » et fournit des lignes directrices pour garantir l'exactitude des informations et éviter les fausses informations. En outre, la Slovénie souscrit à l'arrêt de 2019 de la Cour de justice de l'Union européenne imposant un étiquetage clair et précis des produits fabriqués dans les colonies illégales. La Slovénie soutient les initiatives de l'Union européenne tendant à empêcher le commerce avec les entreprises opérant dans les colonies illégales.

La Slovénie est membre de l'Union européenne, liée par la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'Union européenne qui définit des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, et est partie au Traité sur le commerce des armes.

À ce titre, la Slovénie adopte une approche stricte et un devoir de précaution lors de l'examen des demandes de licences d'exportation d'armes, de munitions et de matériel connexe, en particulier ceux susceptibles d'être utilisés dans le Territoire palestinien occupé.

Suisse

[Original : français]
[8 novembre 2024]

La Suisse est en train d'évaluer la suite à donner aux dispositions pertinentes de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies dans le but d'assurer la plus grande conformité possible.

En ce qui concerne l'OP12, la Suisse a pris note que l'Assemblée générale l'invite, en sa qualité de dépositaire des Conventions de Genève, à convoquer une Conférence de Hautes Parties Contractantes à la 4^{ème} Convention de Genève dans les six mois à compter de l'adoption de la présente résolution.

Conformément à ce qui est demandé par cette résolution, la Suisse accepte ce mandat d'organiser une Conférence dans le délai prescrit. La Suisse mènera des consultations auprès des Hautes parties contractantes, à partir du mois de novembre, afin de présenter le processus et de discuter leurs attentes. Des premières réunions d'information auprès des Missions permanentes sises à Genève sont prévues pour la mi-novembre.

La direction du processus est confiée à l'Ambassadeur Franz Perrez, Directeur de la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse. Ces consultations seront menées par l'Ambassadeur Salman Bal, à titre d'Envoyé spécial pour la 4^{ème} Conférence de Hautes Parties contractantes des Conventions de Genève.

La Suisse va donc prendre les mesures préparatoires nécessaires et communiquera en temps opportun sur la date et le lieu de la conférence.

Tunisie

[Original : arabe]
[8 novembre 2024]

En ce qui concerne le paragraphe 4 de la résolution [ES-10/24](#)

- La Tunisie n'a jamais épargné aucun effort pour faire prévaloir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et contribuer à ce qu'il soit mis fin à toute entrave à l'exercice du droit du peuple palestinien à l'autodétermination résultant de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. La preuve la plus éloquente en est que la Tunisie a accueilli le siège de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de 1982 à 1993 et a soutenu les efforts faits par celle-ci pour défendre les revendications légitimes du peuple palestinien à la création d'un État indépendant ayant pour capitale Al-Qods al-Charif. La Tunisie a payé un lourd tribut : lorsque l'OLP et ses dirigeants y étaient présents, la Puissance occupante a mené une attaque brutale contre la ville de Hammam Chott en 1985. Le bilan humain et matériel a été extrêmement lourd.
- Qui peut le plus peut le moins. La Tunisie, qui soutient le droit des Palestiniens, ne peut en aucun cas accomplir un acte qui prive le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination. Elle s'emploie à défendre ce droit et à veiller à ce qu'il soit établi et consacré comme un droit incontestable, inaliénable et imprescriptible. Elle le rappelle dans les diverses enceintes régionales et internationales et invite l'ensemble des États, en particulier les membres du Conseil de sécurité, à veiller à ce que ce droit cesse d'être ignoré et à ce qu'il soit mis fin à l'injustice historique à laquelle le peuple palestinien, dont la détermination est inébranlable, est confronté depuis des décennies.

- La Tunisie n'a jamais reconnu et ne reconnaîtra jamais comme licite la situation découlant de la présence illicite de la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé. L'occupation est illégitime et porte atteinte aux droits de propriété du peuple palestinien sur ses terres, dont il a été dépossédé par la force et dont les habitants ont été déplacés sans pouvoir recouvrer leurs droits jusque-là.
- Comment la Tunisie, qui n'a jamais reconnu comme licite la situation découlant de la présence illicite de la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé, pourrait-elle prêter aide ou assistance au maintien de cette situation ? Elle essaie au contraire par tous les moyens de convaincre les représentants des pays avec lesquels elle a des échanges à diverses occasions qu'il importe de ne pas reconnaître cette situation et d'amener la Puissance occupante à mettre fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé.
- La Tunisie, qui reconnaît la pleine souveraineté de l'État de Palestine sur l'ensemble des Territoires palestiniens occupés, avec Al-Qods al-Charif pour capitale, ne reconnaît aucune modification du caractère physique ou de la composition démographique des territoires occupés. De même, la Tunisie, qui n'a aucune relation diplomatique, politique, juridique, militaire, économique, commerciale ou financière avec la Puissance occupante :
 - ne reconnaît absolument pas la Puissance occupante et, dans tous les cas, n'entretient pas de relations conventionnelles avec celle-ci, notamment dans les cas où la Puissance occupante prétendrait agir au nom du Territoire palestinien occupé ou d'une partie de ce dernier ;
 - ne reconnaît absolument pas la Puissance occupante et n'entretient pas, en ce qui concerne le Territoire palestinien occupé ou des parties de celui-ci, de relations économiques ou commerciales avec la Puissance occupante qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de cette dernière dans ce Territoire, notamment au regard des colonies et du régime qui leur est associé ;
 - ne reconnaît absolument pas la Puissance occupante, avec laquelle elle n'entretient ni n'entretiendra aucune relation diplomatique ;
 - ne reconnaît pas la Puissance occupante et empêche les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans les Territoires palestiniens occupés, notamment s'agissant des colonies de peuplement et du régime qui leur est associé.
- La Puissance occupante fait fi de toutes les valeurs humanitaires en continuant de prendre pour cible les civils palestiniens innocents dans le cadre d'une campagne sans précédent de carnage et de déplacements menée au vu et au su du monde entier. À ce sujet, la Tunisie réaffirme son attachement au droit international humanitaire et invite les États parties à la quatrième Convention de Genève qui soutiennent la Puissance occupante à s'abstenir de lui apporter leur appui.
- La Tunisie considère que les pratiques de la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé vont au-delà du concept de discrimination raciale et constituent des actes systématiques de génocide. La communauté internationale doit assumer sa responsabilité juridique, morale et humanitaire et mettre fin à cette violation d'une obligation *erga omnes*.

En ce qui concerne le paragraphe 5 de la résolution ES-10/24

- La Tunisie ne reconnaît pas la Puissance occupante et réitère sa position de principe constante en faveur de la pleine souveraineté de l'État de Palestine sur

l'ensemble du Territoire palestinien occupé, avec Al-Qods al-Charif pour capitale. Elle fait tout le nécessaire pour que ses nationaux et ses sociétés et entités relevant de sa juridiction, ainsi que ses autorités, s'abstiennent de tout acte qui impliquerait la reconnaissance de la situation créée par la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ou qui constituerait une aide ou une assistance au maintien de cette situation.

- La Tunisie n'importe aucun produit provenant des colonies de peuplement de la Puissance occupante et ne peut en aucun cas lui transférer quelque type de matériel que ce soit.
- La Tunisie n'accueille pas sur son territoire des personnes physiques et ne traite pas avec des personnes morales qui participent au maintien de la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, notamment à l'égard des violences commises par les colons.
- La Tunisie appuie toute action visant à faire appliquer le principe de responsabilité au bénéfice de toutes les victimes.

En ce qui concerne le paragraphe 10 de la résolution [ES-10/24](#)

- La Tunisie invite les États qui soutiennent la Puissance occupante ou gardent le silence face à l'extermination continue du peuple palestinien sans défense et aux obstacles empêchant le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et de créer son État indépendant sur l'ensemble du Territoire occupé, avec Al-Qods al-Charif pour capitale, à assumer leurs responsabilités juridiques et humanitaires pour ce qui est d'établir et de financer un mécanisme international aux fins de la réparation de l'ensemble des dommages, des pertes ou du préjudice résultant des faits internationalement illicites commis par la Puissance occupante dans le Territoire palestinien occupé. La réparation du préjudice n'est valable sur le plan juridique que s'il y a *restitutio in integrum* et que les droits sont recouvrés. Cette responsabilité juridique incombe à tous les États.
- La Tunisie se déclare disposée à travailler en coordination avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes compétents du système en vue de créer un registre international des dommages qui servira à recenser, documents à l'appui, les éléments tendant à établir les dommages, les pertes ou le préjudice causés à toute personne physique ou morale concernée et au peuple palestinien par les faits internationalement illicites commis par Israël dans le Territoire palestinien occupé. Elle est également disposée à participer aux efforts internationaux qui seront faits pour favoriser et coordonner le recueil des preuves et les initiatives visant à obtenir de la Puissance occupante une telle réparation.

Türkiye

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Dans son avis consultatif rendu le 19 juillet 2024, la Cour internationale de Justice a confirmé d'un point de vue juridique qu'Israël menait une politique d'occupation et de persécution contre le peuple palestinien. La Türkiye a contribué à la procédure d'avis consultatif de la Cour par des exposés écrits et oraux.

Conformément à son approche de principe sur la question, la Türkiye s'est portée coauteure de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale intitulée « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y

compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé », adoptée le 18 septembre 2024.

Résolument attachée à l'application de cette résolution, la Türkiye a pris les mesures exposées ci-après pour mettre en œuvre la résolution conformément aux obligations qu'elle tient du droit international, entre autres, tel qu'il ressort de l'avis consultatif :

a) La Türkiye est membre du groupe des représentants permanents de l'Organisation de la coopération islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies sur l'application de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, qui vise à déterminer les mesures à prendre pour faire appliquer en temps voulu la résolution ;

b) En tant que membre du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, la Türkiye œuvre, par des mesures collectives ou individuelles, à la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ;

c) Conformément à l'alinéa ii) du point d) du paragraphe 4 de la résolution [ES-10/24](#) et en raison de l'agression israélienne incessante et de la catastrophe humanitaire continue, la Türkiye a suspendu tout échange commercial avec Israël. La Türkiye a annoncé qu'elle ne renouerait ses échanges commerciaux avec Israël que si ce dernier acceptait un cessez-le-feu et levait tout entrave à l'accès de l'aide humanitaire à Gaza ;

d) L'agression israélienne en cours à Gaza a entraîné une catastrophe humanitaire en Palestine. Plus de 43 000 civils palestiniens innocents ont été tués lors d'attaques israéliennes menées aveuglément. La Türkiye a expédié de l'aide humanitaire à Gaza dès le premier jour ; en effet, elle a jusqu'à présent envoyé 86 000 tonnes d'aide humanitaire en Palestine ;

e) En tant que Présidente du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), la Türkiye a manifesté très souvent son soutien à l'Office. Elle a versé 2 millions de dollars supplémentaires à l'UNRWA cette année, outre sa contribution annuelle de 10 millions de dollars ;

f) Conformément au point b) du paragraphe 5 de la résolution [ES-10/24](#), la Türkiye a lancé une initiative à l'ONU pour mettre un terme aux transferts d'armes vers Israël. La lettre commune demandant l'arrêt des transferts d'armes à Israël, signée par 52 pays ainsi que par la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique, a été envoyée au Secrétaire général, à la Présidente du Conseil de sécurité et au Président de l'Assemblée générale le 1^{er} novembre 2024 ;

g) Le 7 août 2024, la Türkiye a présenté sa déclaration d'intervention dans l'affaire portée devant la Cour internationale de Justice relative à l'Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (*Afrique du Sud c. Israël*) ;

h) La Türkiye reconnaît l'État de Palestine et dispose d'une mission diplomatique à Jérusalem. Elle soutient également tous les efforts internationaux visant à faire advenir la solution des deux États. Récemment, la Türkiye a rejoint l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, initiée par le Comité ministériel de l'Organisation de la coopération islamique et de la Ligue des États arabes sur Gaza, lors de la soixante-dix-neuvième session de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale. En outre, dans les organes de l'ONU, la Türkiye vote toujours conformément au soutien qu'elle affiche à la solution des deux États : elle s'est portée coauteure de la résolution [ES-10/23](#) du 10 mai 2024, par laquelle la Palestine s'est vu octroyer des droits et privilèges supplémentaires à l'ONU.

La Türkiye poursuivra ses efforts pour garantir un cessez-le-feu permanent à Gaza, pour fournir une aide humanitaire aux Palestiniens, pour soutenir tous les efforts en faveur de la solution des deux États, pour promouvoir la reconnaissance de l'État de Palestine et pour sensibiliser l'opinion publique à cette question.

Annexe II**Réponses provenant des organisations ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale****Table des matières**

	<i>Page</i>
Ligue des États arabes	87
Organisation de la coopération islamique	88

Ligue des États arabes

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

Dans le communiqué conjoint publié lors de la réunion d'urgence qui s'est tenue au niveau ministériel au Siège de l'ONU à New York le 27 septembre 2024, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique ont accueilli favorablement la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale et ont chargé les groupes arabes et islamiques de coordonner leurs efforts avec les États et les organisations internationales en vue de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer la résolution, notamment par différentes initiatives telles qu'un mécanisme international de réparations, l'imposition d'une interdiction sur les armes, la fin de toute transaction commerciale susceptible de nuire aux Palestiniens, l'application de sanctions, notamment l'interdiction de voyager et le gel des avoirs des personnes physiques et morales qui participent au maintien de la présence illicite d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés, y compris le terrorisme des colons, l'obligation de rendre justice aux victimes et l'organisation d'une conférence internationale pour donner effet aux résolutions des organes de l'ONU destinées à concrétiser la vision des deux États.

Le 22 octobre 2024 au Caire, le Conseil de la Ligue des États arabes a tenu une session extraordinaire au niveau des représentants permanents et a appelé dans sa déclaration à l'application de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale du 18 septembre 2024, et a réitéré ses résolutions précédentes concernant la nécessité de prendre des mesures afin de suspendre la participation d'Israël à l'Assemblée générale des Nations Unies et d'intervenir pour se joindre à la procédure en cours à la Cour internationale de Justice en lien avec le génocide perpétré par Israël, poursuivre les fonctionnaires israéliens figurant sur la liste de la honte ratifiée par la Ligue, boycotter les entreprises qui collaborent avec le système d'occupation israélien, lever le siège israélien imposé à la bande de Gaza et fournir une aide humanitaire d'urgence au peuple palestinien.

Le 31 octobre 2024 au Caire, le Conseil de la Ligue des États arabes a tenu une session extraordinaire au niveau des représentants permanents et a souligné dans sa résolution que les mesures prises par Israël, Puissance occupante, contre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient constituaient une grave violation de ses obligations en tant que Puissance occupante dans le territoire palestinien occupé, au regard du droit international, du droit international humanitaire, de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et de la Charte des Nations Unies, en particulier du paragraphe 5 de l'Article 2, qui donne mandat à tous les États de respecter les droits des organisations internationales. Il est en outre dit dans la résolution que ces mesures sont contraires à la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, qui exige d'Israël, entre autres obligations, qu'il restitue les terres et les biens confisqués depuis 1967 et qu'il mette fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé dans un délai de 12 mois.

Le Secrétariat général de la Ligue des États arabes a participé à la première réunion de suivi de haut niveau de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, qui s'est tenue à Riyad (Royaume d'Arabie saoudite) les 30 et 31 octobre 2024.

La Ligue des États arabes entend se coordonner avec l'Organisation de la coopération islamique pour convoquer le sommet conjoint arabo-islamique qui sera accueilli par le Royaume d'Arabie saoudite le 11 novembre 2024 au sujet de l'agression israélienne en cours dans le Territoire palestinien occupé.

Organisation de la coopération islamique

[Original : anglais]
[8 novembre 2024]

On trouvera ci-après un récapitulatif des mesures prises par l'Organisation de la coopération islamique pour appliquer la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, adoptée le 18 septembre 2024, concernant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatif aux conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé.

a) Dans le communiqué conjoint publié à l'issue de la réunion d'urgence, qui s'est tenue au niveau ministériel au Siège de l'ONU à New York le 27 septembre 2024, l'Organisation de la coopération islamique et la Ligue des États arabes se sont félicitées de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale du 18 septembre 2024 et ont exhorté les États à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la résolution ;

b) La réunion ministérielle tenue le 26 septembre 2024, consacrée à la situation à Gaza et à la mise en œuvre de la solution des deux États comme moyen de parvenir à une paix juste et globale, était organisée par le groupe de contact ministériel arabo-islamique, en coordination avec l'Union européenne et la Norvège. L'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États a été lancée à l'issue de la réunion afin de mobiliser davantage le soutien international à cette fin ;

c) Le Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique a participé à la première réunion de suivi de haut niveau de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, qui s'est tenue à Riyad (Royaume d'Arabie saoudite) les 30 et 31 octobre 2024 ;

d) L'Organisation de la coopération islamique a tenu une réunion de coordination au niveau des ministres des affaires étrangères et une réunion du Comité des six sur la Palestine, les 25 et 27 septembre 2024, en marge de la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a fait part dans les documents finaux de son appui indéfectible aux droits inaliénables du peuple palestinien ;

e) Le comité ministériel conjoint arabo-islamique sur Gaza continue de déployer des efforts au nom de l'Organisation de la coopération islamique et de la Ligue des États arabes pour sensibiliser les principaux dirigeants et acteurs mondiaux à la nécessité de mettre en œuvre les mesures énoncées dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice ;

f) Le Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique guide les activités des groupes islamiques dans plusieurs capitales, mandatées par la réunion ministérielle d'urgence tenue à New York le 27 septembre 2024 pour assurer le suivi de l'application de la résolution de l'Assemblée générale ;

g) L'Organisation de la coopération islamique coordonnera son action avec celle de la Ligue des États arabes en vue de convoquer dès que possible la conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève, afin d'en faire appliquer les dispositions dans le Territoire palestinien occupé ;

h) L'Organisation de la coopération islamique redoublera d'efforts, en coordination avec d'autres organisations régionales et acteurs de premier plan, pour que soit convoquée sans délai une conférence internationale visant à mettre fin à l'occupation israélienne et à concrétiser la solution des deux États.

Annexe III

Entités des Nations Unies, institutions spécialisées et des organisations apparentées invitées à apporter une contribution au rapport

Entités des Nations Unies

Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide
 Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique
 Bureau de la coordination des affaires humanitaires
 Bureau de la Coordinatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction pour Gaza
 Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
 Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
 Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés
 Bureau de lutte contre le terrorisme
 Bureau des affaires de désarmement
 Bureau des affaires juridiques
 Bureau des affaires spatiales
 Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
 Bureau des services de contrôle interne
 Bureau du Coordinateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles
 Bureau du Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient
 Bureau du Secrétaire général adjoint
 Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
 Centre du commerce international
 CNUCED
 Département de l'appui opérationnel
 Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
 Département de la communication globale
 Département de la sûreté et de la sécurité
 Département des affaires économiques et sociales
 Département des opérations de paix
 Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
 Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
 Fonds des Nations Unies pour l'enfance
 Fonds des Nations Unies pour la population
 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
 Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
 Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
 Office des Nations Unies à Genève
 Office des Nations Unies à Nairobi
 Office des Nations Unies à Vienne
 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
 Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
 Programme des Nations Unies pour l'environnement
 Programme des Nations Unies pour le développement
 Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé

Secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
Secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique
Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe
Université des Nations Unies

Institutions spécialisées et organisations apparentées

Agence internationale de l'énergie atomique
Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
Cour pénale internationale
Fonds international de développement agricole
Fonds monétaire international
Organisation de l'aviation civile internationale
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Organisation internationale du Travail
Organisation internationale pour les migrations
Organisation maritime internationale
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
Société financière internationale
Union internationale des télécommunications
Union postale universelle

Annexe IV

Contributions reçues des États Membres par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en réponse au paragraphe 14 de la résolution **ES-10/24** de l'Assemblée générale

Table des matières

	<i>Page</i>
Afrique du Sud	92
Belize	92
Iran (République islamique d')	99
Maldives	110
Mexique	112
Pakistan, au nom du groupe de l'Organisation de la coopération islamique (à l'exception de l'Albanie)	113

Afrique du Sud

[Original : anglais]
[6 novembre 2024]

On se reportera à la réponse de l'Afrique du Sud figurant à l'annexe I.

Belize

[Original : anglais]
[6 novembre 2024]

Le Belize a l'honneur de présenter ses vues concernant la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par Israël et recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif de 2024 intitulé « Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ».

Le Belize appuie depuis longtemps le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à se libérer de l'occupation, de l'oppression et de la violation de ses droits humains les plus fondamentaux. Récemment encore, il a entrepris des actions spécifiquement axées sur le droit des Palestiniens d'être libres de ségrégation raciale et d'apartheid.

Ainsi, en 2021, l'Assemblée nationale du Belize a adopté une résolution, dans laquelle elle a déclaré que le régime israélien d'oppression systémique du peuple palestinien constituait un colonialisme de peuplement et un apartheid et a décrété que le Gouvernement devrait soutenir les efforts d'enquête de l'ONU sur le régime d'apartheid israélien¹. En 2023 et 2024, le Belize a participé à la procédure engagée devant la Cour internationale de Justice concernant le Territoire palestinien occupé, se centrant expressément sur l'apartheid imposé par Israël au peuple palestinien. En particulier, le Belize a souhaité que le Comité spécial contre l'apartheid de l'ONU et le Centre des Nations Unies contre l'apartheid soient rétablis. Il a estimé que ces organes pourraient assurer un examen régulier des pratiques d'apartheid mises en œuvre par Israël contre le peuple palestinien et du comportement des États tiers à cet égard, rendre compte à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité, et établir des rapports et des études visant à informer et sensibiliser au sujet de l'apartheid².

Le Belize s'est félicité de la conclusion à laquelle la Cour internationale de Justice est parvenue dans son avis consultatif, à savoir qu'Israël continue de violer l'article 3 de la Convention, qui interdit la ségrégation raciale et l'apartheid³. Le Belize a également parrainé la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, au paragraphe 14 de laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de faire des propositions

¹ Résolution de l'Assemblée nationale du Belize sur la motion relative à la Palestine, 26 et 28 octobre 2021.

² *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, exposé écrit du Belize, 25 juillet 2023, par. 91.

³ Ibid., *avis consultatif*, par. 229. Voir également l'opinion individuelle de M. le juge Tladi, par. 36 (interprétant la conclusion de la Cour selon laquelle il y avait violation de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale comme « une reconnaissance de ce que les politiques et pratiques d'Israël emportent violation de l'interdiction de l'apartheid, qui est elle-même une norme impérative de droit international »), et Bureau de presse du Gouvernement bélizien, « Belize welcomes the ICJ opinion on Israeli policies and practices in the Occupied Palestinian Territory », 22 juillet 2024, disponible à l'adresse suivante : www.pressoffice.gov.bz/belize-welcomes-the-icj-opinion-on-israeli-policies-and-practices-in-the-occupied-palestinian-territory/.

pour la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël, et a voté pour elle.

Le Belize réaffirme sa position selon laquelle le Comité spécial contre l'apartheid de l'ONU et le Centre des Nations Unies contre l'apartheid devraient être rétablis, moyennant les ajustements à apporter à leurs mandats respectifs. Ces organes ont joué un rôle important s'agissant de mettre fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud et pourraient servir le même objectif en ce qui concerne les politiques de ségrégation raciale et d'apartheid appliquées par Israël aux Palestiniens.

Le Comité spécial contre l'apartheid et la résolution qui en a porté création présentent un certain nombre de caractéristiques qui pourraient être utilement transposées, moyennant quelques modifications, dans le contexte des politiques de ségrégation raciale et d'apartheid pratiquées par Israël. Sur la base de ces caractéristiques, le Belize formule les recommandations supplémentaires suivantes :

a) **Veiller à ce que la portée du mandat du Comité spécial soit adaptée aux circonstances.** La résolution 1761 (XVII) de 1962 de l'Assemblée générale établissant le mandat du Comité spécial s'appliquait à « la politique raciale du Gouvernement de l'Afrique du Sud ». Le mandat du Comité spécial rétabli devrait être soit aussi large, soit expressément encadré pour prendre en compte les particularités des politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid d'Israël, en prévoyant notamment ce qui suit :

i) **Non-imposition de limite territoriale ou raciale.** Le mandat devrait couvrir les politiques raciales appliquées par Israël aux Palestiniens et aux autres minorités raciales touchées par ces politiques et pratiques, où qu'elles se trouvent – y compris les Palestiniens en Israël, à Gaza et en Cisjordanie et en tout autre lieu dans la mesure où ils sont touchés par les politiques et pratiques d'Israël ;

ii) **Non-imposition de limite stricte de sujet qui exclurait des caractéristiques importantes des politiques raciales systémiques auxquelles les Palestiniens sont soumis.** Le mandat du Comité spécial devrait permettre à celui-ci, comme indiqué ci-dessous, de reconnaître et de refléter dans ses activités et son travail les liens multiples entre les politiques de ségrégation raciale et d'apartheid appliquées par Israël et les autres violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire qu'il commet, comme l'ont établi les commissions d'enquête des Nations Unies et d'autres organes des Nations Unies (y compris la Cour internationale de Justice).

iii) **Non-imposition de limite stricte de sujet conformément à la conclusion de la Cour internationale de Justice selon laquelle il y avait violation de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.** Au paragraphe 14 de sa résolution ES-10/24, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire des propositions, dans un rapport, sur la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël et recensées par la Cour dans son avis consultatif de 2024. La Cour a estimé que « les lois et mesures d'Israël [qui] imposent et permettent de maintenir en Cisjordanie et à Jérusalem-Est une séparation quasi complète entre les communautés de colons et les communautés palestiniennes » emportent violation de l'article 3 de la Convention⁴. Si le mandat du Comité spécial rétabli doit prendre en compte les politiques de séparation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, il devrait également viser à

⁴ *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, avis consultatif*, par. 229.

examiner les politiques et pratiques d'Israël pouvant emporter violation de l'article 3 de la Convention sur la base d'autres faits, notamment l'évolution de la situation sur le terrain, ou des considérations importantes s'agissant de prévenir la ségrégation raciale et l'apartheid emportant violation de l'article 3 de la Convention, et l'étendue des mesures que l'ONU et ses États Membres devraient prendre pour dissuader Israël de poursuivre la mise en œuvre de ses politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid, qui ne doivent pas se limiter uniquement aux mesures ayant un lien direct avec ces politiques – comme on l'a vu dans le cas des mesures tendant à faire pression que, dans la résolution établissant le Comité spécial en 1962, l'Assemblée priait les États Membres de prendre, et qui sont résumées ci-dessous, y compris la rupture des relations diplomatiques, la fermeture des ports et les boycotts commerciaux ;

b) Rapports du Comité spécial sur le régime de ségrégation raciale et d'apartheid. Le Comité spécial avait pour mandat de suivre, entre les sessions de l'Assemblée générale, l'évolution de la politique raciale du Gouvernement sud-africain et de faire périodiquement rapport, soit à l'Assemblée, soit au Conseil de sécurité, soit à l'un et à l'autre, selon qu'il conviendrait. Des obligations similaires en matière d'établissement de rapports devraient être énoncées dans le mandat du Comité spécial rétabli. Plus précisément :

i) Dans le cadre de son mandat, le Comité spécial devrait établir des rapports détaillés pour documenter la manière dont les pratiques israéliennes de ségrégation raciale et d'apartheid sont construites, mises en œuvre et touchent le peuple palestinien, en s'appuyant sur le travail d'autres organes compétents des Nations Unies, y compris celui du Bureau de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (et d'autres commissions d'enquête), du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, ainsi qu'en menant ses propres enquêtes et en recevant des communications de la part des acteurs concernés, dans la mesure du possible. Il faudrait faire la lumière sur les multiples facettes et la nature structurelle des politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid d'Israël afin de sensibiliser le public et de fournir à l'ONU et aux États Membres les informations dont ils ont besoin pour adapter leur riposte de manière à ce qu'elle permette aussi efficacement que possible de mettre fin à la ségrégation raciale et à l'apartheid ;

ii) Dans ses rapports, le Comité spécial devrait également évaluer les mesures prises par Israël pour se conformer à ses obligations internationales ainsi que les mesures prises par l'ONU et ses États Membres pour amener Israël à mettre fin à ses politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid. À cet égard, les rapports des États Membres de l'ONU au Comité spécial (examinés ci-dessous) et les rapports des États parties au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et aux autres organes créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits humains devraient être séquencés, faire l'objet de références croisées et être examinés dans l'ensemble, dans la mesure du possible ;

iii) Le Comité spécial devrait être tenu de faire rapport à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité régulièrement, et au moins tous les six mois ;

c) Mesures spécifiques que les États Membres de l'ONU devraient prendre. Dans sa résolution établissant le Comité spécial en 1962, l'Assemblée a prié tous les États Membres de prendre, individuellement ou collectivement, les mesures suivantes pour amener l'Afrique du Sud à abandonner sa politique : a) rompre les

relations diplomatiques, b) fermer leurs ports aux navires battant pavillon sud-africain, c) adopter des lois interdisant à ces navires d'entrer dans leurs ports, d) boycotter tous les produits sud-africains et s'abstenir d'exporter des produits, y compris des armes et munitions, vers l'Afrique du Sud, et e) refuser le droit d'atterrissage et les facilités de passage à tous les aéronefs appartenant au Gouvernement sud-africain ou à des sociétés conformément aux lois sud-africaines. Les mêmes dispositions devraient figurer dans une résolution rétablissant le Comité spécial sur les politiques et pratiques raciales d'Israël. Ces mesures devraient être réexaminées et révisées à l'aune des efforts continus déployés par les États Membres pour amener Israël à mettre fin à ses politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid, réexamens et révisions qui devraient faire l'objet d'un rapport et d'une évaluation par le Comité spécial dans le cadre du processus d'établissement des rapports (voir ci-dessus et ci-dessous). Le Belize note qu'il a pris des mesures pour rompre ses relations diplomatiques avec Israël en novembre 2023⁵ et que, dans sa résolution de 2021, l'Assemblée nationale avait demandé au Gouvernement « de mettre fin à tout type de formation militaire ou policière, d'échange de mesures de sécurité ou de commerce avec Israël »⁶ ;

d) **Coopération avec les États Membres de l'ONU et établissement de rapports par ceux-ci sur les mesures qu'ils adoptent.** Dans la résolution portant création du Comité spécial en 1962, tous les États Membres ont été priés de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour aider le Comité spécial à accomplir sa tâche et de s'abstenir de tout acte pouvant retarder ou gêner la mise en œuvre de la résolution. Les États Membres ont par ailleurs été invités à informer l'Assemblée générale des mesures qu'ils auraient prises, individuellement ou collectivement, pour dissuader le Gouvernement sud-africain de poursuivre sa politique d'apartheid. La résolution rétablissant le Comité spécial devrait contenir des dispositions analogues en matière de coopération avec les États Membres et d'établissement de rapports par ceux-ci, dispositions qu'il faudrait toutefois formuler en des termes plus fermes tendant à refléter la position désormais bien établie, à savoir que les interdictions frappant la ségrégation raciale et l'apartheid sont des normes impératives du droit international⁷ et que, par conséquent, les États Membres sont tenus de coopérer pour mettre fin aux violations de ces interdictions, de ne pas reconnaître une situation résultant d'une violation et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien d'une telle situation⁸. Dans la résolution, il faudrait notamment exiger des États Membres qu'ils fassent rapport au Comité spécial sur les mesures qu'ils prennent pour amener Israël à mettre fin à ses politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid. Il est particulièrement important de soutenir fermement les organes des Nations Unies qui luttent contre les pratiques israéliennes dans le climat actuel, alors qu'Israël prend pour cible le personnel et les installations des Nations Unies⁹, ayant interdit la présence et l'action

⁵ Bureau de presse du Gouvernement bélizien, « Belize Takes Measures against Israel », 14 novembre 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://www.pressoffice.gov.bz/belize-takes-measures-against-israel/>.

⁶ Résolution de l'Assemblée nationale du Belize sur la motion relative à la Palestine, par. 6.

⁷ Commission du droit international (CDI), projet de conclusions sur la détermination et les conséquences juridiques des normes impératives du droit international général (*jus cogens*), annexe, par. e) : CDI, articles sur la responsabilité de l'État, commentaire de l'article 26, par. 5 et commentaire de l'article 40, par. 4, et James Crawford, Brownlie's Principles of Public International Law, 9^e éd. (Oxford University Press, 2019), p. 581 et 582.

⁸ CDI, articles sur la responsabilité de l'État, article 41, et *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, avis consultatif, par. 229 et 279.

⁹ Par exemple, Michelle Nichols, « Shots fired, bulldozers ramed cars during UN standoff with Israeli military », Reuters, 10 septembre 2024, disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/world/middle-east/shots-fired-bulldozers-rammed-cars-during-un-standoff-with-israeli-military-2024-09-10/, où il est signalé qu'un convoi de véhicules blindés de l'ONU clairement identifiés à

de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), en violation de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de Justice et des préceptes d'humanité les plus élémentaires¹⁰ ;

e) **Sanctions et suspension imposés par le Conseil de sécurité.** Dans la résolution établissant le Comité spécial en 1962, le Conseil de sécurité a également été prié de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions, pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et, le cas échéant, d'envisager l'application de l'Article 6 de la Charte (c'est-à-dire l'expulsion). Une disposition analogue devrait être intégrée dans la résolution portant rétablissement du Comité spécial, par laquelle le Conseil de sécurité serait prié d'amener Israël à respecter les obligations internationales que lui impose la Charte ainsi que l'interdiction de la ségrégation raciale et de l'apartheid prévue en droit international, et d'envisager de suspendre dans le cas d'Israël son statut de membre de l'ONU, ou de certains organes des Nations Unies, en cas de non-respect par celui-ci desdites obligations. Dans la résolution, il faudrait également recommander à la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale d'envisager de suspendre la participation d'Israël à ses travaux en refusant d'accepter les pouvoirs de la délégation israélienne, comme cela s'est produit dans le cas de l'Afrique du Sud¹¹ ;

f) **Activités prescrites dans le cadre du mandat.** En lien avec la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, le Comité spécial avait entrepris plusieurs activités, que l'on pourrait formaliser en les incorporant expressément dans le mandat du Comité spécial rétabli¹². Le Belize propose en outre que soient menées les activités suivantes dans le cadre du mandat :

i) Promouvoir la campagne internationale de lutte contre la ségrégation raciale et l'apartheid, notamment par des présentations dans les médias et l'organisation de conférences et de séminaires visant à promouvoir une action coordonnée des gouvernements et du public ;

Gaza a été encerclé et tenu en joue lundi par les forces israéliennes, et Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), déclaration du 20 octobre 2024, disponible à l'adresse suivante : <https://unifil.unmissions.org/unifil-statement-20-october-2024>, où il est indiqué que plus tôt dans la journée, un bulldozer des Forces de défense israéliennes a délibérément démoli une tour d'observation et la clôture du périmètre d'une position des Nations Unies à Marouahin.

¹⁰ Sam Sokol et Jacob Magid, « Knesset approves laws barring UNRWA from Israel, limiting it in Gaza and West Bank », *The Times of Israel*, 29 octobre 2024, disponible à l'adresse suivante : www.timesofisrael.com/knesset-approves-laws-barring-unrwa-from-israel-limiting-it-in-gaza-and-west-bank/ ; déclaration du Secrétaire général sur la législation israélienne relative à l'UNRWA, 28 octobre 2024, disponible à l'adresse suivante : www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2024-10-28/statement-of-the-secretary-general-israeli-legislation-unrwa ; *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*, ordonnance en indication de mesures conservatoires, 28 mars 2024, par. 51 2) a) ; voir également *ordonnance en indication de mesures conservatoires*, 26 janvier 2024, par. 86 4) et *ordonnance en indication de mesures conservatoires*, 24 mai 2024, par. 57 2) b).

¹¹ Service photographique de l'ONU, « General Assembly decides to suspend South Africa from participation in its work », 12 novembre 1974, disponible à l'adresse suivante : <https://media.un.org/photo/en/asset/oun7/oun7593912#:text=The%20decision%20upheld%20a%20ruling.delegation%20participare%20in%20its%20work>.

¹² Voir Michigan State University, African Activist Archive, « Special Committee Against Apartheid », disponible à l'adresse suivante : <https://africanactivist.msu.edu/organization/210-813-65/>, et Enuga S. Reddy, « La lutte contre l'apartheid Les leçons tirées pour le monde contemporain », *Chronique de l'ONU*, 1^{er} septembre 2007, disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/fr/chronicle/article/la-lutte-contre-lapartheid-les-lecons-tirees-pour-le-monde-contemporain>.

- ii) Faire pression pour obtenir des sanctions efficaces contre le régime d'apartheid et légitimer les appels au désinvestissement et aux boycotts (y compris le boycott commercial et celui de la participation d'Israël aux échanges et forums culturels – tels que le concours Eurovision – et sportifs) ;
- iii) Organiser l'assistance aux victimes de la ségrégation raciale et de l'apartheid ainsi que l'assistance aux mouvements de libération, y compris l'aide à l'organisation de campagnes pour la libération des prisonniers politiques ;
- iv) Donner la publicité nécessaire au crime et au fait internationalement illicite d'apartheid, ainsi qu'à la résistance légitime du peuple palestinien, afin de susciter un élan en faveur d'une action collective internationale ;
- v) Promouvoir des actions menées en dehors des auspices de l'ONU, telles que la création de fonds et d'organismes avec le soutien de gouvernements engagés et d'organisations non gouvernementales, afin de compléter, d'appuyer et, en particulier, de dépasser l'action de l'ONU et d'accomplir ce qui est impossible aux organismes des Nations Unies ;
- vi) Soutenir les efforts internationaux de responsabilisation et de réparation visant à tenir les individus concernés et Israël responsables du crime et du fait internationalement illicite d'apartheid, et veiller à ce qu'Israël s'acquitte de l'obligation qui lui incombe de réparation intégrale pour les dommages causés par ses agissements, conformément à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et à la résolution ES-10/24 de l'Assemblée générale¹³ ;
- vii) Encourager le Conseil de sécurité à adopter une résolution contraignante dans laquelle il appelle formellement les États Membres, au titre de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, à respecter leur obligation de coopérer pour amener Israël à mettre fin à ses politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid, de ne pas reconnaître celles-ci et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de cette situation. Dans la résolution, le Conseil de sécurité devrait également demander aux États Membres de faire rapport au Comité spécial sur les mesures qu'ils auraient prises, individuellement ou collectivement, pour dissuader Israël de poursuivre ses politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid ;
- viii) Examiner les efforts entrepris par les États Membres afin de se conformer à leur obligation de coopérer afin d'amener Israël à mettre fin à ses pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid, de ne pas reconnaître celles-ci et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de cette situation (y compris par la dénonciation publique), et de faire rapport à ce sujet ;
- ix) Reconnaître et refléter dans ses activités et son travail les liens multiples entre les politiques de ségrégation raciale et d'apartheid mises en œuvre par Israël et les autres violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire qu'il commet, comme l'ont établi les commissions d'enquête des Nations Unies et d'autres organes des Nations Unies (y compris la Cour internationale de Justice).

Outre le Comité spécial, l'ONU devrait également rétablir le Centre des Nations Unies contre l'apartheid. Le Centre a été initialement créé pour aider le Comité spécial à mettre au point sa campagne internationale, établir des rapports et des études sur la ségrégation raciale et l'apartheid, mener des campagnes de sensibilisation du public et fournir une assistance humanitaire et éducative aux victimes de l'apartheid.

¹³ *Avis consultatif*, par. 269 à 271, et résolution [ES-10/24](#), par. 5 c) et d), 9 et 11.

Il pourrait remplir une fonction similaire en appuyant les efforts du Comité spécial rétabli dans le cas d'Israël.

La mise en place d'un mécanisme des Nations Unies visant à mettre fin aux politiques et pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid d'Israël est d'une importance capitale. L'histoire de l'Afrique du Sud a montré que le démantèlement des institutions et des pratiques systémiques de discrimination raciale et d'apartheid qui sont inscrites dans la loi et cimentées dans la propagande entérinée et produite par l'État est incroyablement difficile et complexe. En Afrique du Sud, il a fallu des décennies de militantisme mené à l'intérieur du pays – une perspective pratiquement impossible pour les Palestiniens qui sont régulièrement soumis à une répression violente, exercée notamment par l'emploi de la force létale et le recours au génocide – et à l'étranger, associé à des pressions économiques importantes exercées à l'échelle internationale dans le cadre de sanctions et de boycotts commerciaux. La pression à exercer sur Israël ne peut, par son ampleur, être le fait d'États isolés ; elle doit être le fait de la communauté internationale agissant de concert, notamment dans le cadre d'un mécanisme spécifique des Nations Unies, qui permette de galvaniser, de légitimer et de soutenir l'action collective qui s'impose.

S'il est toujours urgent de mettre fin au crime odieux d'apartheid partout où il est commis, il l'est d'autant plus dans le cas des Palestiniens, qui sont victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité¹⁴ et de génocide à Gaza¹⁵ ainsi que d'une répression de plus en plus violente en Cisjordanie¹⁶. Chaque jour qui passe, les Palestiniens endurent, encore et toujours, d'indicibles souffrances, voyant les conséquences cruelles de l'apartheid aggravées par les menaces constantes, polymorphes et interdépendantes qui pèsent sur leur vie et leurs droits humains les plus fondamentaux. Cette situation appelle d'urgence, de la part de la communauté internationale, la prise de mesures décisives qui permettent de répondre aux défis uniques qu'elle suscite.

¹⁴ Voir, par exemple, le rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232), en date du 11 septembre 2024, par. 89, 91, 94, 95, 98, 100, 102, 105 et 107 à 110, où sont constatés des crimes de guerre tels qu'homicide volontaire, torture, viol, attaques dirigées intentionnellement contre des civils et des personnes spécifiquement protégées telles que le personnel médical, attaques dirigées intentionnellement contre des biens civils et des biens spécifiquement protégés tels que les installations médicales, traitement inhumain des détenus et atteinte à la dignité de la personne, utilisation des détenus comme boucliers humains, déplacement forcé et saisie de biens protégés, et où sont constatés les crimes contre l'humanité que sont l'extermination, la torture, le viol, le transfert forcé, les disparitions forcées et d'autres actes inhumains.

¹⁵ *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*, Ordonnance du 26 janvier 2024, par. 74 et 86 1) ; voir, par exemple, le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Francesca Albanese (A/79/384), du 1^{er} octobre 2024, par. 3, dans lequel celle-ci déclare que « [l]es schémas de violence dirigée contre le groupe dans son ensemble suffisent à déclencher l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention sur le génocide) afin de faire cesser, de prévenir et de réprimer le génocide dans l'ensemble du territoire palestinien occupé ».

¹⁶ Ibid., par. 24 à 34.

Iran (République islamique d')

[Original : anglais]
[23 octobre 2024]

La discrimination, telle que définie par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif

La République islamique d'Iran soumet par la présente sa proposition en réponse à la demande du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, telle qu'énoncée au paragraphe 14 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, concernant la mise en place d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par le régime israélien et recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif. Dans la présente proposition, nous décrivons en détail la documentation juridique et les faits pertinents relatifs aux violations de l'article 3 de la Convention, qui permettent juridiquement de conclure qu'un crime d'apartheid a été commis, la documentation soumise prouvant qu'un système d'apartheid a été établi par le régime israélien pour maintenir sa domination sur les Palestiniens. En outre, nous nous y employons à examiner la mise en place d'un mécanisme de contrôle solide par la création d'un comité sur l'apartheid chargé de veiller à ce que les crimes d'apartheid que le régime israélien persiste à commettre soient poursuivis, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La République islamique d'Iran soumet à l'Office des Nations Unies à Genève son évaluation juridique et factuelle du système d'apartheid figé que le régime israélien impose au peuple palestinien. Ce document vise à mettre en lumière la nature systémique et omniprésente de l'apartheid mis en place au fil des décennies, consacré dans des lois, des politiques et des institutions conçues non pas pour défendre la justice, mais pour renforcer la domination et l'oppression raciales. Une évaluation critique de ces cadres juridiques montre clairement que les institutions du régime israélien sont des instruments d'apartheid qui privent systématiquement les Palestiniens de leurs libertés et droits fondamentaux. L'appareil du régime, qui fonctionne en toute impunité, est devenu un symbole persistant de la ségrégation et de l'oppression raciales, consacrant un statu quo d'injustice grave qui ne saurait être passé sous silence.

En outre, la République islamique d'Iran souligne qu'aucun contenu de la présente réponse juridique, qu'il fasse référence aux lois, aux institutions ou aux pratiques de ce régime illégitime, ne saurait être interprété comme une reconnaissance du régime israélien, ni comme une dérogation aux positions juridiques et de principe adoptées de longue date par l'Iran concernant l'apartheid, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'autres cadres juridiques pertinents. La présente réponse vise uniquement à exposer la nature de l'apartheid du régime israélien. Dans notre analyse, nous décrivons les dimensions factuelles et juridiques de ce système d'oppression, illustrant ses violations profondément ancrées du droit international et des droits humains. Ce faisant, nous soulignons la nécessité urgente de créer une commission sur l'apartheid, chargée de mener une enquête approfondie sur les actions et politiques discriminatoires du régime d'apartheid israélien, comme étape essentielle vers la justice et l'obligation de rendre compte.

En ce qui concerne le paragraphe 14 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale en date du 18 septembre 2024, qui traite de l'article 3 de la Convention tel que visé par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif, il y a lieu de mettre en lumière plusieurs points essentiels.

En tout premier lieu, la Cour internationale de Justice, dans son avis consultatif relatif aux Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, est parvenue à une conclusion décisive. De l'avis de la Cour :

« Les lois et mesures d'Israël imposent et permettent de maintenir en Cisjordanie et à Jérusalem-Est une séparation quasi complète entre les communautés de colons et les communautés palestiniennes. Elle considère, pour cette raison, que les lois et mesures d'Israël emportent violation de l'article 3 de la CIEDR¹. »

Cette conclusion est d'une importance capitale, dans la mesure où l'article 3 de la Convention interdit explicitement la ségrégation raciale et l'apartheid. Dans ce contexte, le juge Tladi, dans sa déclaration, a affirmé sans équivoque que « la Cour a eu raison de considérer que les politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé sont constitutives d'apartheid »². Cette déclaration fait ressortir la nature claire et irréfutable du régime d'apartheid israélien tel qu'il est imposé en Palestine occupée.

L'argument selon lequel Israël a simplement violé l'article 3 sans pratiquer d'apartheid n'est pas fondé en droit. Cet argument ne tient pas compte des éléments évidents et durables qui prouvent qu'une politique d'apartheid est mise en œuvre dans le Territoire palestinien occupé. Comme le souligne l'analyse juridique et factuelle qui suit, il sera démontré de manière concluante qu'Israël constitue un régime d'apartheid au regard du droit international. Les éléments de preuve présentés, ainsi que les normes juridiques pertinentes, corroborent fermement cette réalité, qui engage la responsabilité des auteurs des graves violations et crimes commis dans ce contexte.

L'ampleur et la gravité des violations liées à la discrimination raciale commises à l'égard des Palestiniens ressortent de l'analyse qui est faite à l'aune de l'article 5 de la Convention des politiques appliquées par le régime israélien aux Palestiniens. Ces violations, persistantes et de grande ampleur, ne représentent pas seulement des atteintes aux droits fondamentaux commises individuellement ; elles sont aussi, collectivement, une forme systématique et institutionnalisée de domination, constitutive d'apartheid. Au titre de l'article II de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, nombre de ces actes sont des « actes inhumains » constitutifs d'apartheid. Les preuves sont accablantes quant à la responsabilité du régime israélien dans la commission de tels actes, tels que définis aux paragraphes a), c), d) et f) de l'article II de la Convention précitée.

Premièrement, il importe de rappeler que la définition de l'apartheid contenue dans la Convention sur l'apartheid est précédée de la mention « qui englobe les politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, telles qu'elles sont pratiquées en Afrique australe [...] ». Les politiques et pratiques du régime israélien en Palestine occupée sont, à bien des égards, identiques à celles qui étaient en vigueur dans l'Afrique du Sud sous apartheid. Ainsi que l'a noté le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans le contexte du génocide, l'intention et le but peuvent procéder d'un certain nombre de faits et de circonstances, tels le contexte général et la perpétration d'autres actes répréhensibles dirigés contre le même groupe³.

Vu la nature globale des politiques et pratiques décrites, il est impossible de considérer ces actes ségrégationnistes, en particulier la politique explicite et légiférée

¹ *Avis consultatif*, par. 229.

² *Ibid.*, déclaration de M. le juge Tladi, par. 5.

³ Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Chambre d'appel, *Le Procureur c. Goran Jelisić*, affaire n° IT-95-10-A, arrêt du 5 juillet 2001, par. 47.

qui réserve l'autodétermination en Palestine exclusivement aux individus juifs, sans reconnaître l'objectif clairement visé, qui est la domination de la population palestinienne. En outre, il importe de rappeler que l'établissement de « l'objectif de domination » n'exige pas que la domination soit la seule raison, voire la raison dominante, des mesures discriminatoires. Dans le même ordre d'idées, les actions du régime israélien visent à mettre en place un système de domination et de ségrégation raciales, quelles qu'en soient les justifications avancées. Ainsi, les preuves présentées démontrent de manière concluante que le régime israélien commet le crime d'apartheid, comme en témoigne la mise en place d'un double système juridique, dans lequel les lois civiles s'appliquent aux colons juifs, leur accordant des privilèges, tandis que les Palestiniens sont soumis à des lois militaires et à des tribunaux punitifs. Un tel système constitue clairement le type de ségrégation institutionnalisée, de domination et d'oppression systématique qui sont les éléments déterminants du crime d'apartheid en droit international.

Le paragraphe a) de l'article II de la Convention sur l'apartheid porte sur le fait de refuser à un membre ou à des membres d'un groupe racial le droit à la vie et à la liberté de la personne. Entre autres politiques et pratiques mises en œuvre par le régime israélien en Cisjordanie, il y a lieu de citer des exécutions extrajudiciaires de Palestiniens qui résistent à l'occupation, ciblant souvent des dirigeants politiques et des militants. Ces assassinats sont également commis contre des passants innocents, considérés comme les « dommages collatéraux » d'opérations militaires. Les incursions régulières, les raids et l'emploi disproportionné de la force contre les manifestants civils ne font qu'exacerber cette violation. De même, le déni du droit à la liberté se manifeste par les arrestations massives et la détention systématique des Palestiniens, qui constituent l'écrasante majorité des détenus du Territoire palestinien occupé. Ainsi, en 2006, sur les 9 498 prisonniers détenus pour des raisons de sécurité par le régime israélien, seuls 12 étaient des Israéliens juifs⁴. Les arrestations arbitraires, y compris la « détention administrative » sans inculpation ni procès, restent un élément central de la politique d'occupation du régime, illustrant un modèle délibéré et bien ancré de domination et d'oppression raciales imposé au peuple palestinien.

Le paragraphe c) de l'article II de la Convention sur l'apartheid est une clause exhaustive, qui définit les actes d'apartheid comme, notamment, le fait de prendre des mesures destinées à empêcher un groupe racial de participer pleinement à la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays et de créer délibérément des conditions faisant obstacle au plein développement du groupe. Cette disposition recense neuf libertés et droits fondamentaux dont le déni entraverait la capacité du groupe visé de prendre part au progrès en matière civile, politique, socioéconomique et culturelle. Un tel déni sert à son tour à asseoir la domination systématique exercée par l'opresseur.

Les violations persistantes commises par le régime israélien en Palestine occupée des droits fondamentaux énoncés à l'article 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, sont bien documentées. Les Palestiniens sont régulièrement privés du droit à la liberté de circulation, qui est sévèrement restreinte par la présence de points de contrôle, de murs et d'autres barrières militaires ou administratives. En outre, leur droit au libre choix de la résidence est constamment mis à mal par des politiques de déplacement forcé et de démolition de maisons, tandis que l'exercice de leur droit de quitter le pays d'origine et d'y retourner leur est rendu pratiquement impossible du fait de restrictions juridiques et bureaucratiques complexes. Les Palestiniens sont également

⁴ Lettre de l'administration pénitentiaire du régime israélien à Adalah – Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël (6 novembre 2006).

privés du droit à une nationalité, les politiques du régime israélien érodant délibérément la reconnaissance de leur identité nationale et de leur souveraineté.

En outre, les droits économiques tels que le droit au travail sont systématiquement violés. Les politiques d'occupation du régime israélien limitent considérablement l'accès des Palestiniens à l'emploi, restreignant souvent leur capacité de se livrer à des activités économiques productives. Il en va de même pour le droit de former des syndicats et de s'y affilier, qui est également restreint, ce qui diminue encore la capacité des Palestiniens de s'organiser collectivement pour protéger leurs droits en matière de travail et leur bien-être économique. Ces violations cumulées, visées au paragraphe c) de l'article II de la Convention sur l'apartheid, sont la preuve que le régime israélien tente délibérément et sans relâche d'étouffer le développement politique, social et économique du peuple palestinien, en renforçant les structures profondément ancrées de la ségrégation raciale et de la domination.

Le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza de 2009 donne un poids important à l'affirmation selon laquelle l'apartheid est pratiqué dans le Territoire palestinien occupé, en particulier en ce qui concerne les paragraphes a) et c) de l'article II de la Convention contre l'apartheid. Le rapport présente méticuleusement des preuves irréfutables « d'une discrimination et de différences de traitement » entre citoyens palestiniens et citoyens juifs d'Israël, dans des domaines critiques tels que le traitement judiciaire, l'utilisation des terres, le logement et l'accès aux ressources naturelles, la citoyenneté, la résidence et le regroupement familial, l'accès à l'eau et aux denrées alimentaires essentielles, l'emploi de la force contre des manifestants, la liberté de circulation, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux et la liberté d'association. Les conclusions du rapport confirment avec force l'existence d'une discrimination systémique à l'égard des Palestiniens et permettent sérieusement de présumer qu'un crime de persécution assimilable à un crime contre l'humanité est commis⁵.

« La discrimination systématique dont sont victimes les Palestiniens aussi bien en droit que dans la pratique (notamment par suite de l'existence d'un régime juridique et d'un système judiciaire totalement distincts qui sont systématiquement plus défavorables que ceux qui sont applicables aux Israéliens) et les pratiques discriminatoires par rapport à celles qui sont appliquées aux citoyens israéliens en matière d'arrestation, de détention, de jugement et de condamnation sont contraires à l'article 2 du Pacte [international relatif aux droits civils et politiques] et peuvent également constituer une violation de l'interdiction des persécutions, considérées comme un crime contre l'humanité⁶. »

Par conséquent, ce faisceau de preuves corrobore non seulement le point de vue selon lequel les politiques et les pratiques du régime israélien violent les principes fondamentaux du droit international des droits humains ; il confirme également l'argument selon lequel ces violations sont effectivement constitutives d'apartheid. La nature du régime israélien – l'apartheid – a été méticuleusement documentée au cours des deux dernières années par la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Celle-ci a conclu sans équivoque que « les politiques et pratiques discriminatoires généralisées

⁵ ONU, rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza (A/HRC/12/48), 15 septembre 2009, par. 113, 206, 208, 938, 1 427, 1 577, 1 579 et 1 616.

⁶ Ibid., par. 1 502.

couramment employées par Israël à l'égard des Palestiniens constituent un crime d'apartheid au regard du droit international »⁷.

Le paragraphe d) de l'article II de la Convention sur l'apartheid interdit expressément les mesures visant à diviser la population selon des critères raciaux. Cette ségrégation est une caractéristique déterminante d'un système d'apartheid, renvoyant aux politiques de « grand apartheid » de l'Afrique du Sud, notamment en ce qu'elle implique la création de réserves et de ghettos pour des groupes raciaux spécifiques. Les politiques mises en œuvre par le régime israélien durant l'occupation, et plus particulièrement depuis la fin des années 1970, ont abouti à la construction du mur depuis 2002 et au blocus de Gaza en place depuis 2007. Ces mesures ont effectivement fragmenté la Palestine occupée en une série d'enclaves ou de « réserves » non contiguës, confinant les Palestiniens dans ces régions isolées. Jérusalem-Est, le cœur culturel et économique de la Palestine, a subi des effets similaires, les Palestiniens y étant largement séparés de la population juive-israélienne de la ville et de plus en plus coupés du reste de la Palestine occupée.

Les restrictions en matière de résidence et de circulation, qui visent explicitement à « judaïser » la ville et à l'intégrer pleinement dans le régime israélien, font que les résidents palestiniens de Jérusalem-Est, tout en étant soumis à la législation et à la fiscalité du régime israélien, sont depuis toujours dénués des droits et privilèges associés à la citoyenneté et privés des services essentiels. Ils sont systématiquement interdits de séjour dans la ville dès lors que leurs pièces d'identité sont révoquées, qu'ils doivent prouver qu'ils y ont leur « lieu de vie principal » dans le cadre d'une procédure excessivement fastidieuse (qui n'est pas équitablement appliquée aux colons juifs de Jérusalem-Est) et que les frontières municipales sont redécoupées de manière à priver les Palestiniens vivant à l'est du mur de leur statut de résidents de Jérusalem. Ces réaménagements bureaucratiques discriminatoires sont à replacer dans le contexte des « plans directeurs » israéliens décrivant les grandes lignes d'un « Grand Jérusalem juif », visant à réduire encore davantage le segment palestinien de la population de la ville.

Selon la définition de l'apartheid donnée à l'article II de la Convention sur l'apartheid, il faut, pour qu'il y ait crime d'apartheid, que les actes inhumains soient « commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci ». La motivation première des actions des autorités civiles et militaires du régime israélien en Palestine occupée est d'isoler et de privilégier les colonies juives et leurs infrastructures associées, minimisant ainsi les incursions palestiniennes dans la vie de la population dominante de colons.

Il est évident que les actes perpétrés par le régime israélien ne sont ni aléatoires ni isolés ; ceux-ci, en fait, s'inscrivent dans le cadre d'un système global et oppressif qui est à la fois institutionnalisé et systématique et qui se manifeste par un traitement séparé et inégal réservé aux Palestiniens. Ce caractère systématique met en lumière l'intention de maintenir un ordre hiérarchique qui privilégie un groupe racial par rapport à un autre, répondant ainsi aux critères énoncés dans la Convention sur l'apartheid.

Au cœur des politiques d'apartheid imposées par le régime israélien aux Palestiniens figure un cadre juridique qui établit un concept de « nationalité juive » et qui privilégie systématiquement les Juifs par rapport aux communautés non juives. Cette architecture juridique ne consacre pas seulement la notion de suprématie juive ; elle institutionnalise également les disparités qui marginalisent les Palestiniens

⁷ Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (A/77/356), 21 septembre 2022, par. 9.

– individuellement et collectivement – en renforçant une hiérarchie fondée sur l'appartenance ethnique et la nationalité. Les implications d'un tel système vont bien au-delà des simples distinctions juridiques : elles se manifestent sous diverses facettes de la vie quotidienne, notamment dans l'accès aux ressources, aux droits civiques et aux services sociaux, perpétuant ainsi un régime d'inégalité et d'oppression.

Le cadre juridique du régime israélien se caractérise en particulier par la distinction qu'il établit entre nationalité et citoyenneté, positionnant celui-ci comme la nation juive. Dans ce contexte, il n'existe aucune reconnaissance juridique d'une « nation israélienne », que ce soit à des fins juridiques ou politiques. La jurisprudence de la Cour suprême du régime israélien renforce encore ce trait, en affirmant que le régime israélien se définit non pas comme la « nation israélienne », mais explicitement comme la « nation juive »⁸. Cette distinction a de profondes incidences sur les droits et le statut des citoyens non juifs, institutionnalisant de fait une hiérarchie qui privilégie les Juifs et marginalise les autres dans le cadre juridique et politique de l'État. La loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël de 1952 accorde en conséquence aux immigrants munis du visa *oleh* le droit d'acquérir immédiatement la citoyenneté, ce qui constitue une preuve supplémentaire de l'existence du régime d'apartheid d'Israël.

La codification de la nationalité juive est profondément significative des circonstances qui règnent en Palestine occupée, où les lois du régime israélien confèrent systématiquement des privilèges aux colons juifs, au détriment des résidents palestiniens. Dans le domaine du droit foncier, les disparités susmentionnées concernant l'accès exclusif des Juifs à la terre s'étendent à tout territoire désigné comme « terre domaniale » par le régime israélien. La loi de 1951 sur les biens de l'État facilite l'incorporation de ces terres dans toute région où les lois du régime israélien sont appliquées, englobant ainsi les territoires qu'il occupe. Une grande partie de la Cisjordanie a été déclarée « terre domaniale » par le régime israélien, qui y interdit ainsi de fait l'accès aux Palestiniens, destinant ces territoires à l'établissement de colonies juives, d'avant-postes militaires et de réserves naturelles. Par cette mesure, une grande partie du territoire se retrouve dans un cadre structuré, conçu pour administrer la « terre domaniale » au bénéfice exclusif de la population juive.

En Cisjordanie, le régime israélien a saisi plus de 2 millions de dounoums de terres palestiniennes, soit plus d'un tiers du territoire, notamment des dizaines de milliers de dounoums que le régime lui-même reconnaît comme appartenant à des Palestiniens. Selon les données de l'administration civile israélienne, les autorités du régime israélien ont alloué 674 459 dounoums de terres domaniales en Cisjordanie, principalement à des citoyens du régime israélien, notamment pour l'expansion des colonies⁹. Cette allocation représente 99,76 % de toutes les terres domaniales destinées à être utilisées par des tiers, ce qui laisse à peine 0,24 %, soit environ 1 600 dounoums, aux Palestiniens, dont 80 alloués sous forme de « compensation » pour les terres saisies en vue de l'implantation de colonies ou comme terres de remplacement consécutivement au déplacement forcé des Bédouins palestiniens de leurs terres ancestrales. En outre, 400 000 dounoums de ces terres domaniales ont été alloués à l'Organisation sioniste mondiale, dont la Division du peuplement est chargée d'établir

⁸ *George Rafael Tamarin c. l'État d'Israël* (20 janvier 1972) 26 PD I 197.

⁹ Peace Now, « State land allocation in the West Bank - for Israelis only », 17 juillet 2018, disponible à l'adresse suivante : <https://peacenow.org.il/en/state-land-allocation-west-bank-israelis>.

et d'asseoir les implantations juives dans la périphérie du pays en regroupant les terres domaniales accordées par le gouvernement¹⁰.

À l'exception de certaines colonies spécifiques de Jérusalem-Est, le droit de résidence dans les colonies juives de la Palestine occupée est entièrement restreint pour les Palestiniens et n'est accessible qu'aux citoyens du régime israélien ou aux personnes d'ascendance juive ayant droit à la citoyenneté ou à la résidence en vertu de la loi du retour du régime israélien. Cette disposition met en lumière le cadre racialisé dans lequel s'inscrivent la colonisation et la gouvernance de ces territoires par le régime israélien, où même les juifs non israéliens bénéficient de privilèges par rapport à la population palestinienne autochtone. C'est ainsi que l'intersection entre race et nationalité est rendue profondément inéquitable, révélatrice d'un parti pris systématique qui privilégie un groupe au détriment d'un autre.

La discrimination pratiquée au sein du régime israélien ne se limite pas aux distinctions opérées entre citoyens du régime israélien et non-citoyens palestiniens ; elle s'étend plus profondément aux individus définis dans la législation du régime israélien comme titulaires de ma nationalité juive (qui ont droit à la citoyenneté en vertu de la loi du retour) par rapport à ceux qui ne sont pas définis comme tels. Cette question a fait l'objet d'un examen approfondi de la part de la mission internationale indépendante d'établissement des faits, chargée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé. Dans son rapport de 2013, la mission a mis en lumière l'existence d'ordonnancements juridiques distincts pour les colons et pour les Palestiniens, concluant que ces disparités constituaient l'expression manifeste d'une discrimination institutionnalisée.

« Le régime juridique de ségrégation en place dans le Territoire palestinien occupé a permis d'établir et de consolider les colonies moyennant la création d'un espace juridique privilégié pour les colonies et les colons. Il a pour conséquence des violations quotidiennes d'une multitude de droits humains homme des Palestiniens du Territoire palestinien occupé, y compris, incontestablement, des violations de leurs droits à la non-discrimination, à l'égalité devant la loi et à une égale protection de la loi¹¹. »

La mission démontre que les colons ont profité de leur statut juridique privilégié pour commettre des actes de violence contre des Palestiniens et leurs biens, le régime israélien laissant perdurer l'impunité. Associée à l'intention du régime, cette impunité permet de conclure sans équivoque qu'une discrimination institutionnalisée est systématiquement pratiquée à l'égard du peuple palestinien dans le cadre d'actes de violence. Ces réalités révèlent ce qu'est le régime israélien : un système d'apartheid, dépourvu de légitimité, puisque même son cadre juridique interne est conçu pour soutenir et perpétuer les politiques d'apartheid.

L'institutionnalisation de la discrimination et de la domination dans le cadre juridique du régime israélien se manifeste de manière particulièrement évidente dans le double système juridique appliqué en Cisjordanie. Les colons juifs sont régis par le droit civil israélien et bénéficient des protections constitutionnelles, tandis que les Palestiniens sont soumis aux règles militaires. Ce système crée une séparation nette

¹⁰ Association for Civil Rights in Israel, « Information sheet: Allocation of State land in OPT », disponible à l'adresse suivante : <https://law.acri.org.il/en/2013/04/23/info-sheet-state-land-opt/> (consulté le 4 juin 2020).

¹¹ ONU, rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est (A/HRC/22/63), 7 février 2013, par. 49.

entre les deux populations, les colons juifs bénéficiant en droit de privilèges dont ne dispose pas la population palestinienne occupée. Le cadre juridique fonctionne selon le principe de normes distinctes et inégalitaires, qui renforce la ségrégation et les inégalités.

L'application de la législation civile israélienne aux colons juifs en Palestine occupée se fait par le truchement de mécanismes juridiques s'appliquant tant aux territoires qu'aux personnes. Sur le plan territorial, des éléments du droit civil israélien sont incorporés dans les ordonnances militaires régissant les colonies juives. Ces ordonnances permettent au commandant militaire israélien d'étendre la législation nationale aux colonies, fusionnant ainsi le droit des colonies avec le droit israélien, réduisant ainsi la distinction juridique entre le territoire israélien et la Palestine occupée.

Sur le plan de la personne, les colons israéliens, y compris les non-ressortissants qui ont le droit d'immigrer en vertu de la loi du retour, sont soumis à la législation israélienne même lorsqu'ils résident en Palestine occupée. Ainsi, la loi de 1977 étendant l'application du règlement relatif à l'état d'urgence permet aux colons accusés d'infractions pénales en Cisjordanie d'être jugés par des tribunaux civils israéliens plutôt que par des tribunaux militaires, lesquels sont réservés aux Palestiniens. Cet instrument instaure un cadre juridique qui étend l'application du droit pénal israélien aux colons, leur accordant des droits et des protections refusés aux Palestiniens, assujettis au régime militaire.

Les effets juridiques du droit local dans le Territoire palestinien occupé pour les colons juifs sont *de facto* minimes puisque les lois israéliennes s'appliquent massivement à leur gouvernance, créant un système de ségrégation juridique et administrative qui renforce l'inégalité de traitement entre les colons et la population palestinienne. En outre, les prétendus droits constitutionnels du régime israélien sont accordés aux colons du fait des liens personnels que ceux-ci entretiennent avec le régime. La Cour suprême israélienne a affirmé que les colons avaient droit à des protections constitutionnelles, même lorsqu'ils résidaient en dehors du territoire israélien, tant que la zone resterait sous contrôle israélien. Cette application personnelle des droits ne met pas seulement en évidence le fondement racial du système juridique, qui privilégie les colons sur la base de leur identité juive, mais expose également la nature profondément ancrée du régime d'apartheid. En inscrivant ces pratiques discriminatoires dans ses cadres juridiques et institutionnels, le régime israélien perpétue l'oppression et l'inégalité systémiques.

Ce régime ne saurait prétendre à la légitimité puisque ses institutions et ses lois mêmes sont structurées de manière à asseoir l'apartheid et à priver la population palestinienne autochtone de ses droits humains fondamentaux. L'ordonnancement juridique, conçu pour privilégier un groupe au détriment d'un autre, est intrinsèquement injuste et sert d'instrument de domination. La notion de légitimité juridique devient en l'occurrence indéfendable dès lors que les lois du régime, perpétuant l'oppression et l'asservissement d'un peuple entier, privent ce régime de tout fondement moral ou juridique aux yeux de la communauté internationale.

Contrairement au traitement qu'elle réserve aux colons juifs vivant sur le même territoire, la Cour suprême israélienne a toujours refusé d'étendre les protections constitutionnelles aux Palestiniens¹². En fait, les Palestiniens sont soumis à l'application personnelle et territoriale de la législation militaire israélienne. Au cours des trois premiers mois de l'occupation israélienne en 1967, plus de 100 mesures

¹² Voir, p. ex., *Adalah et al. v. Minister of Interior et al.*, affaire HCJ 7052/03, arrêt du 14 mai 2006 (affaire concernant le regroupement familial ; *Adalah v. Minister of Defence*, affaire HCJ 8276/05, arrêt du 12 décembre 2006 (affaire de la loi sur la non-indemnisation).

législatives militaires ont été introduites en Cisjordanie, et presque autant à Gaza. Deux jours seulement après le début de la Guerre des Six Jours, la Proclamation militaire n° 2 a été promulguée, conférant tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires au commandement militaire israélien¹³. Depuis, les autorités militaires ont mis en œuvre plus de 2 500 ordonnances militaires qui ont profondément remanié les lois préexistantes, réglementant absolument tout, des taxes sur l'alcool¹⁴ à la gestion des ressources naturelles¹⁵, allant jusqu'à préciser les types de fruits et de légumes que les Palestiniens sont autorisés à cultiver¹⁶.

Le régime israélien, par la mise en place d'un système d'apartheid, continue d'exploiter et de piller les ressources naturelles appartenant au peuple palestinien. Comme l'a montré la Rapporteuse spéciale, le régime israélien a mis en place, sur le Territoire palestinien occupé, un système de contrôle complexe et oppressif, conçu pour le bénéfice exclusif de ses colonies illégales. Ce système porte gravement atteinte au droit des Palestiniens à l'autodétermination, tel qu'il est consacré par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui garantissent l'un comme l'autre, au paragraphe 2 de leur article premier, la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles comme aspect fondamental de leur développement économique.

En outre, un réseau d'entreprises nationales et internationales opère dans le Territoire palestinien illégalement occupé, exploitant des ressources telles que l'eau, la terre et les minéraux, au détriment de la population palestinienne. Non seulement ces entreprises privent les Palestiniens de leur accès légitime à ces ressources, mais elles procèdent également à des « essais in situ » d'équipements militaires, extrayant ainsi des richesses au profit exclusif des colonies israéliennes et de la puissance occupante. Cette exploitation organisée renforce le régime d'apartheid d'Israël, consolidant sa domination systématique et illégale sur le peuple palestinien et sa terre, comme la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 l'a expressément affirmé en ces termes :

« Dans la zone C de la Cisjordanie, où se trouvent la plus grande partie des ressources naturelles et presque toutes les terres arables de la région, Israël exerce un monopole complet sur les sources d'eau et n'a réservé que 1 % des terres à l'usage des Palestiniens. Le « système de coordination » mis en place en grande pompe par le pays pour faciliter l'accès des Palestiniens à leurs terres est alambiqué et inefficace¹⁷. »

Des ordonnances militaires confèrent à l'armée du régime israélien une autorité globale sur les questions liées à l'eau en Cisjordanie, désignant les ressources en eau comme des biens de l'État¹⁸. De surcroît, ces ordonnances interdisent aux Palestiniens d'établir ou d'utiliser des installations hydrauliques sans autorisation préalable, ce

¹³ Proclamation militaire n° 2, concernant la réglementation et l'autorité du pouvoir judiciaire (7 juin 1967).

¹⁴ Ordonnance militaire n° 38, Ordonnance concernant les boissons alcoolisées (4 juillet 1967).

¹⁵ Voir, entre autres, l'Ordonnance militaire n° 92, Ordonnance relative à la compétence en matière de réglementation des eaux (15 août 1967).

¹⁶ Voir, p. ex., l'Ordonnance militaire n° 474 (Ordonnance relative à la modification de la loi sur la préservation des arbres et des plantes, du 26 juillet 1972) ; Ordonnance militaire n° 1039 (Ordonnance réglementant la plantation d'arbres fruitiers, du 5 janvier 1983) ; Ordonnance militaire n° 1147 (Ordonnance concernant la supervision des arbres fruitiers et des légumes, du 30 juillet 1985).

¹⁷ ONU, rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (A/77/356), 21 septembre 2022, par. 49.

¹⁸ Ordonnance militaire n° 158 (Ordonnance portant modification de la loi sur le contrôle de l'eau, du 30 octobre 1967), publiée par le Jerusalem Media and Communication Centre, *Israeli Military Orders*, par. 22.

qui limite de fait l'accès de la population aux ressources et services hydriques essentiels¹⁹. Les autorités du régime israélien exercent un contrôle crucial sur les ressources en eau de la Cisjordanie et distribuent l'eau d'une manière qui discrimine la population palestinienne. Deux des trois principales ressources en eau d'Israël, à savoir le Jourdain et l'aquifère montagneux, qui compte trois bassins, traversent une zone située majoritairement en Cisjordanie. La troisième ressource, l'aquifère côtier, est située le long de la côte israélienne et gazaouie²⁰. Le régime israélien exerce un contrôle sur certaines parties de l'aquifère montagneux au profit de ses propres citoyens et colons, en violation du droit international humanitaire, qui interdit aux puissances occupantes d'exploiter les ressources naturelles à leur avantage économique. En particulier, alors que la zone d'alimentation de l'aquifère montagneux est située à 80 % environ en Cisjordanie, Israël extrait quelque 90 % de l'eau totale prélevée chaque année dans l'aquifère, n'en laissant aux Palestiniens que 10 % pour leur propre usage²¹.

En outre, les autorités israéliennes ont de fait refusé aux Palestiniens l'accès au Jourdain, la seule grande ressource en eaux de surface de la Cisjordanie, en détournant le débit du fleuve en amont. Entre 2009 et juillet 2019, ces autorités ont démoli ou confisqué 547 structures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment des citernes, des conduites d'eau et des latrines mobiles, comme l'a indiqué le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires²². En 2009, la Banque mondiale a indiqué que la consommation globale d'eau des Israéliens en Cisjordanie était quatre fois supérieure à celle de la population palestinienne²³. Cette privation systématique de ressources en eau aggrave considérablement la crise humanitaire dont souffre le peuple palestinien.

Dans le domaine de la construction, le régime israélien a renforcé son système d'apartheid en appliquant des lois et politiques oppressives spécifiquement conçues pour marginaliser et discriminer les Palestiniens, perpétuant ainsi un régime de ségrégation raciale et d'apartheid systémique. Les autorités du régime israélien ont effectivement fait en sorte qu'il soit extrêmement difficile pour les Palestiniens d'obtenir des permis de construire dans la zone C, soit 60 % de la Cisjordanie placée sous la juridiction exclusive d'Israël. En vingt ans, de 2000 à 2019, ces autorités n'ont accordé que 245 permis de construire à des Palestiniens de la zone C, donnant suite à moins de 4 % du total des demandes déposées à cet égard. Entre 2016 et 2018, seuls 21 permis ont été délivrés, en réponse à moins de 1,5 % des demandes reçues. En outre, entre 2009 et 2020, les autorités israéliennes ont systématiquement démoli 5 817 structures appartenant à des Palestiniens, y compris des logements, principalement parce que les autorisations requises n'avaient pas été obtenues, comme l'a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires²⁴. En

¹⁹ Ordonnance militaire n° 291 (Ordonnance relative au règlement des litiges fonciers et des différends liés à l'eau, du 19 décembre 1968), publiée par le Jerusalem Media and Communication Centre, Israeli Military Orders, par. 38.

²⁰ Al Haq, « Water for one people only: discriminatory access and 'water-apartheid' in the OPT », 8 avril 2013, disponible à l'adresse suivante : www.alhaq.org/publications/8073.html (consulté le 4 juin 2020), par. 28 et 29.

²¹ ONU, rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est (A/HRC/22/63), par. 81.

²² ONU, « Humanitarian needs overview – OPT », Humanitarian Programme Cycle 2020, décembre 2019, disponible à l'adresse suivante : www.ochaopt.org/sites/default/files/hno_2020-final.pdf (consulté le 4 juin 2020), par. 43.

²³ Banque mondiale, « Assessment of restrictions on Palestinian water sector development », par. 13.

²⁴ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, base de données relative aux démolitions et aux déplacements en Cisjordanie, disponible à l'adresse suivante : www.ochaopt.org/data/demolition.

revanche, le régime israélien offre une multitude d'incitations, telles que des aides au logement, des subventions aux entreprises (notamment dans les secteurs agricole et industriel), des avantages budgétaires et des exonérations fiscales pour encourager les Israéliens juifs à s'installer dans les colonies. Ces mesures facilitent l'expansion régulière et illégale des colonies israéliennes en Cisjordanie depuis des décennies. Entre 2009 et 2020, les autorités israéliennes ont entrepris la construction de plus de 23 696 unités d'habitation dans les colonies de Cisjordanie, à l'exclusion de Jérusalem-Est²⁵.

Parmi les ordonnances militaires liées à la sécurité les plus importantes figurent l'Ordonnance militaire n°378, qui régit les infractions pénales et la détention²⁶, et l'Ordonnance militaire n°1229, qui autorise l'internement « administratif » prolongé, sans inculpation ni jugement²⁷. Sous ce régime militaire, les Palestiniens se retrouvent régulièrement en garde à vue pour des périodes plus longues et sont condamnés à des peines plus lourdes que les Juifs, même lorsque les uns comme les autres sont accusés de la même infraction commise sur le même territoire²⁸. Ces ordonnances militaires sont appliquées dans le cadre d'un système de tribunaux militaires qui est devenu une pièce maîtresse de l'appareil de contrôle du régime israélien sur les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Outre les distinctions juridiques claires, d'autres pratiques d'apartheid sont mises en œuvre au titre de règlements militaires non publiés ou de politiques militaires de fait, appliquées sans fondement juridique formel. L'un de ces exemples est le système de routes séparées en Cisjordanie, caractéristique clé de la fragmentation territoriale qui fait écho à des politiques ségrégationnistes plus larges. Ce réseau routier, vital aux fins du contrôle exercé par le régime israélien, est né de décisions de planification et de construction qui, dépourvues de fondement législatif précis, n'en servent pas moins à renforcer les structures d'apartheid inhérentes à l'occupation.

En résumé, les institutions et les cadres juridiques du régime israélien sont dépourvus de tout semblant de légitimité, car ils sont les instruments d'un système d'apartheid profondément ancré qui perpétue systématiquement des actes d'apartheid visant le peuple palestinien depuis des décennies, tout en opérant en toute impunité et en évitant de rendre des comptes. Dans le présent document, nous avons méticuleusement examiné les dimensions factuelles et juridiques du régime d'apartheid imposé aux territoires occupés, en soulignant les disparités flagrantes en matière de traitement juridique, de droits civils et d'accès aux ressources qui caractérisent le quotidien des Palestiniens. La nature systématique de ces actes ne met pas seulement en lumière la violation inhérente des droits humains fondamentaux qui est commise, mais illustre également une stratégie plus large visant à marginaliser une population entière et à la priver de ses droits.

Compte tenu de l'existence d'un système d'apartheid et de la commission délibérée, systématique et intentionnelle de tels actes par le régime israélien, la

²⁵ La paix maintenant, « Rapport annuel sur la colonisation 2018 : aperçu sur 10 ans de mandature de Benjamin Netanyahu », 14 mai 2019.

²⁶ Ordonnance militaire n° 378 (Ordonnance relative aux dispositions en matière de sécurité, du 20 avril 1970).

²⁷ Ordonnance militaire n° 1229 (Ordonnance relative à la détention administrative (règlement provisoire), du 17 mars 1988). En raison d'incohérences dans la numérotation des ordonnances militaires du régime israélien, l'Ordonnance militaire n° 1229 porte parfois également le titre d'« Ordonnance militaire n° 1226 », selon qu'elle est publiée individuellement ou dans un volume relié par les autorités du régime israélien.

²⁸ Voir les sections 51A et 78 de l'Ordonnance militaire n° 378 (Ordonnance relative aux dispositions en matière de sécurité), et l'article 29 a) du Code de procédure pénale de 1996 (Pouvoirs de répression – Arrestations) ; article 298 du Code pénal de 1977.

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 a, dans son rapport, également recommandé :

« D'élaborer, sous les auspices de l'Assemblée générale, un plan pour mettre fin au statu quo illégal et insoutenable, cause première de la dernière escalade, qui a finalement abouti au génocide de Gaza, notamment en reconstituant le Comité spécial contre l'apartheid, afin de traiter la situation en Palestine de manière globale et de se tenir prêts à mettre en application les mesures diplomatiques, économiques et politiques prévues par la Charte en cas de non-respect de la part d'Israël²⁹. »

Au vu de nos conclusions et en réponse à la lettre du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme datée du 16 octobre 2024, nous demandons par la présente la création d'une commission sur l'apartheid chargée d'enquêter de manière approfondie sur les actions et les politiques du régime d'apartheid israélien. Une telle enquête est impérative si l'on entend demander des comptes à ceux qui perpétuent cette oppression persistante et affirmer les droits et la dignité de la population palestinienne

Maldives

[Original : anglais]
[6 novembre 2024]

Le Gouvernement maldivien souhaite répondre comme suit à l'appel à contributions lancé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en application de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé », adoptée le 18 septembre 2024, à la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Mesures illégales prises par les autorités israéliennes à Jérusalem-Est occupée ainsi que dans le reste du Territoire palestinien occupé ».

Position nationale des Maldives sur la question de Palestine

La position nationale des Maldives sur la question de Palestine consiste, depuis longtemps, à affirmer que la seule solution durable au conflit israélo-palestinien réside dans la création d'un État de Palestine souverain et indépendant, sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

À maintes reprises et sur de nombreuses plateformes, les Maldives ont fermement condamné les attaques violentes et les actes d'agression commis par Israël contre le peuple de Palestine.

Les Maldives appellent au retrait complet et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens occupés depuis 1967, afin de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et de créer son propre État indépendant et souverain.

Les Maldives appuient fermement l'admission de la Palestine à l'ONU en tant que membre à part entière de l'Organisation et l'assurent de leur soutien inconditionnel à son adhésion à toute autre organisation internationale. En outre, les

²⁹ ONU, rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 ([A/HRC/55/73](#)), 1^{er} juillet 2024, par. 97 e).

Maldives se sont portées coauteurs de la résolution par laquelle l'Assemblée générale a accordé le statut d'État non membre observateur à l'État de Palestine.

Les Maldives sont fermement convaincues que, le droit international devant être appliqué de la même manière à tous les États Membres, Israël doit adhérer aux principes du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ainsi qu'aux conventions de Genève.

Implication des Maldives dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est

Les Maldives ont présenté un exposé écrit à la Cour internationale de Justice le 25 juillet 2023 et ont comparu devant la Cour et présenté des observations orales dans le cadre de la procédure consultative du 26 février 2024.

Le Gouvernement maldivien était représenté à la Cour par l'ambassadrice de la République des Maldives en Allemagne, S.E. M^{me} Aishath Shaan Shakir, et par M^e Amy Sander et M^e Naomi Hart (Essex Court Chambers).

Dans sa déclaration liminaire, l'ambassadrice Shaan a indiqué que l'appui au peuple palestinien, notamment dans sa quête d'un État palestinien souverain et indépendant, avait toujours été une pierre angulaire de la politique étrangère des Maldives et le restait sous l'administration actuelle.

L'audition des Maldives a porté sur les multiples et graves violations du droit international commises par Israël dans le Territoire palestinien occupé, et plus particulièrement sur ses pratiques en matière de ressources en eau.

Les Maldives se sont également jointes à de nombreux États pour affirmer que les politiques et les pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé s'apparentaient à un apartheid.

Contributions au titre du paragraphe 14 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale

Pour mettre en place un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui permette de lutter efficacement contre la ségrégation raciale et l'apartheid en Palestine, les Maldives proposent ce qui suit :

a) Encourager et aider la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 à entreprendre une visite dans les Territoires palestiniens occupés et à surveiller systématiquement les pratiques de ségrégation raciale et d'apartheid mises en œuvre en Palestine, et demander instamment à l'État d'Israël de se conformer aux résolutions pertinentes des organes des Nations Unies et au droit international et d'autoriser l'accès de la Rapporteuse spéciale aux Territoires palestiniens occupés pour qu'elle puisse exercer son mandat ;

b) Demander que des rapports annuels soient soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale afin de documenter les pratiques de ségrégation mises en œuvre, les systèmes d'apartheid instaurés et les autres violations des droits humains commises ;

c) Mettre en œuvre des méthodes fiables et normalisées qui permettent de recueillir des données sur la discrimination raciale et de les quantifier, en se concentrant plus précisément sur les politiques ayant des incidences sur les droits de propriété, les restrictions à la liberté de circulation et l'accès aux services dans le Territoire palestinien occupé ;

d) Inviter les États Membres à cesser de vendre et d'envoyer des armes, des munitions et des véhicules militaires à l'État d'Israël et à instaurer et maintenir un embargo sur les armes à destination de l'État d'Israël afin d'empêcher une nouvelle escalade de l'apartheid dans les Territoires palestiniens occupés.

Mexique

[Original : espagnol]

[1^{er} novembre 2024]

La Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève a l'honneur de se référer à la demande d'observations contenue dans la note verbale envoyée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en date du 16 octobre 2024, concernant l'application du paragraphe 14 de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale, en particulier la création d'un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par l'État d'Israël.

À cet égard, la Mission permanente souhaite faire savoir que le Mexique considère qu'au moins deux options juridiquement viables pourraient être envisagées quant à la forme que pourrait prendre un tel mécanisme :

1. D'une part, une résolution du Conseil des droits de l'homme pourrait être adoptée pour proroger le mandat de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, afin d'assurer le suivi demandé dans la résolution [ES-10/24](#). Cette option est réalisable et opportune pour les raisons suivantes :

a) La fonction de rapporteur spécial n'a jamais cessé d'exister depuis sa création en 1993 (résolution 1993/2 A de la Commission des droits de l'homme, intitulée « Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés y compris la Palestine »).

b) Le travail accompli dans le cadre de cette fonction porte sur l'étude de la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Il s'agit de la même période que celle qu'a prise en compte la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif.

c) Le mandat assumé dans le cadre de cette fonction consiste, notamment, à enquêter sur les violations commises par Israël des principes et des fondements du droit international, en particulier le droit international humanitaire, de recevoir des communications, d'entendre des témoins et de mettre en œuvre les modalités procédurales requises pour l'exécution dudit mandat, et de faire rapport régulièrement au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale. À cet égard, le (la) Rapporteur(euse) spécial(e) effectue régulièrement des visites ou des missions dans les territoires palestiniens occupés. En outre, le (la) titulaire est un(e) expert(e) indépendant(e) nommé(e) par le Conseil et bénéficie du soutien logistique et technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

d) Le Conseil des droits de l'homme pourrait adresser des demandes spécifiques au (à la) Rapporteur(euse) spécial(e).

e) Le cas échéant, la fonction de rapporteur spécial pourrait être coordonnée avec les mécanismes spéciaux existants du même Conseil des droits de l'homme, notamment le Mécanisme international d'experts indépendants chargé de promouvoir la justice et l'égalité raciales dans le contexte du maintien de l'ordre.

f) La résolution visant à proroger le mandat de la Rapporteuse spéciale pourrait être adoptée à la première session du Conseil des droits de l'homme, en 2025 (probablement en février).

2. D'autre part, une résolution de l'Assemblée générale, portant création d'un comité spécial contre l'apartheid chargé d'assurer le suivi demandé dans la résolution [ES-10/24](#), pourrait être adoptée. Cette option est elle aussi réalisable et opportune pour les raisons suivantes :

a) La création d'un comité spécial permettrait de formuler un mandat sur mesure, offrant la possibilité de définir les fonctions dudit organe d'une manière très précise et de doter celui-ci des outils requis pour l'exercice de ses fonctions.

b) Le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid en Afrique du Sud, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution [1761 \(XVII\)](#) du 6 novembre 1962, constitue un précédent à cet égard. Cet organe, composé des représentants d'États Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale, avait pour mandat de suivre, entre les sessions de l'Assemblée générale, l'évolution de la politique raciale de l'Afrique du Sud et de faire rapport, soit à l'Assemblée, soit au Conseil de sécurité, soit à l'un et à l'autre, sur la situation de l'apartheid en Afrique du Sud. Ledit mandat a pris fin en 1994.

Il convient de noter que, pour le Mexique, la première option représente la solution la plus viable, car il s'agit d'un mécanisme existant qui permettrait d'éviter les retards dans la mise en œuvre de la résolution [ES-10/24](#) et de réduire toutes dépenses supplémentaires en ressources humaines et financières. Toutefois, les deux options peuvent se révéler complémentaires. Par ailleurs, la possibilité qu'il existe un autre mécanisme, plus indiqué, pour la mise en œuvre de la résolution, n'est pas à exclure.

Pakistan, au nom du groupe de l'Organisation de la coopération islamique (à l'exception de l'Albanie)

[Original : anglais]

[6 novembre 2024]

La Mission permanente du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, en sa qualité de Coordinatrice de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour les droits de l'homme et les affaires humanitaires, a l'honneur de se référer aux notes verbales datées du 16 octobre et du 30 octobre 2024 pour proposer la forme que pourrait prendre un mécanisme de suivi des violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par Israël et recensées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif du 19 juillet 2024, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution [ES-10/24](#) du 18 septembre 2024.

Au nom du groupe de l'OCI également¹, la Mission permanente estime que la mise en place au cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un mécanisme des Nations Unies efficace, qui pourrait dûment assurer le suivi des violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël, devrait s'inspirer des principaux critères ci-après et permettre :

a) D'examiner les violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël et l'apartheid en tant que système mis en œuvre par la structure de l'État dans son ensemble et en tant que crime contre l'humanité et composante essentielle de la

¹ À l'exception de l'Albanie.

colonisation de peuplement comme système imposé à l'ensemble du peuple palestinien sur tout le territoire de Palestine, et au premier chef aux réfugiés palestiniens ;

b) D'aborder, en ce qui concerne Israël, la question de l'apartheid, au titre de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (la Convention sur l'apartheid) et des autres instruments juridiques pertinents ;

c) De se focaliser, pour démanteler le système d'apartheid qui sous-tend les violations de l'article 3 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale commises par Israël et pour amener les responsables et complices à rendre compte de leurs actes, sur la mise en œuvre de mesures concrètes et réalisables visant, notamment, à :

i) Mettre en place un mécanisme transparent d'enquête et de suivi des violations de l'article 3 de la Convention commises par Israël, qui s'appuie, notamment, sur des bases de données publiques régulièrement mises à jour ;

ii) Élaborer des conseils en vue du respect des obligations des États tiers en ce qui concerne les mesures, législatives ou autres, nécessaires pour réprimer le crime d'apartheid commis à l'égard du peuple palestinien (y compris la non-assistance et la non-reconnaissance) ;

iii) Élaborer des conseils en vue du respect des obligations des États tiers en ce qui concerne les mesures, législatives ou autres, nécessaires pour poursuivre, faire juger et punir conformément à leur juridiction les personnes responsables ou accusées des actes définis à l'article II de la Convention sur l'apartheid, qu'elles résident ou non sur le territoire de l'État dans lequel ces actes ont été perpétrés, et qu'il s'agisse de ressortissants de cet État ou de tout autre État ou de personnes apatrides ;

iv) Solliciter des rapports périodiques sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre que les États Membres auront adoptées pour donner effet aux dispositions de la résolution [ES-10/24](#) de l'Assemblée générale en date du 18 septembre 2024, et y donner suite ;

v) Proposer des mesures légales et ciblées, analogues à celles qui ont été appliquées à l'Afrique du Sud lorsqu'elle pratiquait l'apartheid, à soumettre à l'ONU, pour adoption, en particulier un embargo militaire global ;

vi) Appuyer les efforts déployés par les membres de la société civile pour démanteler l'apartheid et y mettre fin, notamment en veillant à ce que les États Membres accordent à ceux-ci une protection contre les représailles et la répression qu'ils pourraient s'attirer dans l'exercice de leurs fonctions et à ce que leur travail soit reconnu comme il se doit par les organismes compétents des Nations Unies.